Vol. 3 No. 21 • du 9-15 Décembre 2009
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



QUELLE IMPERTINENCE DE FERNÀNDEZ!

Voir page 4

Le Président Préval (à droite) et son homologue de la République dominicanie Leonel Fernandez



Jean Baptiste Jean Ristil/Haiti Liberté

MOBILISATION POUR UN RACHE MANYÒK !

Voir page 4

Cité Soleil : Rassemblement dans le cadre de l'exclusion des masses populaires. « Si Fanmi Lavalas ne participe pas aux élections, il n'y aura pas d'élections. Ce sont les électeurs qui légitiment les élections »



Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la

Page 6



De l '« Espoir» à l'«Unité » Préval entend rester maître d'Haïti

Page 7



L'honneur retrouvé du Capitaine Matthew Hoh

Page 10



Bolivie : large victoire électorale d'Evo Morales et du MAS

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Le parti «Unité» : un zoo d'animaux nuisibles

Par Berthony Dupont

Le peuple haïtien vit le moment le plus lamentable et le plus triste de son histoire de peuple, ce peuple d'esclaves qui a combattu et vaincu les forces de l'empire français au cours d'une révolution anti-esclavagiste, unique, et anti-colonialiste pour forger une nation libre et souveraine. Cette défaite, les anciens esclavagistes, aujourd'hui puissances impérialistes ne l'ont jamais digérée et sont toujours déterminés à se venger.

C'est ce qui explique leur politique criminelle, leur menace constante d'embraser le peuple haïtien. Ainsi, après avoir tout essayé, ils ont finalement misé sur leur oncle TOM en la personne de l'actuel Président du pays, René Garcia Préval avec son gouvernement irresponsable, soumis, vendu, et fait de traîtres pour aboutir à leur forfaiture à savoir mettre en péril la nation. Une mission à laquelle les deux paravents de la CIA que sont le NED (Fondation nationale pour la démocratie) et la USAID (l'Agence étasunienne pour le développement international) s'étaient essayé sans pouvoir gagner la partie contre les masses populaires haïtiennes.

C'est plus que certain, Préval est en train de faire le travail qui revenait jusqu'alors à ces organisations. Déstabilisation et démantèlement de partis politiques de gauche ou de droite pour instituer dans le pays un parti pire que la UNO de Violeta Chamorro, mis sur pied par l'administration de Bush senior afin de déstabiliser le gouvernement sandiniste et faire gagner la Chamorro aux élections de 1990. Le gouvernement qui en est résulté a fait sauter le pont du changement que voulait construire le peuple nicaraguayen pour retourner le pays au temps de la misère Somoziste. Heureusement, l'Uno n'a vécu que l'espace du mandat de Chamorro. Puisse le parti Unité de Préval n'avoir pas le temps de s'établir ! Ce ramassis immonde regroupant serpents, scorpions, lézards géants, caméléons, araignées vénéneuses, caïmans, crocodiles, crabes, grillons, crapauds et insectes parasites se préparant à noyer le pays dans un océan d'irréparable banqueroute.

Tout pourtant semblait simple, mais les enjeux se sont nettement définis. La minorité accrochée au pouvoir est bien décidée à y rester pour poursuivre la même politique dont chacun est à même de juger sa faillite totale. Bien que la complicité de la Communauté Internationale soit directement prouvée, nombre d'observateurs, d'analystes continuent de réagir sur la conjoncture comme s'il s'agissait d'un simple évènement dans le cours normal du pays. Ce sont pourtant ces mêmes liens de dépendance légale que la République dominicaine maintient avec les Etats-Unis, qu'on veut appliquer en Haiti. C'est dans ce contexte qu'il convient de situer cette lune de miel entre Préval et Fernandez, deux dirigeants de l'île à la solde des pays impérialistes et que, du reste, unit une grande estime réciproque. Cependant, les délires absurdes et révoltants du président Dominicain lors de sa récente visite en France cachent, bien entendu, des pensées non avouables : le deal bien huilé dont on ne connait pas encore le prix payé, justement dans le cadre de l'extradition d'Amaral Duclonat vers la France, assurément un échange de bon voisinage politique avec l'Élysée et le Quai d'Orsay.

Sur cette toile de fond, n'est-ce pas le moment de se demander si la police haïtienne n'est-elle pas une extension de celle des Etats-Unis, car un citoyen haïtien du nom de Jean René Duperval, ancien directeur adjoint de la Téléco en 2004, vient d'être arrêté dans la matinée du 5 décembre par une unité de la Direction Centrale de la Police Judiciaire. Il n'a même pas eu le temps d'être présenté devant la justice haïtienne, qu'il a été extradé le lendemain aux Etats-Unis. Voilà l'image de dépendance, que veut prôner ce parti d'affairistes, rendre Haiti définitivement une honte internationale comme l'avait indiqué le Premier ministre de Trinidad Tobago.

Dans cette situation colonialo-impérialiste, c'est en toute impunité et sérénité que Préval semble poursuivre sa sombre carrière d'agent et de paria à l'instar d'un Uribe et d'un Arias. Nous, du secteur populaire, devons nous comporter de manière réaliste pour combattre cette ignominie. Nous ne sommes pas dans une position de faiblesse, il s'agit seulement de nous ressaisir pour affronter l'arrogance de l'ennemi car le paradoxe est évident : plus le gouvernement et ses alliés locaux et étrangers veulent établir leur suprématie pour insulter notre dignité de peuple révolutionnaire, plus les antagonismes s'aiguiseront jusqu'à aboutir au grand nettoyage national en vue de se débarrasser de ces espèces animales nuisibles, vectrices de toutes sortes de maux affligeant le pays.

Préval livre Amaral à la France


Le procureur général, Radhamès Jimenez Pena

Après l'arrestation d'un citoyen haïtien en République Dominicaine le 8 Septembre 2009, répondant au nom de Berthone Jolicoeur puis désigné comme étant Amaral Duclona, le chef de l'Etat haïtien, René Préval s'était montré très intéressé à ce que ce compatriote soit extradé en France pour répondre par devant la justice française des actes que l'on prétendait lui être reprochés. Au cours du mois de novembre dernier, une délégation dominicaine ayant à sa tête le procureur général, Radhamès Jimenez Pena a rencontré le président René Préval au Palais national oú il l'a remis tous les documents devant rétablir la vraie identité de Berthone Jolicoeur avant d'ordonner son expédition vers la France.

Après des semaines de débats sur la véritable identité de Berthone Jolicoeur assimilé à Amaral Duclona, le tribunal pénal de la Cour Suprême dominicaine, composé des juges Hugo Alvarez Valencia, Julio Iberra Rios, Edgar Mejia Hermandez, Victor José Castellanos et Dulce Rodriguez del Orbe, au délibéré, ont accueilli la demande d'extradition de Berthone Jolicoeur formulée par l'ancienne puissance coloniale. Mais la date de l'extradition n'a pas encore été déterminée. On attend le retour du président Fernandez pour signer l'extradition. Avant son extradition vers la France, Berthone Jolicoeur a nié l'assimilation à Amaral Duclona, il rejette également toutes les accusations portées contre lui. De ce fait qui va-t-on juger en France, Amaral Duclona ou Berthone Jolicoeur ?

Camp-Perrin: le canal d'Avezac, un patrimoine historique et touristique

Par Judex Durand

Le canal d'Avezac joue un rôle incontestable dans l'économie de la première section de Camp-Perrin, car il permet l'irrigation d'environ 120 hectares de terre. Surtout en période de sécheresse, les habitants de la première section communale de Camp-Perrin doivent avoir une pensée très spéciale à la mémoire de cet homme de génie que fut D'Avezac de Castera, un colon français, originaire de Tarbes de Bigorre en France qui débarqua à Saint-Domingue en 1748, se présenta et offrit ses services pour la construction d'un canal d'adduction d'eau.

Quand il règne une de ces infernales « saisons de chaleur » si redoutées de tant cultivateurs haïtiens qui vivent à la merci de la pluie, les fermiers sont aux abois à cause de la canicule qui brûle leurs plantations et des cultures comme le haricot, le maïs, le petit mil, le tabac et les légumes si sensibles à la chaleur. Il n'était pas ingénieur, n'avait reçu aucune formation qui lui permît d'entreprendre une œuvre aussi audacieuse, il ne pouvait même pas présenter un plan et un devis, pourtant il construisit ce qu'aujourd'hui encore on considère comme un chef d'œuvre de l'époque coloniale. Le canal porte son nom. Et, dans l'année 1764, il avait réussi à faire parvenir l'eau dans le canal avec succès. Les habitants de la plaine des Cayes éprouvèrent une satisfaction à nulle autre pareille à irriguer leurs terres à partir des eaux de la Ravine du Sud. C'est un ouvrage impressionnant qui a marqué l'histoire agraire du département Sud, particulièrement la plaine des Cayes. Aujourd'hui, les cultivateurs de la 1ère section utilisent l'eau du canal pour arroser leurs jardins

Suite à la page (16)

Une école d'Art et Techniques à Camp-Perrin

Par Judex Durand

Action 2000 pour la Promotion de l'Art et de la Technique est une organisation à but non lucratif et apolitique, fondée le 17 octobre 1997 par un groupe de citoyens conscients de la détérioration du tissu socio-économique de la région Sud d'Haïti. Elle fonctionne avec la reconnaissance légale du Ministère des Affaires Sociales, section Cayes, depuis juillet 1998. Elle œuvre à la valorisation des ressources humaines locales, particulièrement les jeunes non scolarisés en leur donnant une profession manuelle en vue de faire face aux difficultés de la vie et aussi de promouvoir une meilleure méthode d'apprentissage.

Madame Fréderic Mimose est la directrice du Centre APAT 2000 / Action pour la Promotion de l'Art et de Technique. Elle a fait savoir qu'elle a donné sa résidence privée pour la réalisation du programme IDEJEN / Initiative des Jeunes en Dehors Non scolarisés à Camp-Perrin. Elle se sent fière aujourd'hui d'avoir deux lauréats dans la promotion. Elle profite de cette occasion pour

Suite à la page (16)

Leonel Fernandez: le nouveau porte-parole de Préval?

Par Guerby Dujour

La presse dominicaine relayée par la presse locale a rapporté que le président dominicain Leonel Fernandez, lors d'une visite en France, a souhaité le maintien en Haïti pour au moins dix ans supplémentaires la présence de la troupe onusienne d'occupation. Selon lui, cette présence peut aider à consolider la stabilité dont Haïti a nécessairement besoin pour attirer l'investissement privé. Il a entre autre indiqué qu'un amendement de la Constitution haïtienne serait également nécessaire pour réduire le cycle des élections.

Cette déclaration de l'officiel dominicain opinant sur la politique intérieure du pays ne semble guère préoccuper les autorités haïtiennes les plus haut placées qui n'en ont pipé mot. A noter que Fernandez n'est pas à sa première déclaration à propos d'Haïti dont il étale souvent les faiblesses économiques et structurelles lors de certains sommets internationaux. Ainsi par ce comportement, le chef de l'Etat du pays voisin est en train de mettre à nu l'anémie dont souffre notre diplomatie caractérisée par la mendicité et dépourvue d'une large vision qui puisse nous permettre de conquérir certains marchés profitables à notre économie axée trop longtemps autour des concepts micro.

Cependant faut-il blâmer l'ingérence de Leonel Fernandez quant on sait que celui-ci n'a fait que reprendre des déclarations qui ont été faites par le président haïtien René Préval à l'occasion de la commémoration de l'assassinat de l'empereur Dessalines le 17 octobre dernier à Marchand. Il n'y a aucun doute que Mr Préval dont Fernandez jouit de la sympathie ait mis sur la bouche de ce dernier ces propos qui fouettent sévèrement notre orgueil de peuple. Donc il est un fait qu'on ne peut s'attendre à aucune déclaration officielle de la part ni de la chancellerie ni de la présidence encore moins condamnant l'attitude de Fernandez puisqu'elles y souscrivent. Même les rares secteurs qui font semblant de condamner l'idiosyncrasie du président dominicain n'ont pas la conscience tranquille pour avoir pactisé avec les autorités précédentes de ce pays dans le passé pour lancer des opérations commando contre des pouvoirs établis en Haïti.

Quel intérêt aurait Leonel Fernandez à voir Haïti se stabiliser et se faire ensuite une santé économique? Aucun, croit –on savoir. D'ailleurs nous ne saurions ignorer le rôle de la République Dominicaine dans les mouvements de déstabilisation d'Haiti depuis des lustres. On peut citer comme témoignage le coup d'état contre Sylvain Salnave en 1869. En 1991, l'impérialisme avait utilisé la Dominicanie pour lancer les premiers assauts contre l'administration d'Aristide fraîchement installée via l'expulsion forcée de milliers de compatriotes haïtiens évoluant depuis des années en territoire voisin. Jusqu'à récemment c'est de la Dominicanie qu'étaient arrivés les assaillants avec à leur tête le fameux Guy Philippe comme chef de file, un mercenaire grassement payé, pour casser tout un pays et ouvrir la voie à la 3ème occupation du territoire.

Donc ce n'est ni par sympathie ni par solidarité régionale que le président dominicain a tenu ses propos, mais pour nous rabaisser et salir d'avantage notre dignité de nation appauvrie par les démons de la zone et encore plus par la France coloniale qui ne nous pardonnera jamais sa capitulation humiliante à Vertières. Aussi longtemps que nous demeurons le cendrillon de la caraïbe, aussi longtemps cela fera l'affaire de la Dominicanie pour laquelle nous constituons un sérieux marché de consommation. Bref, Fernandez se fait le relai de Mr Préval qui compte sur la pérennisation de la Minustha, cette force d'occupation qui lui est favorable, pour se perpétuer au pouvoir par le truchement des régimes rétrogrades priorisant les intérêts des puissances régionales au détriment de ceux de la nation. Préval et Fernandez sont jumeaux. Ils sont logés à la même enseigne. Ils chantent dans la même chorale et, ce, pour le même roi. Sinon, Préval devrait être l'un des plus grands adversaires de Leonel Fernandez à cause des préjudices causés par l'état dominicain aux ressortissants haïtiens. Des plaintes devraient être déposées par devant la cour internationale de justice contre la République Dominicaine pour génocide organisé. L'affaire Carlos Nérilus nous tourmente encore l'esprit de patriote convaincu. Malheureusement, ce sont des cons qui nous gouvernent et ce n'est pas étonnant qu'on tombe, depuis 2004 bien sûr, de Charybde en Scylla.

Mobilisation pour un rache manyòk !

Par Hervé Jean Michel

La conjoncture présente est à la mobilisation pour forcer le CEP Préval/Dorsinvil à abandonner le pouvoir. Depuis l'exclusion de certains partis politiques, y compris l'Organisation Fanmi Lavalas des prochaines législatives haïtiennes, prévues pour les 28 février et 3 mars 2010, du feu couve sous la cendre.

Le samedi 5 décembre, suite au tirage attribuant des numéros aux partis et regroupements ayant été agréés, des partis ont accusé le CEP de fraude massive et exigé son départ. Selon la contestation, l'organisme électoral ne jouit d'aucune crédibilité pour organiser des joutes crédibles, honnêtes et démocratiques. « *Tout se fait pour favoriser les candidats appartenant à la plateforme dénommée Unité* ». Face à cette pression, le CEP d'exclusion avait annulé ledit tirage.

Tout le monde sait que le président Préval, ayant formé sa plateforme pour se maintenir au pouvoir, entend jouer le même jeu de la magouille, comme ce fût le cas lors des sénatoriales partielles d'avril et de mai 2009. Les élections n'ont même pas encore eu lieu, que le CEP commence à tricher ; évidence que tout présage le pire, quand viendront les joutes. La règle d'or est que les candidats issus de l'Unité doivent être sélectionnés, à tout prix, pour maintenir le statu quo.

A la suite d'une réunion, ce même samedi 5 décembre 2009, ces partis et plate-formes disent annoncer leur retrait des législatives en attendant la formation d'une nouvelle institution électorale pour l'organisation d'élections libres, honnêtes et démocratiques. Entretemps, une pétition circule dans le pays, recueillant des signatures citoyennes pour forcer les autorités gouvernementales à dissoudre le présent CEP en vue de la formation d'un nouveau. Cette pétition dans son contenu se résume de la façon suivante : *« 1e) Nous citoyens et citoyennes qui nous alarmons, dénonçons la corruption, l'immoralité et l'arbitraire du pouvoir politique lié au Conseil électoral provisoire qui, une fois de plus, précipite le pays dans l'abîme. Nous disons NON à cette mascarade électorale, NON au gaspillage et au détournement de l'argent de l'Etat.*

2e) Nous demandons aux institutions représentées au CEP, au nom de la morale qu'elles symbolisent dans la société, de faire le retrait de leurs membres de ce Conseil électoral asservi ». Cette pétition qui est partie de Port-au-Prince, à la date du 3 décembre 2009, continue à recueillir des signatures dans l'ensemble de la République.

Le mardi 1er décembre 2009, dans une conférence de presse, la Commission permanente des Ti Fanmi (Fanmi Lavalas), a dénoncé l'exclusion de l'Organisation politique majoritaire du pays. Dans cette conférence de presse, les représentants disent qu'ils vont lutter. « *Nous de la Commission permanente avions fait échec aux sélections du 19 avril et 21 juin. Le petit apprenti dictateur René Préval avait donné l'ordre à Verret d'exclure Fanmi Lavalas. Nous avions lancé le mot d'ordre «**portes fermées».** Si Fanmi Lavalas ne participe pas aux élections, il n'y aura pas d'élections. Ce sont les électeurs qui légitiment les élections* ».

Le lundi 7 décembre 2009, toujours dans le cadre de la mobilisation pour le « Rache Manyòk » du CEP, le RONMFL, une organisation populaire proche de Fanmi Lavalas, a lancé le mot d'ordre de « Rache Manyòk » du CEP de Préval/Dorsinvil qui vient de renouveler l'exploit de Verret d'exclure Fanmi Lavalas des sénatoriales partielles écoulées. Le RONMFL a lancé un appel à la mobilisation pour le départ du CEP et son remplacement par une institution prête à rassembler tous les Haïtiens sans exclusive pour la tenue de compétitions législatives libres, honnêtes et démocratiques dans tout le pays.

« *Nous du RONMFL, nous disons NON à ce complot. Nous lutterons pour qu'il ne passe pas. Nous demandons à toute la population de se mettre debout comme un seul homme, pour manifester jusqu'au départ du CEP asservi de Dorsinvil. Nous constatons que même au départ du processus pour la numérotation des partis politiques agréés, le jeu n'était pas sincère. La fraude s'est mêlée de la partie. L'Unité a été prise la main dans le sac. Le peuple l'a clairement dit, qu'il n'ira pas aux élections avec des voleurs. Le CEP doit partir pour être remplacé par un autre, formé selon l'article 289 de la constitution de 1987.* »

Le pays pétille, signe avant coureur d'une mobilisation populaire, expression légitime de la colère longtemps contenue. La majorité doit demander des comptes dans un pays oú depuis le coup d'Etat du 29 février 2004, elle est exclue, souffrant de toutes les privations, de tous les préjugés de tous les maux de nature à transformer son humanité en bestialité. Partout les organisations populaires se concertent, partout le mécontentement se généralise pour s'exploser au grand jour.

Quand le gouvernement Préval/Bellerive, soutenu par la meute des impérialistes et leurs laquais, proclame des élections dans tout le pays, il s'agit précisément d'élections/sélections au service des intérêts minoritaires. La stratégie articulée par l'impérialisme et ses laquais pour mieux se maintenir au pouvoir est la combinaison de coup d'Etat et d'exclusion de la majorité nationale.

La grande surprise historique est que les élections brandies toujours par la classe bourgeoise, comme étant l'expression même de la démocratie, sont piétinées aujourd'hui. Quand les progressistes leur reprochent leur hypocrisie, que les élections n'ont servi qu'à renforcer la puissance, le pouvoir et la richesse des riches, alors ils continuent à déployer leur drapeau démocratique électoral. Maintenant, la vérité ne peut être cachée. Si dans les pays du centre capitaliste, ce sont toujours les représentants de la bourgeoisie qui accèdent au pouvoir à coups de millions de dollars et de mobilisation des grands médias, dans les pays du Tiers-monde, principalement en Amérique Latine, les vastes mouvements sociaux font échec à cette constante : les élections c'est l'affaire des peuples, ils élisent ceux qu'ils estiment brandir et défendre leurs revendications. Alors, viennent les pressions, les menaces et les coups d'Etat !

Les dominants et l'impérialisme doivent inventer d'autres formules pour la rotation au pouvoir, qui symbolise, légitime leur démocratie. Aujourd'hui, dépassés par la conscience populaire en constante croissance, d'autres formules doivent être inventées : les coups d'Etat et les exclusions ne peuvent avoir droit de cité et de légitimité.

Quelle impertinence de Fernàndez!

Par Hervé Jean Michel

Le président dominicain, Leonel Fernàndez, lors d'une visite dans la capitale parisienne au début du mois de décembre, a fait de fracassantes déclarations, qui démontrent clairement que l'ingérance de la République Dominicaine dans les affaires haïtiennes, est évidente.

Le chef de l'Etat dominicain a clairement sollicité une prolongation de la présence de la force d'occupation de l'ONU en Haïti (MINUSTAH) pour une période de dix années. De l'avis du mandataire, Haïti pourrait connaître la stabilité nécessaire à un développement économique. Cette stabilité, a-t-il poursuivi, est consécutive d'une réforme constitutionnelle qui supprimerait la tenue des élections, trop périodiques, dans le pays. Cette ingérence du président dominicain, n'a fait l'objet d'aucune réplique de la part du gouvernement haïtien, au contraire ces propos sont venus soutenir la marche des autorités haïtiennes vers beaucoup plus de dépendance d'Haïti, à l'égard des colonisateurs. D'autant que les déclarations de Fernàndez constituent un hymne au président Préval. Déjà, le chef de l'Etat haïtien, en tant que bon élève de Fernàndez, des élites et de l'impérialisme, a cité en exemple la réforme constitutionnelle engagée en République Dominicaine. Le mandataire dominicain n'a eu aucune difficulté à chanter des cantiques à la gloire de Préval.

« *A l'exception des administrations Préval, Haïti n'a jamais pu garantir sa stabilité politique. L'organisation d'élections répétées, suivant les modalités, les séquences des deux ans actuelles, prévues par la constitution de 1987, perturbe l'action du gouvernement qui ne pourra pas accomplir des plans de développement sur le long terme, visant une amélioration de la qualité de vie des citoyens et citoyennes.* »

Un président Préval en France, n'aurait jamais su élaborer de manière si abondante sur Haïti. Bien sûr, ces paroles de Fernàndez sont les bienvenues aux oreilles des occupants d'Haïti et aux fervents du néolibéralisme qui ne manqueront pas de tirer de fameux avantages de cette propagande bienfaisante. Tant que le peuple haïtien continue à mourir dans son atroce misère, il n'y a aucun problème, car il faut contribuer à le décimer, cet emmerdeur, qui de par sa ruse de la migration sauvage trouble sérieusement la vie et la paix des honnêtes gens. Le président dominicain est très heureux de n'avoir essuyé aucune critique, suite aux châtiments, instruments par excellence pour punir les sauvages haïtiens en République dominicaine. Aujourd'hui, il est très à l'aise. Il parle à satiété, honorant les dirigeants haïtiens pour leur mutisme face à la torture des migrants haïtiens en terre dominicaine.

Tout le monde sait que l'idée fondamentale que nourrissent les impérialismes : Etats-Unis, France, Canada est d'unifier les deux pays. Nul ne sait ce que signifie cette unification ; sauf les concocteurs de ce truc et leurs laquais, peuvent apporter un tant soit peu d'explication. Pour Fernàndez, le mixage ne serait pas conforme à la nature des choses. Les deux pays étant chacun une entité séparée. Alors, Fernandez ne serait-il pas heureux de gouverner l'Ile entière ? C'est le vieux rêve des ultra-nationalistes dominicains, de Fernàndez et des impérialismes. Il est juste de croire que les paroles prononcées par le mandataire dominicain en France, l'un des pays

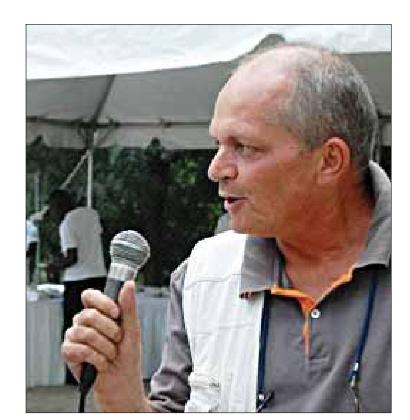
Suite à la page (18)

Assassinat d'un ressortissant italien à Port-Au-Prince

Vers la mi-journée du samedi 5 décembre dernier, à Delmas 60, Est de Port-Au-Prince, Francesco Fontali, citoyen italien, homme d'affaire, s'occupant de son négoce à Jacmel (Sud-est) où il vivait, a été attaqué par deux hommes à moto qui l'ont criblé de balles. La victime qui a reçu un projectile au thorax, a été transportée d'urgence à l'Hôpital des Médecins Sans Frontière de Delmas 19 par le commissaire de police Joseph Edmond.

Ces inconnus ont ouvert le feu sur l'homme d'affaires alors qu'il venait à peine de laisser une banque d'où il venait d'effectuer une transaction. Il a succombé à ses blessures le dimanche 6 décembre à l'Hôpital des Médecins Sans Frontière où il a été admis la veille.

D'autre part, une source digne de foi nous apprend que monsieur Francesco Fontali a visité Haïti pour la première fois comme un journaliste pour la chaîne de Télévision italienne « Rai international ». Il est revenu en Haïti après le coup d'état de 2004 et a collaboré avec les de facto dans le cadre de la Télévision Nationale d'Haïti.



Le journaliste sportif assassiné Francesco Fontali

Meurtre d'une fillette par sa propre maman en République dominicaine

Le dimanche 6 décembre dernier, dans la localité de Poso de Palma, section communale de Juan Lopez en République Dominicaine, une mère haïtienne, Jeannette Ausséka, 20 ans, a été arrêtée par la police dominicaine pour le meurtre de sa fille Nérobisse Ausséka, 4 ans, qu'elle avait lancée dans une fosse septique. Le cadavre de la fillette a été localisé par la police dominicaine dans la localité de Poso de Palma où elle a été lâchée dans la fosse par sa propre mère, qui a été arrêtée, puis remise à la justice dominicaine.

Jackson Rateau

Avec quel pays la République dominicaine sera t-elle en guerre ?

La République dominicaine vient d'acheter huit avions modernes à la compagnie aérienne brésilienne Embraer. Ces appareils sont contrôlés par des ordinateurs, ils ont deux mitrailleuses de calibre 0,50 capable de tirer 250 coups par minute et des points pour installer des fusées, des missiles ou des réservoirs de carburant. Ils peuvent voler trois à quatre heures d'affilée et se déplacer à une vitesse de 300 noeuds et 37.000 pieds de haut, comme tous les jets. Et selon le ministre des forces armées Pedro Rafael Peña Antonio, ces avions serviront pour «la sécurité du territoire et la protection des familles dominicaines »

Mona Péralte

René Préval pa bouke marye !



Dimanch 6 desanm 2009 ki sot pase a, prezidan Preval remarye ankò, fwa sa a se avèk ansyen madanm Lesly Delatour, Elisabeth Débrosse Délatour.

Arrestation et extradition de l'ex-directeur adjoint de la Téléco



Photo Credit : Alerte Haiti

Jean René Duperval

Le dimanche 6 décembre 2009, dans le cadre d'un dossier relatif à la gestion de la Téléco dans la période comprise entre les années 2001 et 2004, Jean René Duperval, ex-dirigeant de la Direction de la Liaison Internationale de la Téléco (DLIT) et ex-directeur général adjoint de la même institution a été extradé aux Etats-Unis après avoir été appréhendé par les agents de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ), près de sa maison dans le quartier de Bourdon, Port-au-Prince, le 6 décembre dernier.

Les principaux chefs d'accusation retenus contre cet ancien cadre sont le blanchiment d'argent aux Etats-Unis. S'agissant de ce même dossier, , deux hommes d'affaires américains, Antonio Perez, 51 ans, et Juan Diaz, 51 ans ont été condamnés le 27 avril et le 15 mai 2009 par un juge américain du district sud de la Floride, José Martinez. Ils sont reconnus coupables pour avoir versé l'importante somme de 1 million sept cents mille dollars US aux deux ex-responsables de la Téléco dans la période comprise entre 2001 et 2003. Un des deux hommes d'affaires américains, Juan Diaz avait avoué à la justice américaine avoir reçu des commissions de pots-de-vin élevé à la hauteur de 73 mille huit cents vingt quatre dollars US.

Les différentes institutions haïtiennes qui ont aidé la justice américaine à collecter des informations pouvant faciliter l'instruction de ce dossier sont : le Ministère de la Justice et la Sécurité Publique (MJSP), la Police Nationale d'Haïti (PNH), le Bureau des Affaires Financières et Economiques (BAFE), l'Unité de Renseignement Financier (UCREF) et la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ).

Eleksyon wi! Seleksyon non!

Depi jou mèkredi 25 novanm lan, pèp la mobilize pou l defann dwa li, dwa pou l vote pou moun li vle. Pèp la di non ! Se pa Konsèy elektoral Preval la ki pou di l ki moun pou l vote. Si se konsa l ap oblije fèmen pòt li depi kounyea pou jouk mwa mas 2010. Se nan sans sa a, plizyè sektè politik deja fè konnen yo pap patisipe nan eleksyon malachong sa a. Depi yo te fin mete Pati Fanmi Lavalas, Eskanp, Linyon, ak plizyè lòt pati deyò, pèp la te santi se limenm sektè reyaksyonè yo ak Kominote Entènasyonal vize pou yo pa kite l vote komsadwa.

Premye sektè ki fè konnen yo pap patisipe se pati popilè nasyonal (PPN), lan yon nòt pou laprès yo te fè sòti madi 1ye Desanm 2009 lan. Men sa yo di : « *Lè n konsidere mache prese nan fè kalandriye elektoral, pouvwa politik la ak 14zyèm Konsèy elektoral pwovizwa (KEP), pou òganize yon eleksyon san konsiltasyon ak Pati politik yo. Lè n konsidere KEP la ap klewonnen ke eleksyon se afè Pati Politik, epi Pati yo pa menm gentan pou ta enskri kandida yo, alòske yo konnen sitou pou kandida ki nan vil pwovens kantite pwoblèm yo genyen pou jwenn papye legal se nan*

Ale nan paj 18

Le GARR dit gare à l'ingérence dans les affaires d'Haïti

La proposition du président dominicain Leonel Fernandez, lors de son passage en France le 2 décembre 2009, de proroger le mandat de la MINUSTAH jusqu'à 2019 (10 ans supplémentaires) et la modification de la constitution de 1987 devant changer l'exécutif haïtien en régime présidentiel, est considérée par le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) comme une ingérence poussée dans les affaires internes d'Haïti.

« Ce genre de déclaration est une forme d'ingérence, loin de faciliter les relations entre les deux peuples, par ce qu'il apparaît clairement que la République dominicaine souhaite appuyer un projet de domination que la majorité du peuple haïtien ne saurait accepter » a écrit l'institution de droits humains GARR dans une note de presse.

Il est comme obligatoire d'exiger du gouvernement et du parlement haïtiens d'établir un calendrier précis sur le départ de la force d'occupation du pays MINUSTAH, et ceci, en prenant les dispositions adéquates, permettant au pays de garantir sa propre sécurité, a recommandé le GARR à la population, aux universitaires et aux différentes organisations. Il a aussi préconisé aux candidats impliqués dans le processus électoral l'utilisation des moyens légaux à l'échelle internationale pour exiger du président dominicain le respect des droits et de la dignité du peuple haïtien.

Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la

N ap prezante lektè nou yo, dezyèm pati entèvyou ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide te bay jounalis Venel Remarais, direktè radyo Solidarite, jou ki te Mèkredi 25 novanm 2009 ki sot pase a, pou klarifye kèk pwen sou konjonkti politik la, an Ayiti, sitou aprè Konsèy Elektoral Preval la (KEP) mete deyò nan pwochen eleksyon yo mas popilè yo espesyalman pati Fanmi Lavalas tankou yo te fè l deja nan mwa avril 2009

VR: Genyen diferan sektè politik, diferan kouran politik pami yo genyen petèt ki pa ta twò kolabore avè w, genyen ki pa ta patizan Fanmi lavalas men ki vle jodi a apre esperyans ki fèt nan peyi a, tout moun santi nesesite pou fè dyalòg pou fè rekonsiliyasyon, pou tout moun ale ansanm nan yon direksyon ki kapab pote chanjman pou peyi a, e non mwen ta kapab di apre eleksyon fè koudeta oubyen ankò divize elt. Men gen anpil nan sektè sa yo ki manifeste dezi pou yo ta rantre an kontak avèk ou; genyen tou ki dispoze pou ta ale jis an Afrik Disid pou pale avèk ou. Ou menm sa ou panse sou ouvèti sa yo , kèk sektè ki te jeneralman konn



Ansyen Prezidan Jean Bertrand Aristide

ostil a ou menm, kisa ou panse sou dezi sa yo anpil ladan yo manifeste pou yo ta pale avè w jounen jodi a?

JBA: Mwen pare tankou mwen te toujou pare pou dyalòg, se nan sa mwen kwè. Zam nan li pap mennen nou lòt kote ke nan tchouboum. Peyi Dayiti deja fè twòp esperyans avèk kout zam pou nou pa ta pran leson sa a. Avan 2004, se te kondisyon dyalòg la mwen te genyen. Apre 2004 se menm pozisyon an mwen genyen. Jodi a toujou se menm pozisyon an. Edayè se konviksyon sa a menm ki fè malgre m an egzil, nou wè m pasyan, m ap tann lè lè a rive pou m retounen. Gouvènman ayisyen an poko voye mwen yon lesepase, se sa ki fè mwen deyò toujou. Men pandan mwen deyò a, si se pou m resevwa ayisyen ki vle byen Ayiti pou nou pale, mwen te pare, mwen pare, m ap toujou pare paske se nan sa mwen kwè. Plis m ap gade nan ki mizè nou ye la, nou grangou, nou nan yon chomaj, yon sitiyasyon tètchaje, kote pèp la nan imilyasyon e anmenmtan li nan grangou, li mare ren li e malgre tou pou responsab politik yo ta kreye pwoblèm politik, non non non non. Si nou paka kreye de milye anplwa jodi a pou bay pèp la travay omwen nou gen posiblite pou nou elimine pwoblèm politik e eliminasyon pwoblèm politik la li pase pa yon dyalòg. Donk nou ta twò kontan rantre nan peyi a jodi a pou dinamize dyalòg sa a, nou ta kontan resevwa otorite ayisyen, sitwayen ayisyen, tout sa ki vle pou peyi a, deyò kòm anndan nou montre, nou menm se nan sa nou kwè. Si se pa dyalòg la mwen pa wè kote nou prale.

Si se koudeta elektoral menm jan li te fèt an Avril ki sot pase a, ak Jyen, li pap mennen nou okenn kote.

Ale nan paj 19

5 Desanm 1492 - 5 Desnm 2009: Kwa Lanmò

517 lane depi fabrik limanite te depacha pak an pak. 517 lane depi Kristòf Kolon te plante kwa lanmò a nan mitan kè Ayiti, depi lè sa, nou poko ka jwenn yon bon remèd pou kwape emoraji a. Kristòf Kolon debake ak tout mèsenè parèy li yo tou cho tou bouke pou vin simen latèrè. Depi n te ti katkat sou ban lekòl, nap vale manti nan men pwofesè lekòl ki pa menm konnen pou tèt pa yo. Listwa malachong zòt lonje ba nou, aprann nou mèsenè yo te pèdi, yo pat konnen ki kote yo tap ale lè yo te chwe sou zile a. Tou sa se radòt! Jodi a nou menm ki gen bon sans, ka wè epi konprann yo te konnen egzak-



Debakman Kristòf Kolon ak kwa lanmò li a

teman ki kote yo te prale e kisa yo te vin regle.

Ak benediksyon Izabèl Lakatolik, konplisite legliz Katolik, Kristòf Kolon debake. Yon debakman ki te chanje vizaj limanite ajamè. Yo retire nou nan lespri tèt ansanm pou n tonbe nan egoyis, tout koukou klere pou je l. Enfliyans blan an simen panik, doulè, latèrè, elatriye, tout kote l pase. Pou magouy la ka byen chita, sipremasi blan an kreye yon imaj selès pou l ka kontrole, zonbifye, kraponnen viktim li yo. Li fè viktim yo kwè tout sa y ap sibi se volonte Bondye. Sa ki pirèd la, andoktrinasyon an tèlman byen chita, pifò viktim yo non sèlman kwè se Bondye ki vle sa konsa, men lè sa twò rèd pou yo, yo priye menm Bondye sa pou di kichòy pou yo. Pandan viktim yo ap priye Bondye vyolan sa, kolonizatè yo ap banboche. Yo pase a lenfinitif tout lwijanboje ki pa dakò ak doktrin reziyasyon an. Tout sa ki te rete anchennen yo, te kwè Bondye te sere yon plas nan syèl la pou yo e yo pral viv lib tankou prens ak prensès.

Pi gwo zam fannfwa Kristòf Kolon te itilize se yon kwa ki te senbolize jenosid, kolonizasyon ak tout lòt vye bagay ki te gen gou fyèl nan dyòl viktim yo. Li pat pran anpil tan pou Tayinos yo te mouri kou mouch. Sipremasi blan an pa jennen pou l ni touye ni mache pran sa l bezwen. Sòti nan Abraram jouk rive sou zòt, yo di n Bondye te fè yo promès pou l ba yo richès lòt moun. Se pou sa yo fè viktim yo kwè tout sa ki sou latè se pou yo. Tankou yo di tout tan an angle *"All for me, none for you."* Kisa ki ta fè zansèt afriken yo kwè lavi yo te makònen ak lavi Tayinos yo. Tout yon ras disparèt, tribilasyon yon lòt fenk tanmen. Kadav anpile, san koule, dlo nan je limanite pa janm seche. Ipokrit yo fè n kwè11 Septanm 2001 se te pi gwo zak teyoris Lamerik la konnen. Adye! Nou pap pran plezi nan

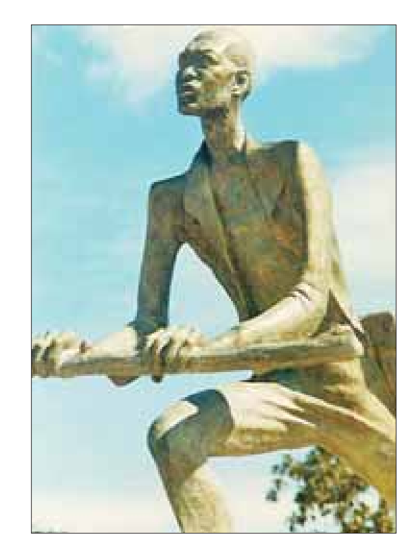
Ale nan paj 19

Deklarasyon nan okazyon 517 lane debakman kolon yo ak 80 lane masak machatè nan Okay

Dat 5 ak 6 desanm nan make 2 evènman enpòtan nan istwa nou ki se debakman Kristòf kolon, nan dat 5 desanm 1492 ak masak Machatè Okay, ki te fèt 6 desanm 1929.

Finisman kenzyèm syèk la se te yon peryòd kote kolonyalis la t ap vale tèren. Se nan moman sa a, nan lane 1492, klas dominant Ewopeyèn yo te bay Christophe Colomb bato lagè, sòlda ak ekipman pou li al ranmase richès, an patikilye epis ak lò, nan Zile Kiskeya. Pou reyalize piyaj sa a, kolon yo te fòse 1e abitan yo (aborijèn yo) travay tankou bèt nan eksplwate min lò. Listwa rapòte te gen plis pase yon milyon endyen (tayino ak lot) ki t ap viv sou zile a. Men, 43 lane apre, sa vle di nan lane 1535, te rete sèlman 500 endyen, sa vle di, pifò te gentan mouri nan fè travay fòse. Nan lane 1659, te preske pa t gen endyen ankò. Nan sans sa a, nou ka di, masak endyen yo, se premye krim kont limanite Ewopeyen yo te komèt sou Zile a. Pou kontinye piyaj la, kolon espanyòl ak fransè te mete men sou nèg an Afrik, pou fè yo travay pandan plizyè syèk pou kapitalis Ewopeyen.

Jouk nan 20 tyèm syèk la, travay dominasyon ak piyaj sa a pat sispann. Men nan moman sa a, se enperyalis meriken ki ranplase Ewo-



Estati sa a te depoze Machatè 6 desanm 1988 nan memwa tout peyizan yo ki te tonbe nan epòk okipasyon an anba bal lènmi mekiken
Crédits -copyrigts: PI-IHAM-CHRD

peyen yo nan piyaj la pou rive jouk jounen jodi a. Sa pa vle di grif kapitalis ewopeyen an disparèt nèt. Men li klè, se grif èg la ki plis ap peze sou do mas pèp la. Dat 6 desanm 2009 la fè egzakteman 80 lane depi militè meriken te masakre: tiye plis pase 22

Ale nan paj 19

Manifestasyon baz Fanmi Lavalas nan Site Solèy



Plizyè santèn moun te pran lari nan Site Solèy samdi 5 desanm 2009 la pou egzije depa KEP sa a epi voye yon mesaj klè bay prezidan Préval pou l voye lesepase a bay ansyen prezidan Aristide

Depi lè Konsèy elektoral pwovizwa Préval/Dorsainvil la te fin mete pi gwo pati politik ki genyen nan peyi a Fanmi Lavalas deyò nan kous elektoral la, pou renouvle chanm depite a ak yon pati nan sena a ; òganizasyon baz Fanmi Lavalas yo nan 4 kwen peyi a pa janm sispann mobilize pou mande depa KEP restavèk sa a k ap fè esklizyon nan pwosesis elektoral la, k ap fè magouy nan bay pati yo yon nimewo pou fè kanpay. Òganizasyon yo di KEP sa a pa genyen moralite ak kredibilite pou òganize bon jan eleksyon nan peyi a. Oganizasyon yo mande retou fizik doktè Jean Bertrand Aristide nan peyi a prese prese.

Se nan sans sa a, plizyè santèn moun te pran lari nan Site Solèy samdi 5 desanm 2009 la pou egzije depa KEP sa a epi voye yon mesaj klè bay prezidan Préval pou l voye lesepase a bay doktè Aristide pou l ka retounen nan peyi l. Manifestan yo fè konnen yo pa pral nan eleksyon ak magouyè sa a ki nan KEP a. Fòk KEP sa a ale e yo mande prezidan Préval mete yon lòt KEP kanpe jan atik 289

Ale nan paj 16

De l '« Espoir» à l'«Unité » Préval entend rester maître d'Haïti



Le scandale du vendredi 4 décembre demeura sans doute le summum dans la tricherie politique de notre République et de la volonté du Président de rester maître du pays

Par Catherine Charlemagne

De tout temps, toutes les élections à caractère politique en Haïti ont toujours suscité un ensemble de commentaires plus ou moins défavorables au pouvoir en place tant celui-ci, par son comportement monacal que dictatorial, laisse comprendre que ces élections demeurent ses affaires personnelles. Depuis quelques semaines, Haïti s'est lancée dans un nouveau processus électoral dont personne ne sait, avec certitude, comment elle s'en sortira. Du pouvoir exécutif, le maître d'œuvre, à l'organisme électoral l'exécutant, en passant par les partis politiques, les participants, aucune de ces trois entités, sans lesquelles il ne saurait avoir de scrutin, ne semble comprendre réellement la nécessité d'en finir avec une procédure à laquelle personne ne croit plus.

Surtout, qu'à chaque période, chacune des trois, pour le malheur de ce peuple, emploie des procédés inédits en vue d'augmenter la confusion qui fait de ces élections de véritables mascarades sans intérêt pour la population. Tout le monde est d'accord sur ce point pour dire que cette fois-ci le pouvoir et son officine, le Conseil Electoral Provisoire (CEP), sont allés trop loin. Même leurs partisans et pas des moindres reconnaissent que le Président de la République et sa créature, le CEP, ont poussé le bouchon un peu trop et qu'à force de vouloir tout avoir, prennent le risque de tout perdre. Ce d'autant plus qu'il y a des précédents célèbres dans notre histoire récente. Pour ces futures joutes électorales, annoncées en tout cas pour les 28 février prochain, l'on a battu un premier record, celui des qualificatifs.

Dans les dictionnaires, il n'existe plus de termes négatifs pour souligner le caractère nauséabond dans lequel ces scrutins vont avoir lieu. Mascarade, grotesque, vol organisé, pas sérieux, malsain, fraude, magouille. Bref, un ensemble de noms d'oiseaux ne laissant aucun doute sur le climat délétère dans lequel se déroule seulement le processus devant permettre la réalisation d'une élection dont les enjeux dépassent de loin un simple renouvellement de la Chambre des députés et l'élection d'un tiers de sénateurs. Curieux pays, cette Haïti qui, à chaque fois qu'il doit y avoir un simple scrutin, tous ses dirigeants et sa classe politique s'arrangent pour le placer en état de guerre civile ou de le mettre en condition pour une augmentation des forces étrangères sur son sol.

Ces élections qui devraient avoir lieu bientôt sont, à plus d'un titre, intéressantes contrairement à ce que certains pourraient imaginer, dans la mesure où tout le monde se serait résigné à accepter l'inacceptable comme il est de coutume dans ce pays de plus en plus bizarre. Certes, l'on connaît la pensée d'un grand penseur Persan sur l'idée qu'il se faisait des peuples qui acceptent tout de leurs gouvernants du fait de leur condition de survie. Après maintes réflexions sur la problématique des peuples, acceptant un sort injustifié et inqualifiable et d'autres qui le refusent, il conclut en ces termes : ceux qui l'acceptent, commettent un crime contre eux-mêmes et ceux qui le récusent, rendent service à l'humanité tout entière. En fait, chaque peuple a les dirigeants qu'il mérite.

Intéressants, ces scrutins pour la simple et bonne raison que trois mois à l'avance, tous les citoyens sont à même de donner le résultat. Il ne sera plus question de parler de fraudes électorales caractérisées puisqu'il n'y aura pas de fraude. Car, ouvertement et publique le Président Préval s'est arrangé pour le faire savoir sans aucune gêne, qu'il entend avoir une majorité au Parlement et ce, à n'importe quel prix, au propre comme au figuré. Au diable les conséquences pour la stabilité du pays. Pour y parvenir, il s'en donne les moyens en créant la veille de l'ouverture des inscriptions pour les partis politiques au CEP, un parti ou une Plateforme politique,dont personne n'en sait rien d'ailleurs, sur le modèle du parti jean-claudiste CANAJEC (Conseil National Action Jean-Claudiste), comme l'a fait remarquer l'ancien Président de la République, Jean-Bertrand Aristide.

Ce Bric-à-Brac, dénommé « Unité ou Inité » puisque même ce nom fait débat, est plus qu'un conglomérat de groupuscules de partis dans la pure tradition des partis politiques haïtiens. C'est un vrai fourre-tout sans idéologie ni philosophie politique dans lequel l'on trouve de tout et vraiment n'importe quoi. Des Lavassiens en quête de pouvoir, d'autres en rupture de banc ou totalement égarés, voire dépassés par la conjoncture politique en passant par d'anciens membres du MIDH de Marc L. Bazin, de Fusion de Serge Gilles, d'OPL de Paul Dénis repêché au gouvernement, une partie de l'Union du pauvre Pasteur Chavannes Jeune qui s'est fait bananer par son ex-bras droit l'actuel ministre de l'Environnement Jean-Marie Claude Germain. Sans oublier une

Suite à la page (8)

Oasis of the Seas ã Labadie, Haïti:

La presse internationale minimise l'événement

Par Guerby Dujour

Le plus grand paquebot du monde, *Oasis of the Seas*, d'une capacité de six milles voyageurs, a accosté le jeudi 3 décembre ã Labadie non loin de la ville du Cap-Haïtien comme annoncé par les autorités. A l'occasion, seule la presse haïtienne a assisté ã l'événement. La presse étrangère a brillé par son absence. Aucune image montrant l'accostage du plus grand bateau du monde au port de Labadie dans CNN, France 24, CBS news etc. n'a été vue. Elle a choisi tout simplement de ne pas en parler pour ne pas présenter une autre image d'Haiti contrairement aux images avilissantes qu'elle garde dans ses archives le cas échéant.

Imaginez un instant que ce n'était pas en Haiti, mais à Key Biscayne, à Key West, à Montego Bay, aux Bahamas que le plus grand paquebot avait jeté l'ancre, une semaine n'aurait pas été insuffisante pour épiloguer sur le caractère sacrosaint de cet événement touristique. Encore une fois, le pays est victime du racisme de la presse étrangère qui refuse de nous voir sous un autre angle.



Oasis of the Seas, **d'une capacité de six milles voyageurs, a accosté le jeudi 3 décembre** ã **Labadie non loin de la ville du Cap-Haïtien**

C'est cette même presse qui pourtant débarque dans l'île chaque fois qu'il y a des barricades enflammées dans nos rues ou un gouvernement qu'on cherche à renverser. Fox news n'était-elle pas présente en 2003 pour rapporter la manifestation anti-Aristide déroulée au Cap-Haïtien? Anderson Cooper de CNN ne rate jamais l'occasion de se montrer au milieu des manifestants antigouvernementaux devant le Palais National ã Port-au prince. Il reste ã savoir avant tout si le gouvernement haïtien, ã travers ses ministères de la culture et du tourisme, avait fait une quelconque promotion au niveau de la presse internationale autour de l'arrivée du plus grand paquebot du monde dans les eaux haïtiennes dont le coût de construction avoisinerait deux milliards de dollars us. En tout cas la pilule est amère. Racisme ou complot? Pardonnez-nous un instant, car nous avons bien envie de cracher.

La quête de Fernandez vers l'annexion de l'île



Le chef d'État dominicain Léonel Fernandez qui s'affuble du costume de sous-fifre des occupants a également insisté sur la nécessité, en Haïti, d'une réforme constitutionnelle

Par Jerson PHILIPPE

Selon des informations pertinentes, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et la France veulent une annexion d'Haïti à la République Dominicaine. Pour des raisons diverses, cette initiative doit tenailler ces grands pays dits « amis » d'Haïti. Ils ne cessent de répéter que c'est un « Etat failli, non viable», une « entité chaotique ingouvernable »

Cette perception trahit l'espoir et la quête d'une unité nationale pour la reconquête de sa souveraineté, pour son développement durable. Comment en serait-il autrement, quand un tronçon de route présenté comme une voie de développement à cité soleil s'appelle « Boulevard des Américains » ? *Kisa Frize te fè pou Koukou konsa pou l fè pitit li pou l rele l Frizelya a.*

En effet, lors d'une visite officielle en France, le 2 décembre dernier le président dominicain Leonel Fernandez s'est ravalé au rang de porte parole des occupants. Passant outre les honneurs dus à son statut de « Chef d'un Etat souverain » Fernandez a accepté de jouer le vilain rôle de caisse de résonance de ceux qui n'arrivent pas à se défaire de leurs globules de colons capables d'indicibles atrocités. « *Nous demandons que le mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) soit prolongé d'une dizaine d'années pour garantir la stabilité politique en Haïti. En outre ces élections inopportunes, tel que l'exige la Constitution haïtienne, ne contribuent en rien à garantir le développement*», a déclaré Fernandez, nouveau porte parole des nouveaux colons.

Fernandez, zélé partisan de la colonisation moderne n'est pas parvenu à se rendre á l'évidence que la liste est bien trop longue pour ne plus retourner le couteau dans la plaie béante et encore saignante. Francophonie oblige ! l'on comprend mal que la France et le Canada, du moins le Québec, soient partie prenante de ce projet qui au fond remettrait en question cette affinité linguistique entre Haïti et ces deux pays dits amis. A moins que la France colonisatrice ne veuille taire une rancœur qu'on croyait jetée aux oubliettes au point de vouloir prendre une revanche sur l'histoire par « puissance » interposée. La France, c'est des siècles de colonisation, de violences, d'exploitation de nos ressources naturelles, de quoi dire, comme le ministre français de la Coopération et de la Francophonie, M. Alain Joyandet, ce projet est

Suite à la page (8)

« Espoir» à l'«Unité »

Suite de la page (7)

branche du PDCH avec Marie Denise Claude, la fille de son père, le feu Sylvio Claude qui, après un détour par la Fusion des Sociaux Démocrates de Victor Benoît, s'est réveillée dans les rangs de l'Inité.

On en trouve aussi le PLB « Pati Louvri Baryè » du feu Renaud Bernadin suivi d'une multitude de mouvance OP (Organisation Populaire) et bien sûr tous les anciens alliés de Lespwa à l'exception de Escamp-Korega un mouvement régional implanté surtout dans la Grand'Anse qui, après avoir résisté au rouleau compresseur de l'Unité au Palais, s'est scindé en deux blocs : Escamp qui a essuyé une fin de non recevoir du CEP, mais dont personne n'est dupe, il s'agit tout simplement d'une décision présidentielle, et Korega qui a préféré jouer à la politique de l'Autruche en acceptant le dictat des hommes du Président en entrant dans la Plateforme Unité. Le sénateur Maxime Roumer qui a beau protesté et raillé contre la main mise voire l'autoritarisme du chef de l'Etat, selon lui, n'a pu que constater les dégâts politiques d'une élection n'ayant même pas encore eu lieu. Aa !Ha Ti René !

De plus en plus confiant dans ses démarches que rien ne semble pouvoir arrêter, le scandale du vendredi 4 décembre demeura sans doute le summum dans la tricherie politique de notre République et de la volonté du Président de rester maître du pays. Cette affaire peut-être considérée comme l'une des grandes erreurs publiques de la bande du Palais et de leurs complices au CEP avec le tirage au sort bidon qu'ils tentaient d'organiser pour attribuer un numéro à chacune des formations s'apprêtant à participer au simulacre électoral du début l'année. Sans aucun sens de raisonnement et de lucidité, les amis du Palais pensaient pouvoir frauder avant même l'élection en s'attribuant tranquillement le même numéro qu'ils avaient au temps du feu « Plateforme Lespwa », le numéro un (1).

Comme si le hasard était toujours de la même couleur, ils voulaient passer de Lespwa N° 1 à l'Unité ou Inite N°1, le comble de l'insulte pour l'ensemble des responsables politiques, pourquoi pas de toute la population puisque, les premiers participent au complot contre le pays et la population semble accepter jusqu'à maintenant toutes les caprices et les provocations d'une élite politique qui les prend pour des bœufs. Il a fallu de peu pour que cette forfaiture passe sous les yeux des anciens GNBistes qui n'en reviennent toujours pas. Après bien des palabres inutiles et des protestations légitimes de certaines plateformes politiques présentes, le CEP a dû faire marche arrière avant de consentir un second tirage au sort pour le lendemain, le samedi 5 décembre 2009.

Mais cette fois plusieurs « poids lourds » de la faune politique ont déclaré forfait et délaissé la scène, laissant le CEP et les amis du Palais entre eux ou tout au moins avec quelques seconds couteaux, servant de faire valoir, pour cautionner un vol organisé, planifié. Puisque comme par miracle et pourquoi pas par magie, nous sommes au pays du Vaudou, le parti du Président de la République sort avec le meilleur chiffre : le N° 10 (dix). A défaut du numéro un, le dix fera très bien l'affaire, car il suffit d'ajouter un zéro derrière le chiffre 1 pour que le tour soit joué. Cela aurait été bien différent si on avait attribué à l'Unité le chiffre 38, 49 ou 58. Plus difficile pour les électeurs ne sachant lire ou pas vraiment familiarisés avec de gros chiffres bizarres.

Nous ne connaissons pas encore la position définitive de ceux qui n'ont pas pris part au tirage au sort du samedi 5 décembre. Iront-ils quand même aux élections sous les conseils amicaux de leurs amis de la Communauté internationale ? Pourront-ils résister aux promesses mirobolantes du pouvoir et de la MINUSTAH pour ne pas prendre part à cette farce qui se prépare ? Ou comme laissent entendre certains leaders, boycotteront-ils le scrutin ? Il est urgent de connaître les décisions finales des nos « grands démocrates » qui ne protestent contre l'intolérable que quand cela frappe à leurs portes. Un grand parti comme Fanmi Lavalas peut être toujours exclus injustement d'une compétition électorale, cela ne les gêne même pas et ils trouvent pratiquement normal que le parti le plus populaire du pays, bien que divisé, soit mis abusivement hors du jeu démocratique afin qu'ils aient le gâteau à partager à eux tout seul avec quelques connaissances du côté de la présidence.

Sauf que Préval n'est pas Aristide. Autant le premier ne se soucie guère du qu'en dira-t-on en décidant de tout sans dire un mot, autant que le second reste prisonnier de sa popularité en parlant beaucoup sans rien décider. Aujourd'hui, le Président René Garcia Préval est l'homme le plus courtisé d'Haïti, non pas par des partisans, il n'en a plus, mais par tous ceux qui pensent qu'il est le seul à pouvoir les aider à préparer leur avenir politique. Cette situation explique en partie pourquoi ce scrutin est important pour le pays et d'une façon ou une autre tout le monde doit s'y intéresser. On l'a bien remarqué : de la plateforme « Lespwa » à celle de l' « Inité » le chef de l'Etat entend bien rester maître d'un pays qu'il pense être le seul à pouvoir diriger même dans l'ombre.



Fernandez

Suite de la page (7)

« une blague, une plaisanterie qui fait sourire ». *Men se fent awona ak akimafe.*

Quant au Canada, tout comme la France, les responsables de ces pays sont suffisamment pénétrés de la sociologie et de l'âme haïtienne. Ils savent pertinemment que les élites mesquines ne s'uniront jamais pour réaliser ce qu'ils veulent. Mais, elles sont promptes à s'unir pour rejeter ce qu'ils ne veulent pas. Quant aux grands voisins américains, même quand ils se sentent dans leur « back yard », ils se font intelligemment discrets et prudents depuis 1934.

Le chef d'État dominicain qui s'affuble du costume de sous-fifre des occupants a également insisté sur la nécessité, en Haïti, d'une réforme constitutionnelle qui réduirait la fréquence des échéances électorales et définirait clairement les rôles du Président de la République et du Premier Ministre. *Ala frekansite papa* ! *Nonm Fènandès sa a byen santi grès bourèt*. Mais, comment en serait-il autrement quand ces « élections » sélections sont financées par les « pays amis d'Haïti » ? Leonel Fernandez a souligné que la prolongation du mandat de ces militaires sauvages pour dix ans de plus permettra au gouvernement haïtien de se pencher pleinement sur le dossier de la sécurité intérieure. Mais qui finance l'insécurité ?

Comment en serait-il autrement, quand la Mission des Nations unis pour la stabilisation en Haïti a un mandat d'un an renouvelable éternellement ? Pour Fernandez, le rythme des élections perturbe le travail d'un gouvernement qui est ainsi empêché d'élaborer des plans à long terme pour le développement d'Haïti et l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens et citoyennes.

Par devant la Commission des Relations extérieures de la Chambre des députés et les membres du Groupe d'amitié franco-dominicaine, le président dominicain a longuement péroré. Il croyait apporter des clarifications sur les relations entre son pays et Haïti. Il a estimé « *Qu'à l'exception des gouvernements établis par le président René Préval, Haïti n'a jamais pu jouir d'une stabilité politique*». *Ala eleman radote papa. Misye bliye si se yon prezidan l ye*.

Il a également confié, toujours selon El Nacional, que quelques leaders politiques haïtiens, avec lesquels il s'est entretenu (*se do ak Kplim*), ont admis la nécessité d'amender la Constitution haïtienne afin de renforcer les organes de pouvoir et pour que soient clairement définies les fonctions des deux têtes de l'Exécutif. *Se pou l ekri yon konstitisyon voye pou nou*.

Il n'y pas longtemps, le # 2 du parti au pouvoir en République dominicaine avait révélé à la presse que des puissances comme la France, le Canada et les Etats-Unis avaient souhaité que son pays et la République d'Haïti soient (ré) unifiés et qu'on avait exercé des pressions en ce sens sur au moins deux présidents dominicains, Joaquin Balager et Léonel Fernandez lors de son premier mandat.

Curieusement, cette déclaration du # 2 dominicain avait été faite en présence du ministre français de la Coopération et de la Francophonie alors de passage en République dominicaine. Le président Fernandez a également averti « *Qu'il n'y a pas de possibilité qu'Haïti et la République dominicaine se fusionnent en un seul Etat* », opposant ainsi une fin de non-recevoir à cette demande accompagnée de pressions internationales.

Le président dominicain a aussi laissé entendre que la France aurait proposé à son pays une alliance à trois (Alliance France/Haïti/RD). Il affirmant que l'alliance que « *Les deux pays visent à forger ne cherche qu'à gérer les ressources et les projets ainsi que les moyens visant à faciliter le développement social et économique de la nation voisine (Haïti) et la frontière commune* ».

Opinant sur la question en référence à son pays, Leonel Fernandez a conclu en ces termes : « *Pendant un certain temps, dans certains milieux de l'opinion en République dominicaine, on avançait l'idée, pour résoudre le problème du chaos haïtien, de fusionner Haïti à la République dominicaine. Évidemment, cela n'est pas possible. En tant que chef d'Etat, ils ne m'ont jamais abordé en ce sens. Personne ne me l'a dit à moi. On ne m'a jamais insinué que cela doit être fait* », a-t-il dit sur un ton diplomatique.(*ipokrit*)

Le président Fernandez a affirmé que ces leaders politiques ont exprimé le souhait de voir le pays passer d'un régime semi-présidentiel et semi-parlementaire à un régime présidentiel comme en République dominicaine. Mais, il a rejeté l'éventualité de la démilitarisation de la frontière haïtiano-dominicaine, soutenant que « C'est un problème de sécurité interne » pour son pays. La dissolution de l'armée haïtienne s'est révélée, avec le temps, une initiative négative, a-t-il poursuivi. *Paske lame pa l la poko ba l koudeta*. Le chef d'État dominicain a également demandé de l'aide au gouvernement français pour combattre les trafiquants de drogue qui utilisent le territoire haïtien comme base d'opération. « *Il faut combattre ce fléau des deux côtés de la frontière* », a-t-il insisté. En ce qui a trait aux sans-papiers haïtiens qui vivent en République dominicaine, Leonel Fernandez a mis l'accent sur la nécessité de régulariser leur statut afin que les autorités dominicaines puissent les identifier et connaître leurs activités.

Il a rappelé « les services» rendus par la société dominicaine aux Haïtiens en matière de santé, d'éducation et d'emploi. Fernandez a volontairement omis les nombreux massacres à l'instar de 1937 et autres violences dont sont quotidiennement victimes en République dominicaine. Quand un président a le cerveau qui tourne sous l'effet du vin rouge qu'il vient lamper chez les blancs (français par-dessus le marché), il doit se faire badigeonner de citron *epi al kouche sou fas pou vwomi*. Il ne fallait en rien déverser ses baves venimeuses sur Haïti qui en a déjà assez.

Certains politiciens ou autres citoyens feignent de se sentir choqués par une telle déclaration qui mérite bien une pareille réaction. Cependant, ne sont-ils pas ces mêmes fondamentalistes de la Mafia Anti Lavalas qui avaient mis tout leur poids dans la balance pour basculer dans les gouffres du chaos sur fond de violence et d'occupation après avoir financé avec les dividendes de la drogue, des tueurs à gage aux ordres de Guy Philippe. Vrais tartuffes professionnels en trêve d'hypocrisie !

The Jean Dominque Murder Investigation: An Interview with Mario Joseph and Brian Concannon

(The third of three parts)

By Jeb Sprague

We continue this week with the last installment of Jeb Sprague's 2007 interview with attorneys Mario Joseph and Brian Concannon of the International Lawyers Office (BAI), which helped investigate the April 3, 2000 murder of popular radio journalist Jean Dominique and his radio station's security guard Jean-Claude Louissaint.

***JS:** In 2002 the widow of Dominique, Michèle Montas, criticized Aristide arguing that he had failed to renew Judge Gassant's mandate. She said that Gassant had "systematically conducted the investigation for 16 months with courage and competence, not allowing himself to be intimidated by individuals presumed above the law."* [7]

BC: As we said at that time, the bottom line was that the investigation was not proceeding well, so that there was room for criticism all around. Ms. Montas had good reason to be critical — her husband had been assassinated, and the investigation was not going well. Certainly Judge Gassant acted with great courage. Although the government provided him with a level of support far above that of any case we had seen, there were, of course, measures the government could have taken to support the case better, especially with regard to Senator Toussaint. But by the time that Judge Gassant's mandate expired in 2002, there were serious concerns about whether he was continuing to effectively investigate. There were reasons to be concerned that it was primarily being used for political purposes, there were reasons to be concerned that Judge Gassant was allowing his energy to be diverted.

MJ: When I think about the subsequent actions of Dany Toussaint — especially his support for the February 29, 2004 coup d'état — I wonder if this whole thing was a game — if he was intentionally both drawing suspicion and obviously blocking the investigation, as a way to discredit the government. The complete lack of progress in the case following President Aristide's ouster does make it look like the Lavalas critics got what they wanted out of the case in February 2004, and no longer care.

***JS:** The Aristide government in 2003 finally successfully arrested three suspects in the murder of Dominique. These were Ti Lou, Guimy, and Markington (all later escaped from prison during the Boniface/ Latortue interim government).*[8] *But in other areas of the case, there were real problems.*

BC: A civilian who was with police as they arrested one of the prominent early suspects shot him. There was no indication the suspect resisted arrest. The suspect was not treated for a week as he sat in jail, and he died soon after getting to the hospital. I never saw an adequate explanation of why an armed civilian was part of the arrest, why there was a shooting, and why medical treatment was so slow. Another suspect was arrested at the border with the Dominican Republic. He was driven through Port-au-Prince, and out to Léogâne, over an hour away, and placed in police custody. He was lynched in Léogâne, reportedly because he was a gangster. This is obviously suspicious, and I never saw an explanation of why he was brought to Léogâne.

MJ: I never saw a good explanation for these incidents. Senator Toussaint had significant influence in the police, and some suspect that he was calling these shots. But other potential suspects had strings to pull as well.



Former soldier and police chief Dany Toussaint was implicated in the crime but remains unindicted nine years later

***JS:** In a recent interview, Guy Philippe, a leader of the ex-military that led attacks into Haiti (2001-2004), revealed some of his backers. He stated that he talked with Dany Toussaint three times on the phone in regards to the period prior to the 2004 coup d'état.*[9] *He also alludes to the fact that Toussaint was close with Paul Arcelin (head representative of the Convergence Democratic in the Dominican Republic and a key political strategist for Philippe).*[10] *Philippe states "Dany is definitely a much better officer than most former members of the FAd'H [Haitian Army] high command, who are just softies and cowards." Philippe also mentions a meeting with André Apaid, Jr., Himler Rebu, Evans Paul, and Dany Toussaint on the day Aristide was ousted. We know that in 1997 the* Miami New Times *wrote that Dany Toussaint was "trained by the CIA to conduct surveillance for the military junta [in 1986]." Toussaint boasted that he was "the best clandestine photographer in Haiti."*[11] *But by the mid-1990s Toussaint was respected as one of the few FAd'H members that had refused to join the Cedras junta (1991-1994). Do you think Dany Toussaint could have been working with the ex-military or foreign intelligence all along?*[12] *Or could he also have been profiting himself and playing sides off each other?*

BC: Mr. Toussaint always appears to keep lines of communication open with people across the spectrum in Haiti, but my impression is that he was moving away from the Lavalas movement by the late 1990s. Mr. Toussaint is a former soldier, and like many former soldiers he supports the return of the army that President Aristide demobilized in 1994 and 1995. The Lavalas movement and the Fanmi Lavalas party, on the other hand, were committed to amending the Constitution to permanently abolish the army. In the 2000 elections, Mr. Toussaint ran as a Fanmi Lavalas candidate, but he did not integrate the party much into his campaign materials and his appearances. In August or September 2003, Parliament voted on a constitutional amendment to abolish the army. The House of Deputies approved it overwhelmingly. But in the senate, Senator Toussaint and another Senator refused to appear, which by some interpretations deprived the Senate of a quorum. Eventually, of course, Senator Toussaint came out openly in favor of the overthrow of the constitutional government.

As for why the Lavalas movement did not pursue Senator Toussaint more vigorously in the Dominique case or elsewhere, my guess is that top leaders perceived his shift away back in the 1990s, but they felt they had limited power to address the issue. Remember that from 2001 to 2004 the government was under constant attack from every imaginable source: an aid embargo, regular armed assaults in the Central Plateau and at least two serious coup d'état attempts, a diplomatic offensive from the wealthy countries, etc. Senator Toussaint was popular — he won by far more votes than anyone else in the 2000 legislative elections. He is charismatic and smart, and had a lot of support in the police and among former soldiers. As he demonstrated in the Senate, he was armed and dangerous. He had a strong, loyal patronage network. I believe that in such a difficult situation, the Lavalas leaders felt it was better to postpone the confrontation, even if it was inevitable, to buy time.



Jean-Dominique, the owner of Radio-Haiti Inter, was gunned down by a still unknown gunman on April 3, 2000

***JS:** What happened following Aristide's ouster in February 2004 and under the foreign-installed Latorture/ Boniface interim government (2004-2006)? And what is now going on under President René Préval's administration (2006-present) in regards to the Dominique case?*

BC: The case was dropped once Aristide was gone. It appears that its main purpose was to embarrass Aristide and possibly cover up involvement from people amongst the opposition. After February 2004, neither of those purposes were important. The recent revelations that Mr. Toussaint worked with people behind the coup, including André Apaid, Jr and Guy Phillipe, obviously raises the specter that the whole thing was a charade from the beginning.

MJ: Claudy Gassant is now the chief prosecutor of Port-au-Prince. He no longer appears to be doing anything on the Dominique case. As far as I know the case is in some judge's hand, but it has switched hands so often over the last three years that I do not know who has it. The case is in serious trouble: the investigation has not progressed in four years, and the evidence fades every day. But I think there is always hope that it can be done, if good people are put on the case. Serious obstacles remain: Dany Toussaint and Guy Philippe are still around; both ran in the last presidential election while the legitimate president was in exile. I believe that Dany Toussaint thinks he has no reason to worry now, after the coup he is home free. He is now in Cap- Haïtien keeping a little bit of a low profile, just waiting for further orders. I feel that since President Préval started the case, he should finish it now, by taking the leadership necessary to get it back on track. The case should be relaunched. Dominique's family should also file a complaint with the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR). We brought cases there when it became clear that the interim regime would not allow them to be pursued in Haitian courts.

***JS:** The BAI itself has been criticized as too closely tied to the Lavalas governments to be objective. How do you respond?*

BC: From the time we worked at the BAI in 1996 until February 2004, the BAI received most of its support from the elected governments. We have always been clear about that, and the governments' support is certainly a relevant consideration for anyone evaluating our work. Other relevant considerations include the fact that neither the BAI nor the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) has received any financial support from any government or political party since February 2004, and that our work under the democratic regimes led to the arrest and trial of employees of those governments, including one of the top leaders in the Palace Security Unit, and to an arrest order for a Lavalas mayor. The victims that we worked with often criticized government officials at press conferences and in demonstrations. We regularly appeared on Haitian television and radio to criticize government officials and polices that we felt impeded our clients' quest for justice. Before the 2004 coup d'état, the BAI was not a human rights reporting organization, we were lawyers trying to obtain justice for our clients. We were always clear that our primary loyalty had to be to our clients, and to the broader grassroots movement that the majority of our clients and the majority of Haitians come from. We always evaluated ourselves on the basis of whether we were effectively serving them, and we still think that is the most important standard for measuring our work. When the BAI criticized the government, we did so to advance our clients' interests, rather than to seek some kind of balance. We focused on specific policies that we felt were problematic, or on specific responsibilities that government employees were not fulfilling, because in our experience that was what worked to advance the cases. We made our critiques on Haitian media, rather than in international press releases, because we felt that an informed constituency within Haiti would be able to pressure the government to take specific actions to advance justice. This strategy certainly bore fruit, especially with the Raboteau trial, which was a success that had never been done in Haiti, and rarely done anywhere else. But the fruit also came in smaller pieces, with the arrests of government officials, the replacement of judicial and police officials who were not doing their job with people who would, and the investment of resources in priority cases. Our clients articulated their interests to include the defense of Haiti's constitutional system, especially as the open campaign to unconstitutionally alter power in Haiti gained steam after 2000. The BAI's clients certainly had reason to complain about the government, and they did complain, on the streets, in the press, in demonstrations at courthouses, ministries, etc. But they knew from hard experience that a coup d'état was not a solution to their problems, as developments after March 2004 showed. So we did not join criticism that was calculated to undermine or overthrow the constitutional authorities.

To get back to your question, I doubt that objectivity is possible. Every human rights report is subjective: it chooses to emphasize some types of violations, to credit some sources, and focus on some victims over others. Our clients did not come to our office or demonstrate in the street or risk their

Suite à la page (14)

L'HONNEUR R
CAPITAINE MA



Matthew Hoh, âgé de 36 ans, est devenu le premier fonctionnaire US à donner sa démission, en signe de protestation contre la guerre afghane dont il a fini par croire qu'elle ne servait qu'à alimenter l'insurrection

Par Karen DE YOUNG

Quand Matthew Hoh a rejoint les Affaires Etrangères au début de cette année, il représentait exactement le type d'hybride militaro-civil perspicace que recherchait le gouvernement pour l'aider à étendre ses efforts de développement en Afghanistan.

Ancien capitaine des Marines avec une expérience du combat en Irak, Hoh a également servi en uniforme au Pentagone et en tant que civil en Irak et au Département d'Etat. Depuis juillet dernier, il était le plus haut responsable civil US dans la province de Zabol, un foyer taliban.

Mais le mois dernier, dans un mouvement qui a fait des vagues jusqu'à la Maison Blanche, Hoh, âgé de 36 ans, est devenu le premier fonctionnaire US à donner sa démission, en signe de protestation contre la guerre afghane dont il a fini par croire qu'elle ne servait qu'à alimenter l'insurrection. « J'ai cessé de comprendre et d'avoir confiance dans les objectifs stratégiques de la présence des USA en Afghanistan, », a-t-il écrit le 10 septembre 2009, dans une lettre de 4 pages [voir ci-dessous] adressée au chef du personnel du Département d'Etat. « J'ai des doutes et des réserves sur notre stratégie actuelle et sur la stratégie future planifiée, mais ma démission est fondée non pas sur le comment nous poursuivons cette guerre, mais sur son pourquoi et ses fins. »

La réaction à la lettre de Hoh a été immédiate. Des responsables US de haut rang, inquiets de perdre un officier exceptionnel qui risquait de devenir un détracteur écouté, lui ont demandé instamment de rester en poste.

L'ambassadeur US, Karl W. Eikenberry l'a emmené à Kaboul et lui a offert un poste parmi les cadres supérieurs de son personnel à l'ambassade. Hoh a refusé. Il a alors été ramené aux USA pour une rencontre entre quat'z'yeux avec Richard C. Holbrooke, le responsable spécial du gouvernement pour l'Afghanistan et le Pakistan. « Nous avons pris cette lettre très au sérieux car c'était un bon officier, » a indiqué Holbrooke dans un entretien. « Nous avons tous pensé que vu le sérieux de sa lettre, vu l'engagement qu'il y a mis, et vu ses bons antécédents, nous devions lui prêter beaucoup d'attention. »

Bien qu'il ne partage pas la vision de Hoh sur le fait que la guerre « ne vaille pas le combat », Holbrooke a déclaré « Je suis d'accord avec la plupart de ses analyses. » Il a demandé à Hoh de rejoindre son équipe à Washington, en lui disant que « s'il souhaitait vraiment influencer la politique et aider à réduire le coût en vies humaines et en argent de la guerre,», pourquoi ne pas être « à l'intérieur du bâtiment, plutôt qu'à l'extérieur, où vous aurez sûrement pas mal d'attention [médiatique] mais où vous n'aurez pas le même impact politique ? »

Hoh a d'abord accepté l'argument et le poste, mais a changé d'avis une semaine plus tard. « Je reconnais les implications pour ma carrière, mais ça n'était pas la solution, » a-t-il déclaré dans un entretien vendredi [23 octobre], deux jours après que sa démission était devenue définitive. « Je ne suis pas un baba-cool, un hippie fumeur de shit qui veut que tout le monde s'aime, » a indiqué Hoh. Bien qu'il ait déclaré que la période passée à Zabol était le « deuxième meilleur emploi de sa vie », son expérience dominante a été chez les Marines où beaucoup de ses meilleurs amis servent encore. « Il y a plein de mecs qu'il est nécessaire de tuer, » a t-il déclaré en parlant d'Al Qaïda et des Talibans. « Je n'étais jamais aussi heureux que quand notre équipe en Irak dégommait un groupe de ces types. »

Mais de nombreux Afghans, écrit-il dans sa lettre de démission, combattent les USA, surtout parce que leurs troupes sont là – une présence militaire en augmentation dans les villages et les vallées où les étrangers, y compris les autres Afghans, ne sont pas les bienvenus et où le gouvernement national soutenu par les USA est corrompu et rejeté. Tandis que les Talibans sont une présence malfaisante, et qu'il est nécessaire de combattre Al Qaïda, basée au Pakistan, a t-il indiqué, les USA demandent à leurs troupes de mourir en Afghanistan pour ce qui est essentiellement une guerre civile lointaine.

Alors que la Maison Blanche se demande si elle doit déployer plus de soldats, Hoh a indiqué qu'il avait décidé de se prononcer publiquement parce que « je veux que les gens en Iowa, les gens dans l'Arkansas, les gens en Arizona, interpellent leurs députés et leur disent : « Ecoutez, je ne crois pas que ce soit la bonne chose à faire. » « Je sais dans quoi je m'embarque... Je me rends compte de ce que les gens vont penser de moi, » a-t-il indiqué. « Je n'aurais jamais pensé que je ferai ce genre de chose. »

« Un courage rare »

Le parcours de Hoh – de Marine à expert en reconstruction et diplomate à protestataire contre la guerre – ne fût pas des plus faciles. Tout au long des semaines qu'il a passées à réfléchir et ébaucher sa lettre de démission, il a indiqué qu' « il avait eu, par moments, physiquement la nausée. »

Sa première ambition dans la vie était de devenir pompier, comme son père. Au lieu de cela, après sa remise de diplôme de l'Université de Tufts et un travail de bureau dans une maison d'édition, il s'engage dans les Marines en 1998. Après cinq années au Japon et au Pentagone, –à une période, au début de la guerre d'Irak, où il devint clair pour beaucoup de militaires que le conflit était tout sauf fini– il quitte les Marines pour rejoindre le secteur privé, et est recruté comme contractuel du ministère de la Défense en Irak. Ingénieur de combat [équivalent US de sapeur, membre du génie militaire, NdE], il est envoyé à Tikrit, dans la ville natale de Saddam Hussein, pour y gérer les efforts de reconstruction.

« A cette période, », raconte Hoh, « j'employais près de 5000 Irakiens », distribuant des millions de dollars en espèce pour construire des routes et des mosquées. Son programme fût plus tard parmi les rares à recevoir les félicitations pour son succès par l'inspecteur général spécial US pour la reconstruction de l'Irak. En 2005, Hoh accepte un emploi chez Bearing Point, un des principaux sous-traitants en management et en technologie du Département d'Etat et est envoyé au bureau pour l'Irak à Foggy Bottom. Quand l'effort US en Irak commence à se tourner vers le sud au début 2006, il est rappelé en service actif en tant que réserviste. Il assume alors le commandement d'une compagnie dans la province d'Anbar, où les Marines meurent par douzaines.

Hoh rentre aux USA au printemps 2007 avec des distinctions pour ce qu'un évaluateur des Marines appelle « un courage rare », une recommandation pour de l'avancement et avec ce qu'il reconnaîtra plus tard comme le syndrome de stress post-traumatique. De toutes les morts dont il a été le témoin, celle qui a le plus pesé sur lui s'est produit lors d'un accident d'hélicoptère à Anbar, en décembre 2006. Lui et un ami, le Commandant Joseph T. McCloud, se trouvaient à bord, quand l'appareil tomba dans les eaux agitées sous le barrage d'Haditha. Hoh nagea jusqu'à la rive, y posa ses 40 Kg de matériels et plongea à nouveau pour essayer de sauver McCloud et trois autres qu'il pouvait entendre appeler à l'aide. C'était un bon nageur, raconte-t-il, mais le temps de les atteindre «ils avaient coulé».

« Vous ne pouvez pas dormir »

Ce n'est que trois mois après être rentré chez lui, dans un appartement à Arlington, que tout lui est revenu de plein fouet. « Toutes les choses que vous entendez sur comment tout ça vous submerge, c'est vrai, ça se passe vraiment comme ça... » Vous avez des rêves, vous ne pouvez pas dormir. Vous vous dîtes : « Pourquoi est-ce que j'ai échoué ? Pourquoi est-ce que je n'ai pas sauvé cet homme ? Pourquoi ses enfants doivent-ils grandir sans père ? » Comme beaucoup de Marines dans les mêmes situations, il n'a pas cherché de l'aide. «La seule chose que j'ai faite,» dit Hoh, «a été de picoler à mort.»

Ce qui a finalement réussi à le ramener à la réalité, raconte-t-il, fût une émission de télévision, Rescue Me [«Sauvez-moi»] sur la chaîne câblée FX, traitant d'un pompier de New York qui s'est enfoncé dans la «culpabilité du survivant» et dans l'alcoolisme après avoir perdu son meilleur ami après l'attentat du World Trade Center.

Il commença alors à parler à des amis et à faire des recherches sur le sujet, sur Internet. Il rendit visite à la famille de McCloud et «présenta ses excuses à sa femme... pour n'avoir pas fait assez pour le sauver,» même si son côté rationnel savait qu'il avait fait tout son possible.

Hoh représenta l'armée aux funérailles d'un Marine de sa compagnie qui s'était suicidé après son retour d'Irak. «Mon Dieu, j'avais si peur qu'ils soient en colère,» dit-il, parlant de la famille de cet homme. «Mais non, ils ne l'étaient pas. Tout ce qu'ils ont fait a été de me dire combien ils aimaient le corps des Marines américains.»

«C'est quelque chose que je porterai toute ma vie», dit-il de son expérience en Irak. «Mais c'est aussi quelque chose que j'ai réglé, j'ai fait la paix avec tout ça.»

A la fin de l'année dernière, un ami a dit à Hoh que le Département d'Etat offrait des contrats renouvelables d'un an pour des responsables en poste en Afghanistan. C'était une opportunité, pensa-t-il, d'utiliser les compétences en développement acquises à Tikrit, sous une nouvelle administration qui promettait une nouvelle stratégie.

« Chacun dans sa vallée »

Sur les photographies que Hoh a ramenées d'Afghanistan, il apparaît comme un grand jeune homme habillé en civil, avec une barbe taillée avec soin et un gilet de protection immaculé. On le voit avec Eikenberry, l'ambassadeur, lors de visites dans les province de Kunar au Nord et Zabol, au sud. Il se promène avec le gouverneur de Zabol, Mohammed Ashraf Naseri, il s'entretient avec des officiers de l'armée US et est assis à des tables de réunion, chargées de nourriture, avec des dirigeants de tribus afghanes. Sur une photographie prise sur une partie désolée du désert à la frontière pakistanaise, il pose à côté d'un panneau peint à la main en pachtou, indiquant la frontière.

Cette photographie de la frontière fût prise au début de l'été, à son arrivée à Zabol après qu'il eût passé deux mois à travailler en civil au quartier général de la brigade militaire à Jalalabad, à l'est de l'Afghanistan. C'est à Jalalabad que ses doutes ont commencé à prendre forme.

Hoh s'était vu confier la tache de chercher la réponse à une question posée par l'Amiral Mike Mullen, Président de l'Etat-Major interarmées, lors d'une visite au mois d'avril. Mullen voulait savoir pourquoi l'armée US avait opéré pendant des années dans la Vallée de Korengal, un endroit isolé près de la frontière orientale de l'Afghanistan avec le Pakistan où de nombreux Usaméricains ont été tués. Hoh conclut qu'il n'y avait aucune raison valable à ces opérations. Les gens de Korengal ne voulaient pas de leur présence ; l'insurrection semblait n'avoir gagné en force qu'après l'arrivée des Usaméricains et le combat entre les deux forces s'était achevé dans une impasse sanglante.

Korengal et d'autres autres régions, dit-il, lui ont appris «combien l'insurrection était localisée. Je ne comprenais pas qu'un groupe dans telle vallée n'ait aucun lien avec un groupe d'insurgés à deux kilomètres plus loin. «Des centaines, voire des milliers de groupes dans tout l'Afghanistan, a-t-il fini par conclure,, ont peu de liens idéologiques avec les Talibans, mais utilisent leur argent pour combattre les intrus étrangers et maintenir leurs propres bases de pouvoir locales.

«C'était vraiment un choc pour moi», dit-il. «Je pensais qu'ils étaient plus nationalistes que ça. Mais c'est très localiste. J'appellerais ça du valléisme [valley-ism]».

« Un assaut... continu »

Zabol fait partie «des cinq ou six provinces qui sont toujours les plus difficiles et les plus négligées,» a indiqué un fonctionnaire du Département d'Etat. Kandahar, la patrie des Talibans, est au sud-ouest et le Pakistan au sud. L'autoroute 1, la liaison principale entre Kandahar et Kaboul et la seule route pavée à Zabol, coupe la province en deux. Cette année, a déclaré ce même fonctionnaire, la sécurité est devenue de plus en plus difficile à assurer.

Au moment où Hoh a rejoint l'équipe de reconstruction de la province (la PRT), dirigée par l'armée US à Qalat, le chef-lieu de Zabold, dit-il : «J'avais déjà beaucoup de frustrations. Mais je savais à ce moment-là que la nouvelle administration allait ... faire les choses différemment. Alors je me suis dit que j'allais leur donner une autre chance.» Il se mit alors à lire tous les documents qu'il put trouver, sur l'histoire ancienne afghane, jusqu'à l'occupation soviétique dans les années 1980, en passant par la domination des Talibans dans les années 1990 et les huit années de l'engagement militaire US.

Frank Ruggiero, le dirigeant régional de la PRT régionale basée à Kandahar, dans le sud, considérait Hoh comme «très compétent» et le nomma au plus haut niveau parmi trois représentants civils US de la province. «J'ai toujours pensé beaucoup de bien de Matt», dit-il lors d'un entretien téléphonique.

Conformément à la politique de l'administration [US] de décentraliser le pouvoir en Afghanistan, Hoh a travaillé à augmenter les capacités politiques et l'influence de Naseri, le gouverneur de la province et d'autres responsables locaux. « D'un point de vue matériel, je ne pense pas que nous ayons réalisé grand chose, » dit-il rétrospectivement, mais « je pense avoir bien représenté notre gouvernement. »

Hoh a rapporté que Naseri lui avait dit qu'au moins 190 groupes locaux d'insurgés combattaient dans cette province largement rurale. « C'était probablement exagéré», dit Hoh, , « mais la vérité est que la majorité sont des résidents locaux qui sont « loyaux à leurs familles, leurs villages et leurs vallées et à leurs soutiens financiers. »

Les doutes de Hoh ont augmenté avec l'élection présidentielle du 20 août en Afghanistan, qui a été marquée par un faible taux de participation et une fraude généralisée. Il conclut sa lettre de démission en écrivant que la guerre « oppose violemment et férocement les Afghans laïques, urbains, éduqués et modernes à des ruraux religieux, illettrés et traditionalistes. C'est ce dernier groupe qui garnit les rangs de l'insurrection pachtoune. »

Avec « une multitude apparemment infinie de groupes locaux », écrit-il, l'insurrection « est alimentée par ce qui est perçu par le peuple pachtoune comme une agression continuelle, durant depuis plusieurs siècles contre la culture, les traditions et la religion des régions pachtounes, menée par des ennemis venant de l'intérieur et de l'extérieur du pays. La présence des USA et de l'OTAN et les opérations menées dans les vallées et les villages pachtounes, tout comme le fait que l'armée afghane et les unités de police sont diri-

RETROUVÉ DU ATTHEW HOH

gées et composées de soldats et de policiers non pachtounes, représentent une force d'occupation contre laquelle l'insurrection est justifiée. »

Les familles américaines, écrit-il à la fin de sa lettre, « ont besoin qu'on leur assure à nouveau que leurs morts se sont sacrifiés à une cause digne de leur vie perdue, de l'amour disparu et des rêves non réalisés. Pour ma part, j'ai perdu tout espoir que de telles assurances puissent encore être données».

« A eux de résoudre leur problème »

Ruggiero a déclaré qu'il avait été déconcerté par la démission de Hoh mais il n'a fait aucun effort pour l'en dissuader. « C'est la décision de Matt et je l'honore et la respecte », dit-il. « Je n'étais pas d'accord avec son appréciation mais c'était sa décision. »

années au service de notre pays à l'étranger, y compris en tant qu'officier des Marines et comme fonctionnaire civil du ministère de la Défense en Irak dans les vallées de l'Euphrate et du Tigre, en 2004-2005 et 2006-2007. Je n'ai pas accepté cette mission à la légère ou en nourrissant des attentes excessives, ni n'ai cru que ma tâche serait exempte de sacrifice ou de difficultés.

Cependant, au cours de mes cinq mois de service en Afghanistan dans les deux commandements régionaux de l'Est et du Sud, j'ai cessé d'avoir compréhension et confiance dans les objectifs stratégiques de la présence des USA en Afghanistan. J'ai des doutes et des réserves sur notre stratégie actuelle et sur la stratégie future planifiée, mais ma démission est fondée non pas sur le comment nous poursuivons cette guerre, mais sur son pourquoi et ses fins.



Richard C. Holbrooke, le responsable spécial du gouvernement pour l'Afghanistan et le Pakistan

Eikenberry a exprimé un respect similaire mais a refusé, par la voix d'un assistant, de discuter « de problèmes personnels individuels. »

Francis J. Ricciardone Jr., l'adjoint d'Eikenberry, a déclaré qu'il avait rencontré Hoh à Kaboul, mais qu'il lui avait parlé « confidentiellement. Je le respecte en tant qu'homme réfléchi qui a rendu un service désintéressé à notre pays, et je pense que la plupart des collègues de Matt partageront cette estimation favorable de lui, quelles que soient nos différences de perspectives politiques ou programmatiques. »

Cette semaine, Hoh doit rencontrer Antony Blinken, le conseiller à la Sécurité nationale du vice-Président Biden, à sa demande. Si les USA devaient rester en Afghanistan, a indiqué Hoh, il conseille d'opérer une réduction des forces de combat.

Il suggère également de fournir plus de soutien au Pakistan, d'améliorer la communication US et ses compétences en propagande pour égaler celles d'Al Qaïda, et d'effectuer plus de pression sur le Président afghan, Hamid Karzai pour assainir la corruption du gouvernement ; toutes ces options étant discutées dans des délibérations à la Maison Blanche.

« Nous voulons avoir une certaine gouvernance là-bas et nous avons des obligations pour éviter un bain de sang, » dit Hoh. « Mais il faut tracer une limite quelque part et dire que c'est à eux de résoudre leur problème. »

La lettre de démission de Matthew Hoh

Mme l'Ambassadeur Nancy Powell
Directrice Générale des Affaires Etrangères et Directrice des Ressources Humaines
Département d'Etat
2201 C Street NW
Washington, D.C. 20520

10 septembre 2009
Madame l'Ambassadeur,

C'est avec un grand regret et désenchantement que je vous soumets la démission de mes fonctions de responsable politique aux Affaires Etrangères ainsi que du poste de Représentant Civil du gouvernement américain dans la province de Zabol. J'ai passé six de ces dix dernières

Pour l'exprimer simplement : je ne parviens pas à saisir quel est l'intérêt ou la valeur de devoir continuer à déplorer des victimes américaines ou à consacrer des dépenses et des ressources à soutenir le gouvernement afghan dans ce qui est, en vérité, une guerre civile qui dure depuis 35 ans.

Cet automne marque la huitième année des opérations de combats, de gouvernance et de développement menées par les USA en Afghanistan. L'automne prochain, l'occupation américaine aura duré autant que la présence de l'Union soviétique sur le sol afghan. Comme les Soviétiques, nous continuons de sécuriser et de renforcer un État en faillite, tout en encourageant une idéologie et un système de gouvernement qui sont ni compris ni voulus par ses habitants.

Si l'histoire de l'Afghanistan est une grande pièce de théâtre, les USA n'y jouent qu'un second rôle, parmi d'autres qui les ont précédés, dans une tragédie qui jette non seulement les tribus, les vallées, les clans, les familles et les villages les uns contre les autres, mais également - et ce au moins depuis la fin du règne du roi Zahir Shah - oppose violemment et férocement les afghans laïques, urbains, éduqués et modernes, à des ruraux religieux, illettrés et traditionalistes.

C'est ce dernier groupe qui garnit les rangs de l'insurrection pachtoune et la soutient. Cette insurrection pachtoune, qui rassemble une multitude apparemment infinie de groupes locaux, est alimentée par ce qui est perçu par le peuple pachtoune comme une agression continuelle, durant depuis plusieurs siècles, contre la culture, les traditions et la religion des régions pachtounes, menée par des ennemis venant de l'intérieur et de l'extérieur du pays. La présence des USA et de l'OTAN et les opérations menées dans les vallées et les villages pachtounes, tout comme l'armée afghane et les unités de police qui sont dirigées et composées de soldats et de policiers non pachtounes, représentent une force d'occupation contre laquelle l'insurrection est justifiée.

Dans les deux régions de l'Est et du Sud, j'ai constaté que la majeure partie de l'insurrection ne combat pas pour le drapeau blanc des talibans, mais plutôt contre la présence de soldats étrangers et contre les impôts levés par le gouvernement non représentatif de Kaboul.

La présence militaire des USA en Afghanistan contribue fortement à légitimer l'insurrection pachtoune et à alimenter le message stratégique



Karl W. Eikenberry

qu'elle délivre. De la même façon, notre soutien du gouvernement afghan dans sa forme actuelle continue à accroître la distance entre le gouvernement et le peuple. Les échecs du gouvernement afghan, tout particulièrement lorsqu'on les évalue au prix du sacrifice des vies américaines et des fonds engagés, apparaissent comme une longue liste de métastases :

Une corruption flagrante et un enrichissement sans scrupule ;

Un président parmi les confidents et principaux conseillers duquel on trouve des barons de la drogue et des criminels de guerre, qui se moquent de nos propres règles de droit et des efforts menés pour lutter contre la drogue ;

Un système de dirigeants de provinces et de districts formé d'hommes forts locaux, opportunistes et affairistes, dont l'alliance avec les USA tient uniquement - et est limitée - au montant des contrats de l'USAID et du CERP, et dont les propres intérêts politiques et économiques n'auraient rien à gagner de toute tentative de réconciliation.

Le déroulement de l'élection récente, marquée par la fraude et discréditée par la faible participation électorale, a créé une énorme victoire pour nos ennemis. Ils revendiquent aujourd'hui le succès d'un boycott populaire et pourront remettre en question face à l'opinion internationale notre soutien militaire, économique et diplomatique à un gouvernement afghan invalidé et illégitime.

Notre soutien à ce type de gouvernement, qui s'accompagne d'une incompréhension de la véritable nature de l'insurrection, me rappelle terriblement notre implication au Sud-Vietnam : nous y avons soutenu un gouvernement impopulaire et corrompu au détriment de notre cohésion nationale, face à une insurrection dont nous avons, de manière arrogante et ignorante, mal interprété le nationalisme, voyant en lui un rival de notre idéologie de guerre froide.

Je crois que nous demandons à nos jeunes hommes et femmes engagés en Afghanistan de donner leur sang et de se sacrifier pour des raisons spécieuses. Menée honnêtement à son terme, la stratégie que nous revendiquons, et qui consiste à sécuriser l'Afghanistan pour empêcher la résurgence ou le regroupement d'Al Qaïda, devrait nous contraindre également à envahir et occuper l'ouest du Pakistan, la Somalie, le Soudan, le Yémen, etc. Notre présence en Afghanistan n'a fait qu'accroître la déstabilisation et renforcer l'insurrection au Pakistan, où nous craignons à juste titre qu'un gouvernement renversé ou affaibli puisse perdre le contrôle des armes nucléaires. Cependant, là encore, si l'on suit la logique de nos objectifs déclarés, nous devrions être présents au Pakistan et non pas en Afghanistan. Plus encore, les attentats du 11 Septembre, comme ceux de Madrid et Londres, ont été conçus et organisés principalement en Europe occidentale. Ce dernier point indique que la menace n'est pas liée à des frontières géographiques ou politiques traditionnelles. Enfin, si nous sommes préoccupés par les États en déliquescence, paralysés par la corruption et la pauvreté, et subissant l'assaut des activités criminelles et des barons de la drogue, alors au-delà de notre assistance militaire et financière à l'Afghanistan, nous devrions également réexaminer notre engagement et notre implication au Mexique.

Huit années de guerre : aucune nation n'a jamais connu d'armée plus dévouée, mieux entraînée, plus expérimentée et plus disciplinée que les forces armées US. Je ne crois pas qu'aucune force militaire n'ait jamais accompli de mission aussi complexe, opaque et sisyphéenne que celle qu'a reçue l'armée US en Afghanistan. L'expertise tactique et la performance de nos soldats de l'armée de terre, de mer, de l'air et des Marines sont inégalables et incontestées. Cependant, il ne s'agit pas ici des théâtres européen et pacifique de la 2ème guerre mondiale, mais plutôt d'une guerre pour laquelle nos hommes et nos femmes n'ont pas été suffisamment préparés et documentés par nos dirigeants, en uniformes, civils et élus. Nos forces, dévouées et loyales se sont engagées dans un conflit, d'une façon imprécise et imprévue qui s'est transformée en une mésaventure cavalière, politiquement opportune et exagérément optimiste [pollyannaish : en référence au livre d'enfant Pollyanna, NdT]. De la même façon, les USA ont un groupe fidèle et talentueux de civils, autant fonctionnaires du gouvernement US qu'employés de sous-traitants, qui croit en sa mission et se sacrifie pour elle mais qui a été formé de manière inefficace et qui a été dirigé avec des conseils et des intentions plus façonnés par le climat politique de Washington que par celui des villes, villages, montagnes et vallées d'Afghanistan. « Nous nous sacrifions pour rien », déclarait un commandant fort talentueux et intelligent, l'un des meilleurs des USA, à tous ses visiteurs, civils ou officiers supérieurs. Nous hypothéquons l'économie de notre nation dans une guerre qui, même au prix d'un engagement accru, restera un match nul pour les années à venir. La réussite et la victoire, quelles qu'elles soient, seront obtenues non pas après des années et après avoir dépensé des milliards supplémentaires, mais après des décennies et des générations. Les USA ne disposent pas d'un budget national suffisant pour remporter une telle victoire.

Je perçois l'émotion qui transparaît dans le ton de cette lettre et vous prie d'excuser tout ce qui peut apparaître comme de la mauvaise humeur. J'espère que vous comprenez la nature de cette guerre et les sacrifices consentis par tant de milliers de familles séparées de leurs proches qui sont déployés pour la défense de notre nation et dont les foyers endurent les fractures, les bouleversements et les cicatrices de déploiements multiples.

Des milliers d'hommes et de femmes sont rentrés chez eux avec des blessures physiques et mentales, dont certaines ne se refermeront jamais ou ne feront que s'aggraver avec le temps. Lorsque reviennent les corps des défunts, on doit pouvoir assurer aux familles que leurs morts se sont sacrifiés à une cause digne de leur vie perdue, de l'amour disparu, et des rêves non réalisés.

Je ne crois plus en confiance que de telles assurances peuvent être données. En conséquence, je présente ma démission.

Veuillez agréer mes sincères salutations,
Matthew P. Hoh
Représentant civil supérieur
Province de Zabol, Afghanistan

Copie :
M. Frank Ruggiero
Mme Dawn Liberi
M. l'Ambassadeur Anthony Wayne
M. l'Ambassadeur Karl Eikenberry

Source: Washington Post-U.S. official resigns over Afghan war
Traduit par Isabelle Rousselot. Édité par Fausto Giudice
Article original publié le 27/10/2009
Tlaxcala 4 décembre 2009

Isabelle Rousselot et Fausto Giudice sont membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

Obama contre l'Amérique latine

Par Raul ZIBECHI

Le panorama politique régional commence à se découvrir alors qu'un an ne s'est pas écoulé depuis l'intronisation d'Obama à la Maison Blanche. Les bases militaires en Colombie, le coup d'état au Honduras et la légitimation des élections par Obama, la menace de faire tomber Fernando Lugo (président du Paraguay), le probable triomphe de la droite au Chili, sont à peine quelques révélateurs d'un profond virage dans une région qui avait connu une avancée sans précédent des forces de gauche avec le nouveau siècle.

Comme le soutient Immanuel Wallerstein, il est vrai que les forces de droite de la région se débrouillent mieux avec Obama que durant les gouvernements de Bush, que cela a lieu avec les difficiles équilibres que traverse la politique interne des USA qui affaiblissent les positions du Président, une situation dont tire partie toute la droite des Amériques. Il faut tenir compte également de deux questions cruciales : - est-il si sur que l'Amérique Latine ne soit pas prioritaire pour les Etats-Unis ? - peut-on dissocier l'offensive actuelle des droites de la mollesse des gouvernements progressistes latinos ?

Il ne fait pas de doute que les Etats-Unis ont leurs priorités en Asie (Irak et Pakistan) où ils espèrent contenir leurs rivaux et s'assurer des ressources en hydrocarbures pour maintenir leur hégémonie globale. Mais on ne peut oublier que l'Amérique Latine fut la première marche à monter pour devenir une superpuissance mondiale. Sans ce premier pas, il est fort probable qu'ils n'auraient jamais atteint cette place. Je pense qu'il y a trois raisons pour lesquelles la Maison blanche et le pentagone travaillent dur pour renverser la vapeur et retrouver leur hégémonie dans la région. La première, c'est que la région reste un espace privilégié pour freiner ou désaccélérer leur déclin en tant que puissance. En Amérique latine, ils peuvent avoir accès aux hydrocarbures nécessaires, à la biodiversité pour se catapulter comme principal acteur possesseur des nouvelles (bio et nano) technologies, et retrouver le matelas géographique et politique qui les rassure dans un monde chaque jour plus instable.


Obama a dit qu'il légitime les élections de Micheletti à Tegucigalpa et Lula fit part de sa « déception »

La seconde raison, c'est que la région est le principal endroit de la planète où ont surgi les plus grands défis au domaine impérial et au Capital, double défi qu'on ne retrouve pas ailleurs. Les processus de changement au Vénézuela et en Bolivie ajoutés aux conjonctures de réformes ouvertes au Paraguay, en Equateur, sans oublier les gouvernements qui rejettent le consensus de Washington au Brésil et en Argentine mais aussi au Salvador et au Nicaragua dessinent un panorama préoccupant pour les USA.

Finalement, l'existence même du Brésil, une des deux ou trois puissances émergentes dont l'influence s'étend dans l'arrière-cour US, suppose un problème d'envergure comme le montre la visite du président iranien, Mahmud Ahmadinejad à Brasilia. La récente passe d'armes entre Obama et Lula révèle que le conflit principal dans la région ne se joue pas avec Chavez mais avec le Brésil. Les points de friction sont trop nombreux : conférence sur le climat à Copenhague, Doha, le Honduras, l'Iran, le Moyen-orient et Haïti. Obama a dit qu'il légitime les élections de Micheletti à Tegucigalpa et Lula fit part de sa « déception », Obama s'est permis de faire des suggestions sur le programme nucléaire iranien et Lula s'est fâché, appuyant sans réserves M. Ahmadinejad.

A Manaos, Lula s'est lâché en disant : « qu'il ne vienne pas un gringo nous demander de laisser les amazoniens mourir de faim » pour sauver la forêt. Marc Aurelio Garcia, conseiller international de Lula, ajouta que l'appui d'Obama aux élections honduriennes est néfaste pour les relations des usa avec l'Amérique latine. Crise conjoncturelle ? Oui, mais aussi choc d'intérêts à long terme qui ne peut qu'augmenter les relations bilatérales et régionales.

Du point de vue régional, le Brésil est une menace identique voire supérieure à celle de la Chine pour l'hégémonie des Etats-Unis. Il possède les septièmes réserves mondiales d'uranium et peut compter sur les cinquièmes réserves mondiales de pétrole. C'est la première bio-diversité de la planète ; et est appelé à jouer un rôle déterminant sinon à substituer l'hégémonie des USA en Amérique du Sud. Une perspective qui risque de déstabiliser la domination globale de l'ex-superpuissance.

Si l'on accepte, comme le GEAB20 que l'on entre dans une phase de désarticulation géopolitique mondiale au sein de la crise systémique, rien ne va rester à sa place. Un pays qui se prétend hégémonique mais qui n'est pas même capable de contrôler l'Afghanistan, un pays dont la dette interne représente 125 pour cent de son PIB, un pays dont les alliés sont bien affaiblis et qui traverse une situation interne de profonde fracture sociale et politique, un tel pays ne peut se permettre de se voir ouvrir des brèches dans son arrière cour.

Il reste bien sur une bonne marge de manoeuvre : les multinationales minières qui patrouillent la région andine sont étatsuniennes ou canadiennes, tout comme les multinationales propriétaires des brevets technologiques pour le soja et autres monuculture, tout comme les multinationales qui s'approprient à pas de géant la biodiversité. En outre, les gouvernements de la région font leur travail, comme Lula qui finance des multinationales brésiliennes pour faire contrepoids à celle du nord, en renonçant à créer des entreprises d'état comme cela s'est fait à d'autres périodes de l'histoire brésilienne. Ils aident ainsi au développement d'une puissante bourgeoisie qui naturellement travaille et travaillera activement pour la droite.

Enfin, il reste l'usage de la force. Le Honduras nous rappelle que ce recours est intact et que toues les tergiversations de la Maison Blanche n'ont servi qu'à légitimer un nouveau type de coup d'état. On ne voit plus d'avions ni de tanks qui prennent d'assaut le palais du gouvernement, mais des institutions d'état qui font le sale boulot. Dans le futur, il nous faudra être plus attentifs aux faits qu'aux discours et continuer à se préparer à gagner la rue, car c'est là que se joue et se jouera la possibilité de modifier les rapports de forces.

La Jornada 3décembre 2009
Traduction: R. Casado
Le Grand soir 6 décembre 2009

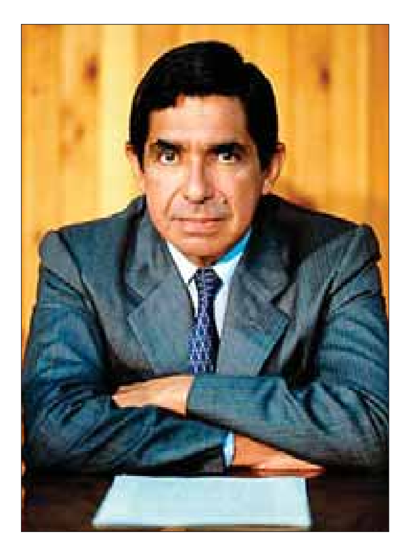
Honduras, pays soumis par des élections illégitimes

Par Adolfo Pérez Esquivel

La communauté internationale ainsi que les gouvernements et les peuples latino-américains ne peuvent avaliser les élections immorales et illégitimes qui ont lieu aujourd'hui au Honduras.

Le gouvernement des Etats-Unis ne peut être que complice dans l'organisation du coup d'Etat dans ce pays ; un coup d'Etat réalisé pour soumettre le peuple hondurien et imposer dans la région une politique de domination et de saccage. Le soutien manifeste apporté par le gouvernement d'Obama, qui a demandé que ces élections soient organisées par la dictature, essaye de justifier l'injustifiable, de cacher et de méconnaître la souveraineté de tout un peuple et la légitimité du président Manuel Zelaya qui se trouve pratiquement emprisonné depuis déjà deux mois dans l'Ambassade du Brésil de Tegucigalpa, en supportant l'agression permanente de ceux qui ont fait le coup d'Etat. Tout cela est très dommageable pour toutes les démocraties du continent mais cela empêche aussi les Etats-Unis de construire des relations de respect avec leurs voisins et laisse plutôt présager que d'autres pays, dont les intérêts ne correspondent pas à ceux des Etats-Unis, pourraient aussi subir des situations semblables.

Je ne peux m'empêcher de signaler aussi la lamentable soumission du président du Costa Rica, Oscar Arias, (Prix Nobel de la Paix), devant les propositions du département d'Etat. Il a soutenu l'appel à des élections illégitimes de la part de ceux qui ont fait le coup d'Etat et a gardé le silence sur toutes les violations des droits humains subies par le peuple hondurien. Cela ne peut que desservir la construction d'un chemin vers la Paix.


Je ne peux m'empêcher de signaler aussi la lamentable soumission du président du Costa Rica, Oscar Arias, (Prix Nobel de la Paix), devant les propositions du département d'Etat

Aujourd'hui 29 novembre au Honduras, ont été détenus notre compagnon Gustavo Cabrera, Coordinateur Général du Service Paix et Justice en Amérique Latine et le Pasteur Ménonite César Càrcamo. Tous les deux font partie d'une Mission d'observation internationale des églises. Bien qu'à présent ils aient été libérés, cela montre bien que la dictature hondurienne cherche à empêcher le monde de savoir la vérité sur ce qui se passe dans le pays, en cachant les graves violations des droits humains et, tout spécialement, les conditions répressives dans lesquelles s'est déroulée la préparation de ces élections.

C'est avec cette farce électorale qu'on essaye de cacher le véritable motif du coup d'Etat au Honduras qui est de maintenir les peuples dans la misère et dans l'oppression pour que quelques-uns puissent continuer à s'enrichir sur le dos de la nature elle-même. D'un côté, on cherche à freiner le plus possible l'augmentation du salaire minimum pour garantir des gains plus élevés aux propriétaires des "maquilas" (ces usines où les plus pauvres sont obligés de travailler pour pouvoir survivre). D'un autre côté, on cherche à réouvrir le pays aux concessions minières et forestières, à promouvoir les privatisations et les profits du libre commerce pour les transnationales des Etats-unis et de l'Europe. Tous cherchent à éviter les accords solidaires entre les pays latino-américains, le réinvestissement des revenus du Honduras dans les pays de l'ALBA (l'Alliance Bolivarienne des Amériques), et enfin l'approfondissement et l'amarrage du pays en accord avec ses propres intérêts économiques, politiques et militaires.

Le coup d'Etat au Honduras est en fait un coup d'Etat contre tous les peuples de la région. On ne peut y imposer des élections sans auparavant rétablir l'ordre constitutionnel et le gouvernement légitime du président Manuel Zelaya. Tout cela n'a pu se faire sans l'accord du département d'Etat, du Pentagone et de la CIA. En réalité, tout cela se fait en accord avec les grands projets d'infrastructure qui aboutissent au saccage des pays latino-américains. Ces projets sont "le Plan Puebla – Panama" pour le Mexique et l'Amérique Centrale, "le Plan Colombia" et la remilitarisation du continent avec les sept bases militaires des Etats-Unis en Colombie, les bases prévues au Panama et au Pérou, la présence militaire à la Triple Frontière (Argentine, Brésil, Paraguay) et la 4ème flotte dans les mers du sud: tout cela met bien en évidence les mécanismes de domination qui se

Suite à la page (16)

Obama : Le Discours

Par Sylvain Guillemette

Ça y est, Barack Hussein Obama se branche, c'est un militariste, comme son prédécesseur, et il met, lui aussi, la vérité de côté dans ses discours à saveur impérialiste, pour avantager la propagande officielle du Pentagone.

B. Obama enverra 30 000 troupes supplémentaires, dès le début de Janvier 2010. Ainsi, il espère pouvoir «casser le dos» d'Al-Qeada et des talibans. Mais durant ce discours, une tonne de mensonges s'y sont glissés, afin sûrement, de rendre le tout plus crédible, plus vrai de vrai.

Obama a par exemple parlé des insurgés de l'Afghanistan, disant d'eux qu'ils «tuaient, sans regarder la race». Or, Washington a elle aussi, tué sans regarder les races, du début à la fin des deux derniers conflits qui l'ont occupé durant ces dernières années. Elle a massacré des dizaines de milliers de personnes, sans égard pour leur sexe, leur âge et leur camp. En bombardant l'Irak de ses missiles de croisière, Washington a tué bon nombre d'innocents, et elle en fait autant en Afghanistan, ne fussent que les divers «bavures» décrites par les médias. Washington ne s'est jamais retenu de lancer des bombes, là où elle pouvait toucher même une seule cible, sans égard pour les innocents aux alentours.

Obama s'en est également pris aux talibans, qu'ils disaient protecteurs d'Al-Qeada. Or, Al-Qeada n'est que le produit final d'années d'entraînement, d'années de financement, d'années d'armement, que les États-Unis surent combler, pour leurs besoins à l'époque, de renverser la mission russe, semblable à celle-ci. -Car contrairement aux propos mensongers du lieutenant colonel Rémy Landry sur les ondes de Radio-Canada, les russes ne se battaient pas contre le peuple, mais contre les moudjahidines, que les services secrets US finançaient, armaient et entraînaient. Et encore, aujourd'hui également, l'insurrection n'a plus rien de talibane, ou d'Al-Queadienne. On trouve dans ses rangs, des fermiers, et bref, des gens qui n'apprécient pas l'occupation, et l'imposition d'une façon unique de voir les choses.- Et là fut créée Al-Qeada, MADE IN USA! Alors que les russes tentaient de donner aux femmes, les droits des hommes, Washington fournissait des missiles sol-air «Stingers» aux afghans, et aux étrangers déplacés pour la cause, aux seules fins d'affaiblir la mission russe et de lui donner son «Vietnam». À cette époque, nul ne s'outrageait des liens avec les «terroristes islamistes» à Washington, c'était le bon temps…

Obama poursuit ensuite en disant de la mission afghane, qu'elle est légitime, puisque l'OTAN la soutient! Mais, l'OTAN, n'est elle que le fruit du travail des bourgeois, une alliance bourgeoise, le bras armé de ceux-ci. Quand l'ONU dit non, l'OTAN dit oui. Mais l'OTAN, en réalité, ne regroupe que quelques pays capables de se battre, les autres étant des nations de pacotille quant à leur poids politique. C'est bref, une façon d'éviter les débats entre nations, pour finalement, aboutir au bon vouloir des dirigeants, peu populaires soient-ils. La mission afghane n'est non seulement pas légitime, mais elle fut déclenchée sur un argumentaire mensonger, et bien avant le 11 septembre 2001 était-elle préparée! Dans les années 1999-2000, la Joint Task Force canadienne est sur le terrain, et prépare celui-ci, pour la future mission afghane. Denis Morissette explique dans son livre, très bien les préparatifs de cette mission, supposée venger des évènements qui ne se sont pas encore produits. Mais quand même, aider un peuple à se débarrasser de la gangrène talibane, c'est peut-être légitime. Mais faire semblant de l'aider, quand on a financé cette gangrène par exemple, et que l'on impose par la suite, un dictateur qui privatise à tous vents les ressources, et humaines, et naturelles du pays, et que ce dictateur cohabite avec les seigneurs de guerre et les talibans rasés, ça n'a plus rien de légitime. Hamid Karzaï, nous le savons, était un consultant pour UNOCAL à l'époque de Bush, au tout début de son mandat. Il fut envoyé par UNOCAL, une filiale créée par Chevron spécifiquement pour la cause –Voir Noir Canada de Alain Denault-, pour négocier avec les «méchants talibans», que le gouvernement Bush appelait à l'époque «gouvernement taliban», pour que passe à travers le pays de l'Opium, un oléoduc. Des discussions, s'en suivit un «Non» des talibans, et on connait la suite. D'ailleurs, comme premier acte de son mandat, dès le début de sa dictature –En 2004, Karzaï est élu par 55% des voix, sur 14% de participation. Ailleurs, dans les autres provinces, on ne vote pas, le territoire n'est même pas sécurisé. On peut donc conclure à la dictature.- , Hamid Karzaï privatise les ressources humaines et naturelles du pays, et fait installer des industries étrangères, comme Coca-Cola -qui videra peu à peu, la nappe phréatique de sa région-… Le but véritable alors, est de faire passer un oléoduc à travers le pays, pour contrer le marché russe, installé en Europe. GAZPROM tient alors par les couilles, l'Europe entière avec son monopole énergétique. Washington veut y mettre fin… D'où le lien avec la guerre de Géorgie cet été, avec la Fédération de Russie.

Obama en a également profité pour dénoncer la production grandissante de drogue en Afghanistan, or, celle-ci a grimpé depuis l'accession des terres afghanes par les services secrets US, et le beau-frère du dictateur est le principal fournisseur d'opium au pays. C'était de toute façon, le même discours qui amena Reagan en Amérique du sud, et qui pava certains pays d'Amérique du sud de cocaïne, destinée aux ghettos des États-Unis. En Colombie par exemple, la DEA est de concert avec les paramilitaires –aussi utilisés par Alvaro Uribe pour assassiner des syndicalistes et des militants socialistes-, et fournit Washington en drogue. Si Manuel Noriega , par le passé, remplissait la tâche, il a fallu pour Bush père, un jour s'en départir, dans un coup d'État appelé «Just Cause», où là encore, des gens, sans distinction de race, furent massacrés par des bombardements de destruction de masse états-uniens. Comme si seuls les talibans étaient capables de telles abominations.

Obama en a également profité pour y mettre un peu de piquant, et rappeler comment l'«Union Soviétique» avait ravagé le pays. Or, là encore, et d'abord aurait-il fallu que l'union soit réellement soviétique, les États-Unis n'ont personne à envier question ravage! Ils en ont même à montrer! L'Amérique latine s'est vue ravagée par les conflits qu'entretenait Washington contre le communisme. Tant au Nicaragua, au Salvador, en Colombie, à Cuba, au Chili, au Honduras, au Pérou, au Guatemala, au Brésil, en Jamaïque, en République dominicaine, au Costa Rica, en Argentine, au Venezuela, au Paraguay, en Uruguay, en Bolivie, et dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Congo, les États-Unis ont ravagé les terres, mis à feu les villes et villages, et réduit en bouillie toute résistance, pour imposer leur dictat capitaliste, voire impérialiste. Que dire de l'Indonésie, ou des Philippines? Au Vietnam, ils y ont largué plus de bombes qu'il en a explosé durant toute la seconde guerre mondiale! Ils ont déversé des tonnes et des tonnes d'agents chimique, dont le fameux Agent Orange –Que Mosanto fabriquait sans scrupule, en connaissant pourtant l'usage qu'en ferait l'armée états-unienne.-, et y ont ainsi, pollué, pour des années encore, les nappes phréatiques servant aux vietnamiens pour se laver, se nourrir, et boire. Les États-Unis d'Amérique ont ravagé des tas de pays, sur pratiquement tous les continents, et n'ont rien



Barack Hussein Obama un militariste, comme son prédécesseur

à montrer en exemple aux russes, aux chinois ou à quelconque autre nation qui n'était pas d'accord avec leur mission impérialiste en Afghanistan.

Obama invite ensuite les autres nations à y prendre part, disant qu'il



Obama (à droite) a loué le régime du président Hamid Karzai comme étant un « gouvernement légitime »

ne s'agit pas, que de leur fardeau. Mais encore là, le mensonge ne passe pas. Car nous savons désormais qu'ils finançaient Al-Qeada à coups de milliards, qu'ils ont également aidé les talibans à cette même époque, et qu'ils ont déversé tellement de haine à travers le monde, pour nourrir des complots tel celui du 11 septembre 2001, s'il en est véritablement un –une enquête indépendante de l'administration mensongère Bush aurait grandement aidé…-. Et, en quelques sortes, Al-Qeada est l'enfant lâché lousse de Washington. C'est, oui, leur fardeau, et j'irais plus loin! Ils sont responsables d'avoir financé Al-Qeada, qui en a fait voir de toutes les couleurs aux afghans. Si Al-Qeada avait été une conception russe, ou soviétique comme ils aiment le dire à Washington, la Russie aurait été accusée de complicité de ces atrocités, commises contre les afghans durant toutes ces années. Or, puisqu'il s'agit de Washington, même cette accusation sérieuse ne passerait pas le VÉTO que détient Washington à l'ONU.

Obama précise que le retrait des forces débuterait dès l'année 2011, en même temps que nous, du Canada. Ici, nous ne pouvons que constater l'échec patent de l'OTAN, et c'est un échec, car en 2011, il y aura toujours des talibans en Afghanistan. En moins de 18 mois, Washington ne fera certainement pas le ménage complet des montagnes afghanes…

Il dit également que le Pakistan recevra une aide, tant financière que militaire pour palier à son manque d'effectifs. Nous savons donc déjà que, comme le fut Saddam Hussein en Irak, et comme l'Iran a pu également en jouir également, Washington armera le pays, d'armes certes conventionnelles, mais de destruction de masse pour autant. Une bombe ou un missile n'épargne pas les innocents… son effet de souffle n'est pas intelligent et guidé, ni ses «shrapnels»! À quand l'inspection du Pakistan, pour que cela s'en suive d'une invasion?

On se revoit dans quelques années, cher Pakistan…

Obama dit également que 43 nations le suivent dans son exercice. Mais là encore, il s'agit de nations capitalistes, ayant leurs propres intérêts à y participer. Pour les autres, les plus petites, c'est surtout pour éviter les contraintes économiques, promises à l'époque, par le sanguinaire Bush.

Obama parle même, et oui, de la Banque mondiale! Et de l'aide qu'elle aurait apportée aux pays en voie de développement! Mais en fait, la Banque mondiale, comme le FMI en fait, n'a jamais offert d'aide, sauf contre la privatisation des ressources humaines et naturelles des pays pauvres. Le Ghana, de cette façon, est passé de société qui tentait de se libérer de la tutelle britannique à, un paradis fiscal! L'Argentine, sous la tutelle de la BM et du FMI, a fait faillite, et ce, au détriment des prolétaires de ce pays. La Banque mondiale, de fait, n'a surtout pas aidé la race humaine. Tout au contraire. Elle l'a asservie, quand c'était possible, au capitalisme, et à la dictature bourgeoise par conséquent, tout en la dépouillant de ses richesses.

Mais le comble vient vers la fin de son discours, où il parle de 60 ans de sacrifices ultimes, de dons de vies états-uniennes à travers le monde, pour le sauver et le rendre libre. Or, là encore, le mensonge pue au nez. Plus de 45 coups d'État se sont déroulés en 60 ans, et plus de 35 renversements de mouvements populaires également, ont pris part à ce soit disant sacrifice. Des dizaines de dictateurs, tortionnaires de leur régime -à la retraite en Floride-, ont pris le pouvoir grâce aux États-Unis. En Amérique latine seulement, pratiquement tous les pays ont connu une dictature, installée par Washington, ou soutenue financièrement et militairement par elle. À titre d'exemple, en ce moment même, Washington envoie des milliers de soldats en Colombie, dans des bases près des frontières vénézuéliennes. En 2002, un coup d'État a tenté de renverser Hugo Chavez, président démocratiquement élu du Venezuela, par le Venezuela. En 48 heures, Washington faisait assermenter Carmona, le dictateur non-élu du peuple, pour éviter que le socialisme ne se développe en ce sol. La réalité, c'est que Washington a commis 60 ans de crimes de guerre, 60 ans de crimes contre l'humanité, 60 ans de coups d'État, suivis de dictatures sanguinaires, de torture et de disparitions de masse, des militants socialistes. Le Shah, Suharto, Pinochet, Batista en sont quelques uns… Ils ont même aidé Pol-Pot et son régime des Khmers rouges! Ils ont même aidé Saddam Hussein! Ils sont même aidés le régime d'Apartheid d'Afrique du Sud et fait mettre en prison Nelson Mandela! Ils ont fait assassiner Lumumba! Ils ont simulé une attaque contre un porte-avion US, pour déclarer la guerre au Vietnam et y massacrer près de 4 millions de vietnamiens! De quel sacrifice nous parle donc Obama? De celui des autres, qui passèrent sous les chenilles de l'Empire?

Et si les attentats du 11 septembre 2001 étaient horribles, et qu'ils ont tué des innocents, les attentats terroristes des États-Unis d'Amérique l'étaient également et ce, à travers le monde, pendant près de 150 ans! Et parlant d'attentats, saviez-vous que Washington, durant les années 1990 en Irak, a perpétré des attentats à la voiture piégée?

Et il conclut ainsi, en disant que l'Amérique sera plus sûre, et non pas fondée sur la peur des autres, mais sur l'espoir… Eh bien!

(Rémy Landry, lieutenant colonel de l'armée canadienne, dit également que la mission irakienne est un succès. Mais pour qui donc? L'Irak a subi des pertes énormes, incomparables au règne entier de Saddam Hussein et même, à l'embargo meurtrier de Washington à son endroit. On parle de près d'un million de morts irakiens, et de bien plus de blessés… La seule réussite de Washington, ici, c'est l'enrichissement du complexe-militaro-industriel et l'endettement des contribuables états-uniens. Dès lors que les troupes états-uniennes sortiront d'Irak… Et Washington pille les ressources irakiennes, qu'elle a fait privatiser à partir du Congrès états-unien. Comédie…)

God Bless America!a

Reactionism Watch 2 décembre 2009

The Jean Dominque Murder Investigation

Suite de la page (9)

lives testifying against mass-murderers for objectivity. They did it for justice. So we worked for justice. Obtaining justice, and setting an example for the development of Haiti's justice system, did require credibility. So we tried very hard, and we still try hard, to ensure that the information we presented was accurate, was documented where possible, and was carefully analyzed. We were not infallible, but I am proud to say that our care with our facts and our analysis has withstood the test of time. We would be happy to be judged on that record.

***JS:** One press freedom group, Reporters sans frontières (RSF), took a leading role in criticizing the Aristide government over the Dominique case. Its Secretary General, Robert Menard, referring to his group's actions, said that he hoped it "would help influence the European Union to prolong the suspension of some $100 million in foreign assistance." Menard even called on the U.S. Congress and the EU to take "individual sanctions" against Aristide and Haiti's Prime Minister Yvon Neptune, including "the refusal of entry and transit visas" and "the freezing of any foreign bank accounts they have."[13] So this was meant to strengthen the resolve of the aid embargo on the Haitian government. The aid embargo, backed by International Financial Institutions (IFIs), cut off what Dr. Paul Farmer described as vital humanitarian loans and aid. Meanwhile the elite opposition, backed by the International Republican Institute (IRI) among others, refused political compromise with Aristide's elected government.[14] While RSF at times has legitimately documented clear cases of violence against the press, their lack of coverage during the interim period was appalling especially in comparison to their huge public profile prior to the coup. During the interim period, RSF was silent in regards to numerous acts of violence and intimidation against journalists — at a time in which thousands of people were being violently targeted, murdered, fired from jobs, fleeing into exile, and arbitrarily arrested and illegally detained for many months or even years.*

I interviewed a young Haitian photojournalist, Jean Ristil, who was beaten and twice illegally arrested by the police under the interim government.[15] Abdias Jean, a 25 year old Haitian radio journalist, was extrajudicially executed by police officers, who afterwards acknowledged that they killed him, on 7 January 2005.[16] But RSF still has not publicly mentioned the murder of Abdias Jean or attacks on various other journalists especially those sympathetic with the overthrown government.[17] Also, recently RSF misportrayed the known information in regards to the killing of a Haitian photojournalist Jean-Rémy Badio.[18]

MJ: This is another example of the official mobilization of the Dominique case being more about overthrowing Aristide than looking for justice. RSF was obviously not there to fight for justice. As soon as they reached their objective — overthrowing Aristide — they stopped reporting on many of the press attacks in Haiti. They've had the same politicized reporting in countries like Venezuela, criticizing the government while ignoring violence against journalists and outlets that are sympathetic to the elected government. When you look at the history of the government with the case of Jean Dominique, first with Judge Perez, then to several other judges, it looks to me like the interim government wanted to hide the case or get it into the hands of those who would do nothing. No progress was made on the case under the interim government.[19]

***JS:** If Michèle Montas or Dominique's family members asked you to renew the case into the murder of their loved one, Jean Dominique, would you do this?*

MJ: Yes! I am ready! Jean Dominique really symbolized the fight for the poor in Haiti and I am in that fight, so I would be happy to fight for this case. We are ready to go.

On 3 April 2007, S.O.S. Journalistes, headed by Reuters journalist Joseph Guyler Delva, organized a day of reflection to remember Dominique on the seventh anniversary of his death. President Préval indicated on the same day that the case should be relaunched. But violence against the press has continued, as just eleven days later Johnson Edouard, a journalist and member of Fanmi Lavalas who had reported for the weekly newspaper Haïti Progrès, *was murdered in his bed in Gonaïves.[20] On 27 September 2007, President René Préval pledged his support for an independent committee evaluating stalled investigations into the series of unsolved journalist murders, including the killings of Jean Dominique and Jacques Roche.[21] The new committee, also headed by Delva, has been provided access to official police and court documents on the murders of at least ten journalists. It is widely hoped that such efforts will eventually lead to justice for the families of the murdered journalists.[22] [As of Dec. 2009, no families have found justice.- HL] Many of Haiti's most notorious human rights criminals now walk the country freely, such as the founder of the FRAPH death squads, Louis-Jodel Chamblain, who in August 2007 was living in elegance alongside MINUSTAH officers in Pétionville's Ibo Lele Hotel. As one human rights group noted in an October 2007 report on poor victims of violence in Haiti's Plateau-Central, "former soldiers and armed civilians enjoy complete impunity."[23] While seeking justice for Dominique and Haiti's slain journalists has become a highly recognized and crucial human rights campaign, reviving a justice process for the poor and disregarded masses — those whom Dominique spent much of his lifetime advocating for — remains today an even more arduous and thankless task.*



Dominique's widow, Michèle Montas, was critical of the Aristide government for not renewing the mandate of chief prosecutor Claudy Gassant

Notes

5 Jonathan Demme, "Jean Dominique Eulogy," *National Coalition for Haitian Rights (NCHR)*, April 7, 2000.

6 "Haiti Human Rights Report," *Let Haiti Live Coalition*, May 1, 2004; Anthony Fenton, E-mail to author, May 1, 2007; Hyppolite Pierre, E-mail to author, May 2, 2007. NCHR/USA later split with NCHR/Haiti over numerous issues, not the least according to Hyppolite Pierre that NCHR/USA thought by the end (largely due to diaspora pressure) that NCHR/Haiti was too partisan. NCHR/Haiti is now known as Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) and remains heavily sponsored by foreign donors.

7 Michèle Montas, "Is Another Assassination of Jean Dominique about to Take Place?," *Radio Haiti Editorial*, March 7, 2002.

8 "Seven years of impunity since leading radio journalist's murder on 3 April 2000," *Reporters sans frontières*, April 3, 2007; "Haiti: Jean Dominique, seven years on – forgotten by justice?" *Amnesty International*, April 3, 2007. According to Amnesty International, "In March 2003, the third examining magistrate to take up the case presented his concluding report in which he committed six individuals for trial. Three of the suspects were released on appeal in February 2004. The other three were arrested by police but escaped from the National Penitentiary in February 2005."

9 Peter Hallward, "Insurgency and Betrayal: An Interview with Guy Philippe," *HaitiAnalysis*, March 24, 2007.

10 Sue Montgomery, "Former Montreal professor is taking credit for being the political mastermind of Haiti's rebellion," 9 March 2004, *The Gazette*.

11 Jim DeFede, "A Marked Man," *Miami New Times*, 28 August-September 3, 1997.

12 Peter Hallward, "An Interview with Jean-Bertrand Aristide," *London Review of Books*, February 22, 2007. Former President Aristide in regards to Dany Toussaint's relationship with the United States, explained, "He was working for them from the beginning, and we were taken in. Of course I regret this. But it wasn't hard for the Americans or their proxies to infiltrate the government, to infiltrate the police. We weren't able to provide the police with the equipment they needed, we could hardly pay them an adequate salary. It was easy for our opponents to stir up trouble, to co-opt some policemen. This was incredibly difficult to control."

13"Zero tolerance for the media: an enquiry into the murder of journalist Brignol Lindor," *Reporters sans frontières*, September 10, 2002.

14 Walt Bogdanich, "Mixed U.S. Signals Helped Tilt Haiti Towards Chaos," *New York Times*, January 29, 2006; Isabel Macdonald, "The Freedom of the Press Barons: The Media and the 2004 Haiti coup," *Dominion*, February 1, 2007.

15 Eric Feise, Jeb Sprague, "Persecuted Haitian Photojournalist Speaks Out: Jean Ristil & Cité Soleil," *Upside Down World*, August 30, 2006; Jeb Sprague, "MINUSTAH Hospitality," *PopDem*, August 18, 2007. The author was harassed and intimidated by MINUSTAH soldiers of the Brazilian contingent while gathering photos and interviewing human rights activists of the *Fondasyon 30 Septamn* in front of the National Palace in Port-au-Prince. Just day's prior on the evening of August 12, 2007 the organization's leader Lovinsky Pierre-Antoine was kidnapped. His whereabouts remain unknown.

16 "UNESCO Director-General condemns murder of Haitian radio journalist Abdias Jean," *UNESCO*, January 28, 2005; Joe Emersberger, Jeb Sprague, "January 14, 2007: Two Years Since the Killing of Abdias Jean," *Haiti Analysis*, January 14, 2007. Concannon observed, "Abdias Jean's killing is yet one more example of the double standard, where the lives of poor black men in Haiti matter least. Had he been a journalist with a prominent Haitian or foreign outlet visiting Cite de Dieu, he would have been eulogized for his courage in going into that neighborhood. But he was a poor journalist covering his neighbors, so he has been forgotten." Diana Barahona, Jeb Sprague, "International Republican Institute Grants Uncovered: Reporters Without Borders and Washington's Coups," *Counterpunch*, August 1, 2006. RSF denies that it ever received any funding from the *International Republican Institute* (IRI) but officials at the *National Endowment for Democracy (NED)* identify three grants as including financial support to RSF. These are IRI 2002-022/7270, IRI 2003-027/7470 and IRI 2004-035/7473.

17 Amy Goodman, "The Killing of Ricadro Ortega: Witnesses Say U.S. Marines Fatally Shot Spanish Journalist in Haiti," *Democracy Now*, November 22, 2004; Justin Felux, "American Journalist Arrested in Haiti: Free Kevin Pina!" *Counterpunch*, September 12, 2005; Alfred de Montesquiou, "Bodyguards beat up three Haitian reporters," *Associated Press*, October 3, 2005; Mike Levy, "Harassment of Radio Solidarite," *Agence Haitïenne de Press*, July 29, 2005; Mike Levy, "AHP/Radio Solidarite founder/director Venel Remarais returned safely to Haiti," *Agence Haitienne de Press*, July 30, 2005; "Haitian News Organizations Protest Government Attacks on Press Freedom," *Agence Haitïenne de Press*, August 3, 2005.

18 Jeb Sprague, "Haiti: Lame Ti Manchèt Accused of Role in Killing of Photojournalist," *Narco News*, January 25, 2007.

19 "RSF lobbies government over its continued failures to punish killers of journalists Brignol Lindor and Jean Dominique," *Reporters sans frontières*, December 3, 2004; "Haiti: Jean Dominique, seven years on – forgotten by justice?" *Amnesty International*, April 3, 2007.

20 Steven Jacobs, "Report: Gunmen kill Haiti journalist with NYC paper," *Associated Press*, April 14, 2007.

21 "Préval pledges justice in murders of Haitian journalists," *Committee to Protect Journalist*, September 27, 2007. The independent committee includes reporters Euvrard Saint-Armand of Radio Caraïbes, Anne Marguerite Auguste of Radio Solidarité, Dieudonne Saincy of Radio Métropole, Jean Wilmer Morin from local radio station Tropic FM and the television station Télémac, Louis Gary Cyprien of the daily *Le Nouvelliste*, Marie Nick Marcelin of Radio Ibo, and Idson Saint- Fleur of the radio station Signal FM.

22 Delva reports fearing for his life after coming under intimidation in November of 2007 and believes it likely emanated from an important suspect in the Jean Dominique investigation, Haitian Senator Rudolph Boulus. Boulus is reportedly utilizing senatorial immunity in order to avoid answering questions into the reopened investigation; "Media Rights Advocate Under Threat in Haiti," *Haiti Support Group*, 7 November 2007; Wadner Pierre, Joe Emersberger, "Gunshots Fired at Radio-Tele Ginen," *Haiti-Analysis*, 9 November 2007.

23 Evel Fanfan, "Central Plateau: Mirebalais-Lascaobas-Belladère: Former soldiers and armed civilians enjoy complete impunity. The Current situation of the Victims of Former Soldiers and Armed Civilians from 2002-2005," *Association des Universitaires Motivés Pour Une Haïti Des Droits (AUMOHD)*, 12 October 2007.

Chrétiens & Sida s'ancre en Gwadloup et veut rayonner dans la Caraïbe à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida…



Le stand Chrétiens & Sida

Pour marquer la journée mondiale de lutte contre le SIDA, l'association Chrétiens & Sida qui est implantée en Gwadloup depuis cinq ans, a tenu à témoigner à la fois de sa présence attentive auprès des personnes atteintes du VIH, qui souffrent et sont trop souvent isolées, et en même temps conscientiser les jeunes sur les risques encourus et leur donner autant que faire se peut le sens de la responsabilité.

Chrétiens & Sida est une association qui veut promouvoir un accompagnement de proximité : éviter absolument la stigmatisation, favoriser l'information et la formation, accompagner les personnes, contrecarrer à tous prix les tabous et erreurs de jugement et les clichés tout faits.

Ce samedi 28 novembre après-midi était organisé un stand place St François à Basse-Terre, en lien avec les associations Entraid'Gwadloup et Gwada Unis Vers (qui sont aussi tournées vers l'accompagnement des personnes exclues ou séropositives), afin de mettre l'information à la portée de tous. Dans un climat d'amitié et de respect, des gens, et des jeunes surtout, sont venus discuter avec les bénévoles et professionnels de santé de l'association Chrétiens & Sida présents sur place. « Il y a tant à faire, notre Gwadloup malheureusement est dans le peloton de tête des départements français fortement contaminés » plaide Yvette Laupa, des services de santé au Conseil Général et dévouée militante de la première heure à Chrétiens & Sida.

Chrétiens & Sida se veut être, selon son slogan, « des chrétiens au cœur de l'épidémie, l'épidémie au cœur des chrétiens »… comment témoigner d'un humanisme chrétien au cœur de ce fléau qui gangrène le monde et notre Caraïbe en particulier ! N'oublions pas que la recherche médicale avance, mais qu'il y a encore du chemin à parcourir… Nous ne devons pas baisser les bras. (On se rappelle que le Président National de Chrétiens & Sida est le Professeur Jean-Louis Vildé, très proche de l'équipe du Professeur Montagné qui a reçu le prix Nobel de médecine l'an dernier pour sa recherche sur le virus du Sida).

Ce 28 novembre l'association Chrétiens & Sida a terminé la journée par l'animation de la messe dominicale à la cathédrale, célébrée par Père Albert Chalder, curé de Basse-Terre. Le témoignage d'un membre de chaque association présente est venu vulgariser le message pour tous : message porteur d'espoir malgré tout, comme a su le dire avec émotion Mme Dominique Pineau. « En ce premier dimanche de l'Avent, a précisé le prêtre dans son homélie, il nous faut nous resituer authentiquement en tant que chrétiens afin de préparer Noël comme il faut, et surtout en étant attentifs aux malades, aux isolés, aux personnes qui souffrent. « Ne parlez pas de la souffrance vous ne savez pas ce que c'est ! disait le cardinal Veuillot mort de leucémie à cinquante ans ». Justement, le chrétien doit toujours essayer de comprendre la souffrance de son prochain et de la porter avec lui, a conclu Père Chalder ».

Toutes les personnes présentes ont pu repartir avec un petit questionnaire permettant à chacune et chacun anonymement d'exprimer leurs souhaits, attentes, demandes, propositions d'aide… ce questionnaire devrait permettre à l'association d'être plus efficace, serviable et proche des gens. Dans une semaine aura lieu la rencontre annuelle de Chrétiens & Sida pour les DFA (Départ. Franç. des Antilles) en Martinique afin de coordonner nos moyens et méthodes pour une approche plus authentique de la réalité Caribéenne. Nous souhaitons en effet créer un lieu d'accueil et d'écoute à Schoelcher (Trois-Rivières) qui devrait être opérationnel dès janvier 2010, et nous souhaitons monter une antenne d'aide en Haïti, que, dans un premier temps nous coordonnerons de notre mieux depuis la Basse-Terre.

Mardi 1° décembre, notre présence est assurée dans les établissements scolaires qui nous en ont fait la demande, comme le collège de Trois-Rivières et la Maison des Jeunes de Sainte-Rose, pour dialoguer avec les jeunes et les informer, car il faut absolument privilégier le dépistage anonyme pour éviter la propagation. N'hésitez pas à nous rejoindre, toutes les compétences et générosités sont les bienvenues ! Fos é kouraj !

Charles LANOPOIRE Cadre Educatif au LPP de Blanchet Et responsable de l'antenne Chrétiens & Sida .Tel. 0690 41 16 57

L'Ostéoporose

Par Dòk Fanfan

Préliminaire biologique

Les os et le squelette sont la charpente du corps humain, ils sont retenus entre eux par les ligaments, les muscles et leurs tendons. Les os sont des tissus durs constitués par une trame minérale formée de minéraux comme le calcium, le phosphore, le magnésium... Chaque individu a un capital osseux à surveiller et à entretenir, ce, dès la petite enfance.

Qu'est ce que l'ostéoporose?

L'ostéoporose est une maladie diffuse du squelette où le capital osseux a diminué. C'est une maladie qui réduit la densité et la masse de l'os, on parle aussi de déminéralisation osseuse. Dans cette affection on observe aussi des changements dans l'architecture de l'os. L'ostéoporose touche le métabolisme du calcium et il apparaît une diminution de la masse calcique osseuse, l'os devient poreux (d'où le terme «ostéoporose») et alors fragiles. Les os tendent à devenir de plus en plus cassants, menant éventuellement à des fractures.

Les facteurs favorisants

Le sexe : les femmes souffrent fréquemment d'ostéoporose après la ménopause, mais les hommes ne sont pas à l'abri de cette maladie. Beaucoup de femmes de plus de 60 ans risquent d'avoir une fracture à cause de l'ostéoporose.

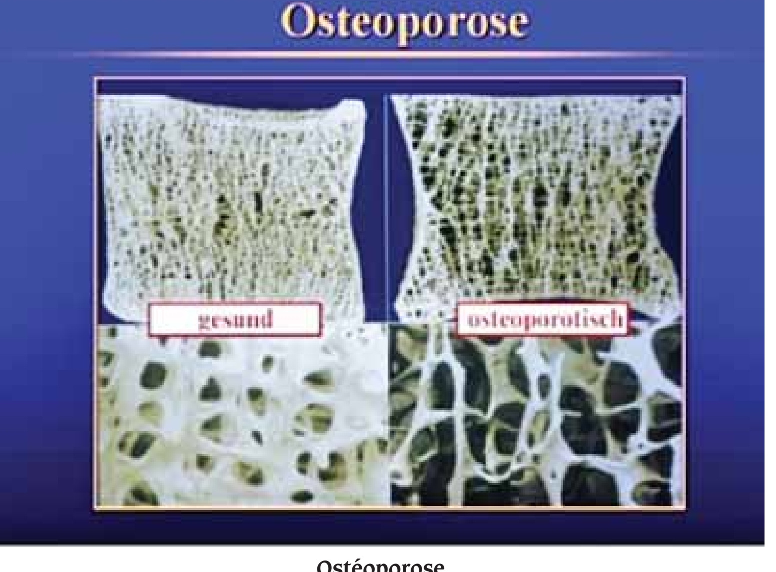
Le vieillissement, c'est certain, mais la maladie n'est pas pour autant inéluctable : la prévention est essentielle et aujourd'hui, des traitements existent.

La diminution des oestrogènes est un facteur favorisant l'apparition de l'ostéoporose, donc les femmes ménopausées sont sujettes à cette maladie d'autant plus si la ménopause est précoce.

Les traitements par les stéroïdes entraînent aussi l'apparition d'une ostéoporose. Le tabagisme, l'immobilisation prolongée, la sédentarité, des antécédents familiaux, un faible poids, certaines maladies endocriniennes sont aussi des facteurs favorisant la survenue de l'ostéoporose.

L'ostéoporose évolue sans symptôme...

L'ostéoporose est indolore, il n'y a aucun signe clinique. Ce sont généralement les fractures qui signent l'évolution de la maladie : en effet



Ostéoporose
A gauche: os normal
A droite: os poreux d'ostéoporose

une fracture signe la fragilité de l'os et le risque de faire une autre fracture est incontestable. Les fractures peuvent toucher n'importe quel os, mais le radius (os du poignet), les vertèbres, le col du fémur font plus souvent parler d'eux et dans cet ordre chronologique.

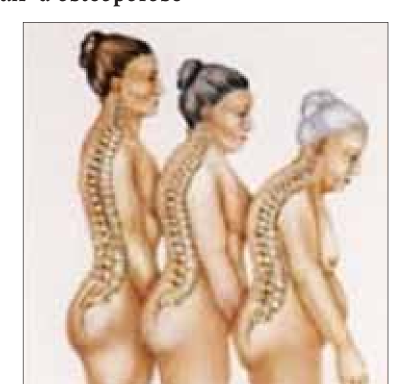
L'ostéoporose est grave par ses complications

L'ostéoporose donnant par définition des os fragiles, ceux-ci risquent de se casser : c'est ce qui fait toute la gravité de cette maladie. Les fractures les plus fréquentes sont celles du col du fémur (au niveau de la hanche), les fractures du poignet et celles des vertèbres.

Les fractures des vertèbres passent quelquefois inaperçues, et alors on parle improprement de tassements vertébraux. Ce sont des sujets qui se tassent, le dos se voûte, la taille diminue. Une radiographie de la colonne vertébrale montrera des vertèbres fracturées, plus ou moins bien consolidées et une ostéoporose. Un traumatisme minime, un faux pas, peut entraîner une fracture chez une personne souffrant d'ostéoporose. Les fractures chez les personnes âgées peuvent entraîner d'importantes conséquences, elles risquent d'engendrer une invalidité et une perte de leur autonomie voire le décès.

Le traitement préventif de l'ostéoporose

L'exercice physique semble au moins stabiliser la densité minérale


Le dos se voûte dans l'ostéoporose

osseuse (DMO), en tout cas il assure le maintien d'une bonne qualité musculaire et diminue le risque de pertes de l'équilibre, fréquentes chez les personnes âgées et donc les chutes. A cela s'ajoute des recommandations diététiques.

Le capital osseux se constitue dès l'enfance, il est important d'avoir une alimentation riche en calcium. Il est apporté essentiellement par le groupe des produits laitiers (lait, yaourts, fromages…), certaines eaux minérales sont aussi riches en calcium. La vitamine D est nécessaire au métabolisme du calcium : elle permet son absorption dans l'organisme et la fabrication du tissu osseux. Il faut s'exposer aux rayons UV du soleil pour que la vitamine D soit active (attention, ne pas exagérer, les rayons solaires en excès sont nocifs pour la peau et les yeux).

Célébration de la journée mondiale des handicapés

Le jeudi 3 décembre dernier, c'était la célébration de la journée mondiale des personnes handicapées. En Haïti, diverses activités ont été réalisées pour marquer cette date. Au nombre de ces activités figurait l'exposition de centaine d'œuvres réalisées par des personnes handicapées; il y a eu la remise de prix par Denise Magloire Fouchard aux petites sœurs de Sainte-Thérèse pour leur soutien aux personnes handicapées.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs responsables de l'Etat tels : le secrétaire d'Etat à l'intégration des personnes handicapées, Dr. Michel Péan ; le ministre des Affaires sociales, Yves Cristallin, le ministre de l'Education nationale, Joël Dérosiers Jean Pierre, l'ex-ministre de la condition féminine, Adeline Magloire Chancy ; le secrétaire d'Etat à la production animale, Michel Chancy ; le directeur général du CONATEL, Marcelin Montaigne entre autres.

En cette circonstance, Dr. Michel Péan a profité pour faire état des multiples problèmes que confrontent les personnes handicapées. D'après Michel Péan, les personnes handicapées sont malheureusement victimes de stigmatisation, de marginalisation et de l'exclusion sociale. Pour remédier à cette situation, un projet de loi sur la problématique des personnes handicapées a été déposé au Parlement haïtien. Le vote de ce projet de loi favorisa certainement l'amélioration des conditions d'existence des personnes handicapées qui représentent 10% de la population haïtienne, soit environ 800 mille personnes. Il demande une fois de plus aux parlementaires d'accorder une priorité spéciale à ce projet de loi. «L'éducation et l'intégration des personnes handicapées dans le marché du travail sont les principaux défis à relever afin de parvenir à l'intégration massive des personnes à besoins spéciaux handicapées dans tous les domaines de la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays. » a-t-il soutenu.

De plus, selon Yves Cristallin, seulement 10 handicapés travaillaient dans l'administration publique haïtienne en 2007, actuellement le nombre est augmenté à 40. Il a déclaré pendant son passage à la tête du ministère : « *Nous allons tout faire pour soutenir les démarches du secrétaire d'Etat en faveur des personnes handicapées. En partenariat avec les institutions travaillant avec les personnes handicapées, je vais multiplier mes actions pour parvenir à une intégration massive des personnes à besoins spéciaux pour une société vraiment inclusive.* » a-t-il souhaité.

D'aucuns se demandent si l'Etat haïtien dans son état actuel travaille-t-il vraiment dans le sens de l'établissement d'une société inclusive ? Depuis après le coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004, une politique d'exclusion sociale n'a cessé de faire son chemin avec la prise du pouvoir par René Préval. Il ne cesse d'exclure la majorité nationale des affaires de l'Etat, dans le processus démocratique pour la construction d'un Etat de droit. Alors monsieur le ministre, de quelle société inclusive parlez-vous ?

Une école d'Art et Techniques

Suite de la page (3)

demander à tous les Camperrinois qui sont ici ou ailleurs, aux ONGs et au gouvernement d'apporter leur soutien soit en espèce ou en nature. Elle a besoin d'un nouveau local, de matériels didactiques et de la nourriture pour les jeunes.

Le vendredi 4 décembre 2009, s'est déroulée la grande cérémonie de remise de diplômes aux jeunes finissants du programme d'IDEJEN, au local de la salle Saint Louis des Cayes en présence des représentants du gouvernement, des membres des ONGs particulièrement la représentante de l'USAID en Haïti, Mme Julee Allen, les moniteurs, le Parrain de la promotion, le vice président de la Chambre de Commerce du Sud, Docteur Jude Marie Banatte, parents et amis. Ce projet, IDEJEN, a été financé par l'USAID à travers 11 organisations de différentes communes et localités du département du Sud, tels que : Saint-Martin de Porrès à Maniche, COFES 1 à Valbrune, COFES 2 à Solon, APADEB à Boyer, ORAC à Carpentier, Action 2000 à Camp-Perrin, COGOC à Ducis, UJDEC aux Cayes, UHPEC à Aquin, ODAH à Arniquet et AJC à Cavaillon. Un effectif de 550 jeunes, à raison de 50 par centre, est formé en technique agricole, santé animale, transformation de fruits, cultures maraîchères, maçonnerie, plomberie, électricité et restauration.

Désormais, ces jeunes sont armés d'outils, leur permettant de se prendre en charge et de se réinsérer dans leur communauté respective. Ils perdent leur statut de « jeunes en situation difficile » pour être maintenant des citoyens à part entière et constituent une force de travail considérable pour le développement du Pays en luttant contre la délinquance juvénile. APAT 2000 avait 50 récipiendaires qui ont été formés en électricité et en plomberie, dont le siège est établi dans la localité de Journy à l'intérieur, non loin de l'Hôtel le Recul, sis à Mersan, une localité de la 1ère section de Camp-Perrin. APAT 2000 a également un bureau à Port-au-Prince #8 Bis, Rue Caravelle, Zone Poupelard. Tél : (509) 39 32 81 74 / 36 38 60 14. Email : apromat2000@yahoo.fr.

Honduras, pays soumis par des élections illégitimes

Suite de la page (12)

mettent en place. On continue dans la même ligne des dictatures militaires des années 70 qui avaient été imposées dans tout le continent au nom de "la Doctrine de la Sécurité Nationale". Elles ont eu un terrible coût en vies humaines avec des milliers de morts, des torturés, des emprisonnés des disparus et, en plus, avec la destruction des capacités productives des peuples et la mise en place du néo-libéralisme qui a provoqué l'endettement avec toutes les conséquences qui ont suivi: les ajustements structuraux, les privatisations et la dérégulation généralisée.

Les grands moyens de communication, véritables monopoles au service des intérêts de domination imposés, se déchaînent dans des campagnes nationales et internationales contre les gouvernements qui veulent avoir leur propre façon de penser et qui recherchent l'indépendance et la souveraineté de leurs peuples. Lorsque le bombardement culturel et les règles du marché n'ont pas les résultats escomptés, c'est alors que surviennent les agressions et les coups d'Etat soutenus par la CIA et le Département d'Etat. C'est ce qui est arrivé au Venezuela, en Bolivie et lors de l'agression de la Colombie contre l'Equateur.

Il est clair cependant que le chemin choisi par tous les organisateurs de coups d'Etat ne peut pas continuer longtemps. Le peuple du Honduras s'est dressé pour défendre sa liberté et ses droits. Après 150 jours de résistance non-violente dans les rues et dans toutes les régions du pays, aujourd'hui même, dans leur grande majorité, ils sont retournés dans leurs maisons (pour boycotter les élections) et donner une réponse digne et sans équivoque à la frauduleuse convocation électorale. Les gouvernements du continent et du monde entier sont très nombreux à avoir refusé de reconnaître le gouvernement issu du coup d'Etat et à ne pas vouloir donner leur accord à l'organisation de ces élections. Nous demandons instamment aux gouvernements de la région et aux organismes internationaux comme l'Organisation des Etats Américains (OEA), l'ONU, le Parlement Européen et l'Union Européenne, de ne pas reconnaître aussi cet essai de blanchiment du coup d'Etat par des élections. Ils doivent insister pour obtenir le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la restitution du pouvoir au Président Zelaya, et ils doivent suspendre toute forme de soutien au gouvernement du Honduras, qu'il soit financier, commercial et militaire, tant que cela dure.

Nous appelons les organisations de défense des droits humains et les organismes sociaux, culturels et religieux à assumer de façon solidaire la défense de la souveraineté et de l'Etat de Droit du peuple hondurien et de rejeter toute forme de complicité qui rendrait bâtard l'exercice de la démocratie.

La Paix est le fruit de la Justice; il n'existe pas d'autre chemin possible. Pour cela, il faut écouter la voix du peuple hondurien qui continue à réclamer la mise en place d'une Assemblée Constituante Nationale afin de remettre le pays sur pied sur des bases d'égalité et d'inclusion. Alors seulement, il sera possible de gouverner.

Buenos Aires, le 29 novembre 2009
(Traduction Francis Gély)
ALAI, América Latina en Movimiento décembre 2009

Manifestasyon baz Fanmi Lavalas nan Site Solèy

Soti nan paj 6

konstitisyon 1987 la di l. Oganizasyon yo di y ap rete mobilize jiskaske KEP sa a rache manyòk li bay tè blanch.

Komisyon pèmanan Ti Fanmi, nan yon konferans pou laprès yo te bay madi premye desanm nan, lanse yon mizangad bay tout trèt k ap mache di Fanmi Lavalas pral nan eleksyon. Responsab Ti Fanmi yo Claudy Sidné di yo konplo sa a pap pase, tout trèt yo chache kan yo. Men sa li te deklare: « *Nou panse ti diktatè sa a ki rele René Préval la, li pa respekte règ jwèt la, ki di vòt tout moun konte. Prezidan Préval gentan ouvè tout pòt simityè ak tout pòt prizon yo, paske li pral touye, disparèt anpil moun ki pral manifeste kont desizyon li pran ak Gaillot pou l mete 17 pati politik deyò nan eleksyon yo, menm jan li poko janm ba nou kisa li fè ak Lovinsky Pierre Antoine. Nou konnen li pral bay lòd ak fòs okipasyon Loni an Minustah menm jan li te ba yo lòd pou yo te touye pèp Site Solèy la, menm jan li te bay Minustah lòd pou te touye moun ki te vin nan antèman Pè Gérard Jean Juste la. Noumenm nan Fanmi Lavalas nou pap bay legen, fòk nou patisipe nan eleksyon. Si Fanmi Lavalas pa nan eleksyon, pap gen eleksyon, se elektè ki fè eleksyon, 70% elektè yo se nan Fanmi Lavalas yo ye. Fanmi Lavalas pa gen pati zanmi, Fanmi Lavalas pa gen okenn manm li ki al nan eleksyon sou banyè lòt pati ou regwoupman politik. Tout moun ki ale se trèt yo ye, nou konsidere moun sa yo pa nan Fanmi Lavalas ankò. Jan sa di nan chat òganizasyon an nan atik 8 la.* »

Rezo ògàn nasyonal miltiplikatè Fanmi Lavalas (RONMFL) te fikse pozisyon l nan yon konferans pou laprès epi mande pou KEP a ale : Romestil Pierre Melisca te pale konsa : « *Nou menm nan RONMFL k ap goumen pou tabli bon jan demokrasi san fòs kote nan peyi a, rele laprès pou l denonse gwo konplo prezidan Preval ak fòs fènwa reyaksyonè yo ap manniganse kont mas pèp la, lè n tande konsey Elektoral Pwovizwa koupyon Gaillot Dorsainvil lan di l pral fè eleksyon/seleksyon san patisipasyon majorite nasyonal , ki andedan Fanmi Lavalas. Lè n tande deklarasyon prezidan Dominiken an Leonel Fernandez te fè devan palman fransè a, madi premye desanm, kote l te mande pou solda Loni yo rete nan peyi a pou 10 zan ankò, jiskaske yo mete peyi a sou titèl. Se menm vye pawòl dwat e gòch sa yo prezidan Préval toujou ap repete pou fè peyi a rete anba bòt Blan.*

Lè n konsidere gwo kriz k ap ravaje inivèsite Leta a depi plis pase dis mwa, olye prezidan Preval chache satisfè revandikasyon etidyan yo, se arete yo mete yo nan prizon epi transfòme fakilte medsin an yon veritab komisarya, voye sòlda fòs okipasyon ak ajan Cimo yo al bonbade etidyan yo ak gaz lakrimojèn. Lè n konsidere Prezidan Prèval ak tout ekip li a ap aplike yon politik neyoliberal ak privatizasyon antrepriz piblik yo k ap mete anplwaye yo deyò nan bwat Leta yo san dedomajman. Anplwaye Viktim sa yo pa janm sispann reklame dedomajman ak reparasyon Leta dwe yo. Lè n tande pati Prezidan Preval, Inite-Titanik ki fèk fòme ap peye kosyon pou chak kandida li yo : 10 kandida pou pòs senatè a 100 mil goud fè yon milyon goud, 95 kandida pou pòs Depite a 50 mil goud fè 4 milyon 750 mil goud, ki kote Inite-Titanik jwenn lajan sa yo ? Eske se pa lajan taks pèp la Prezidan Preval ap gaspiye nan fè konplo sou pèp la ?

Depite Joachim Orelien nan Grandans peyi a, ki menm rive touye yon jèn gason ki te rete lakay li, mete kaka chat deyò pou l di se Palè Nasyonal ki bay tout kandida Inite yo lajan pou y al enskri. Nou menm nan RONMFL, nou di konplo sa yo pap pase, n ap kanpe ankwa kont li, se poutèt sa nou mande popilasyon an leve kanpe nan yon mobilizasyon manch long pou fòse KEP koupyon Dorsainvil lan rache manyòk li, bay tè a blanch, paske odepa nan pwosesis pou bay chak pati yon nimewo, jwèt la gate, lòbèy pete, yo kenbe Inite-Titanik men nan sak nan vòlè. Mas pèp la di, li pa pral nan eleksyon ak vòlè sa yo ki sou pouvwa a. Fòk KEP sa a ale, epi mete yon lòt KEP tounèf jan atik 289 konstitisyon 1987 la mande sa, pou KEP sa a ka endepandan pou l fè eleksyon san pati pri, san esklizyon, onèt, lib e demokratik. Se nan sans sa a, RONMFL apiye inisyativ yon gwoup sitwayen pran pou mete yon petisyon deyò pou mande kraze KEP koupyon Dorsainvil lan e nou mande popilasyon an pou yo vinn siyen petisyon sa a jou k ap jedi 10 desanm lan soti 10 zè nan maten pou rive 2 zè aprèmidi, sou plas konstitisyon an channmas ak sou plas Dèmati an fas Palè Nasyonal. Nou pwofite okazyon sa a pou n mande Prezidan Préval voye lese pase a bay Dokté Jean Bertrand Aristide, prese prese pou l ka retounen nan peyi l. »

Yon sèl nou fèb
Ansanm nou fò
Ansanm ansanm nou se Lavalas

Camp-Perrin: le canal d'Avezac, un patrimoine historique et touristique

Suite de la page (3)

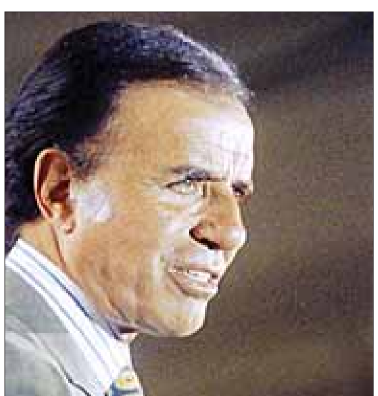
de tabac, de pois, de maïs et de légumes.

En les récoltant, ils trouvent de l'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Nous nous rendons compte que le canal d'Avezac est une source de revenus pour des centaines de planteurs. Il est à noter que le barrage de l'eau du canal d'Avezac, espace touristique dans la zone de Bananier, est une merveille pour beaucoup de gens qui le visitent. Il y a beaucoup de travaux de réhabilitation qui se font dans le canal d'Avezac à travers les Ateliers Ecole de Camp-Perrin financés par l'Union Européenne. Malgré tout, rien n'a changé, la situation reste telle qu'elle, surtout en période de pluie, avec la Ravine du Sud qui n'est pas traitée. Aujourd'hui, le débit du canal laisse beaucoup de regrets à l'ancienne génération qui connaissait le volume d'eau qui y coulait autrefois.

Mais avec la dégradation de l'environnement du Parc Macaya, qui est le bassin d'alimentation de ce dit barrage, l'eau diminue considérablement. Et quand la Ravine du Sud est en crue, elle transporte des sables et des roches qui viennent combler le barrage, ce qui rend difficile l'arrosage des terres de la première section. Un appel au secours est lancé aux autorités locales et nationales concernées pour apporter une réponse à cette situation délabrement.

Argentine : l'inculpation de Carlos Menem dans l'affaire Thales Spectrum

Un tribunal fédéral a confirmé vendredi en appel l'inculpation de l'ex-président


L'ex-président Carlos Menem

Carlos Menem (1989-99) pour corruption dans le cadre d'une enquête sur l'octroi d'un marché public en 1997 au groupe français d'électronique et de défense Thales Argentine.

La Chambre fédérale a confirmé « l'inculpation sans détention préventive de l'ex-président Menem dans l'enquête sur des irrégularités dans la décision d'octroyer à Thales Spectrum le contrôle du spectre radioélectrique », selon le centre d'information judiciaire. Elle a également confirmé la mise sous séquestre de 200 millions de pesos (54,5 millions de dollars) sur les biens de M. Menem, 79 ans, aujourd'hui sénateur et bénéficiant à ce titre de l'immunité parlementaire.

La justice suisse a décidé fin octobre de transmettre à Buenos Aires des documents bancaires concernant cette enquête. La liste des autres personnes prévenues dans cette affaire inclut d'anciens fonctionnaires de l'ancien président argentin et les anciens directeurs du groupe Thales en Argentine Jorge Neuss et Juan Carlos Cassagne. La justice argentine enquête depuis 2004 sur le présumé versement de quelque 25 millions de dollars de pots-de-vin à des responsables argentins dans le cadre de l'attribution de la concession de l'espace radioélectrique national.

Thales Spectrum International, filiale de Thales (ex-Thomson) avait remporté en 1997, en tant que seul compétiteur, ce contrat qui avait fait de l'Argentine le seul pays du monde à céder le contrôle de son spectre radioélectrique, indispensable pour la télévision, radio et téléphonie mobile. La passation de ce marché public avait été annulée en 2004 par l'ex-président Nestor Kirchner (2003-2007) après la découverte d'irrégularités par les services de lutte contre la corruption.

AFP, le 4 décembre 2009

Bolivie : large victoire électorale d'Evo Morales et du MAS

Evo Morales a annoncé sa victoire à l'élection présidentielle en Bolivie après que les résultats tirés des urnes aient indiqué qu'il avait facilement été réélu avec plus de 60% des voix.

« Le processus pour le changement a prévalu », a souligné M. Morales, dimanche soir depuis le balcon du palais présidentiel à La Paz, devant des milliers de partisans criant « « Evo Mas ! Evo Mas! » [jeux de mots entre « mas » [plus] et « MAS » [Movimiento al Socialismo]

Une estimation rapide à la sortie des urnes Morales donnait entre 61 et 63% des voix à Evo Morales [Président sortant], soit plus de 35 points d'avance sur son plus proche rival, Manfred Reyes Villa, un ancien gouverneur qui n'a obtenu que de 23 à 25 pour cent des voix.

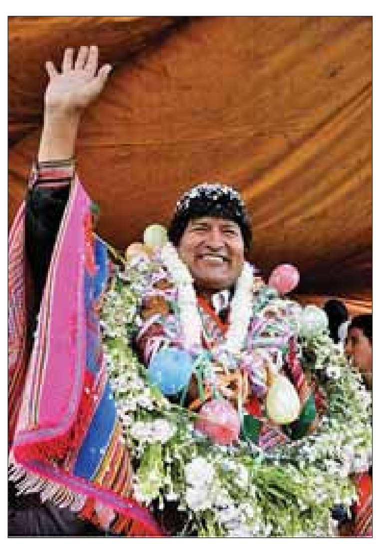
Le scrutin de dimanche semble également donné au Président Morales un contrôle absolu du Congrès, ce qui signifie qu'il aura les mains libres pour approfondir les réformes durant tout son nouveau mandat de cinq ans.

Le Mouvement vers le socialisme [MAS] au pouvoir a réussi à emporter les deux tiers des sièges au Congrès, et à retirer aussi le contrôle du Sénat des mains de l'opposition conservatrice, selon les dernières estimations.

Si elle est confirmée, cette victoire permettra au Président Morales de faire adopter des lois sans avoir à négocier avec l'opposition.

Les résultats officiels ne sont pas publiés avant mardi soir.

Le premier président indigène de la Bolivie - un ancien éleveur de lamas qui n'a jamais fréquenté l'école secondaire - a gagné un taux d'approbation de plus de 60%, donc de la plus grande partie de la majorité indigène du pays.


Le président Bolivien Evo Morales a été réélu avec plus de 60% des voix

Depuis qu'il a pris ses fonctions en 2006, il a institué des quotas pour nommer des personnes d'origine indienne dans l'armée, et il a créé une école spéciale pour les futurs diplomates venant de milieux indigènes également. Il a aussi mis en place trois universités autochtones.

Morales a nationalisé les ressources en hydrocarbure en gaz de la Bolivie, initiative qui a contribué à tirer du rouge l'économie du pays et d'accumuler 8 milliards de dollars de réserves.

Critiques des possédants

Mais il a également provoqué la colère des Boliviens qui ont vu leurs propriétés foncières diminuer dans le cadre des réformes initiées par le Président.

Pour ses détracteurs, il n'a pas réussi à augmenter la production dans le secteur pétrolier et gazier, ni à éradiquer la corruption dans les entreprises publiques d'énergie ni à développer l'industrie du gaz naturel [que la droite bolivienne critique la corruption ne manque pas de sel !... -N.d.T].

Teresa Bo, correspondante d'Al Jazeera, rapporte depuis la capitale administrative, La Paz, que la carte des votes, selon les sondages à la sortie des bureaux de vote, révèle que perdure la division du pays, les provinces les plus riches continuant à s'opposer à Morales [souvent par les moyens les plus violents - N.d.T].

Morales n'aurait obtenu que 40% des voix à Santa Cruz, une province clé qui s'est opposé à sa présidence et a demandé l'autonomie de son gouvernement central, alors que le Président en exercice a gagné plus de 70% des voix à La Paz. Mais les résultats non officiels de dimanche montrent que l'opposition, qui à plusieurs reprises a contesté Morales dans les premières années de sa présidence, est affaibli, même si elle conserve un fort soutien dans les régions de l'Est qui abritent de nombreuses et importantes ressources naturelles du pays et des entreprises de premier plan.

Notre correspondant a également signalé que même s'il y a eu quelques plaintes pour insuffisance de bulletins de vote et quelques modifications de bulletins, les responsables du Conseil Electoral, l'Organisation des États américains et les observateurs de l'UE sont satisfaits du déroulement de l'élection.

L'élection d'Evo Morales pour un second mandat a été rendue possible après qu'il ait emporté un référendum abrogeant le délai d'un terme à la présidence.

Cette initiative s'apparente à celles lancées par d'autres dirigeants latino-américains, dont le Vénézuélien Hugo Chavez et l'Equatorien Rafael Correa.

Al Jazeera 7 décembre 2009

Traduction: Info-Palestine

Correa souligne la gravité du précédent d'impunité des putschistes au Honduras

Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a alerté aujourd'hui la communauté internationale sur la gravité du précédent d'impunité des putschistes au Honduras et a réitéré que son gouvernement ne reconnaît que le président constitutionnel légitime, Manuel Zelaya

Lors du récent Sommet Ibéroaméricain au Portugal, a expliqué Correa lors de son traditionnel rendez-vous radiophonique du samedi, le cas du Honduras a été discuté et il n'y a pas eu de consensus clair. « Oscar Arias, président du Costa Rica, a dit qu'il fallait reconnaître le gouvernement issu de ces élections » a-t-il rapporté.

« Par contre, Luiz Ignacio Lula Da Silva, président du Brésil, a dit que cela était absurde car cela signifierait que dans ce cas, n'importe qui peut faire un coup d'État, appeler à des élections deux mois plus tard, comme si de rien n'était. »

« Et bien entendu cette position est aussi celle de l'Équateur. Pour nous le cas du Honduras est extrêmement grave et il est absurde de vouloir le légitimer avec des élections illégitimes et frauduleuses. Nous n'allons pas reconnaître d'autre gouvernement que celui de Manuel Zelaya », a-t-il souligné. Il a rappelé que le putschiste Roberto Micheletti a déclaré publiquement que cela devait servir d'avertissement à Chávez (Venezuela), Correa (Equateur), Lula (Brésil), Morales (Bolivie), Fernández de Kichner (Argentine), c'est-à-dire aux gouvernements progressistes de l'Amérique latine.


Le président de l'Équateur, Rafael Correa

«Voilà l'arrogance de ces gorilles et de cette droite. Cette déclaration est enregistrée même si beaucoup de médias la passent sous silence. Elle exprime exactement la nature de cette droite putschiste, arrogante, qui a ses adeptes en Équateur », a-t-il dénoncé.

«Ne nous trompons pas, a ajouté Correa face aux exclamations de soutien du public à son gouvernement, c'est ainsi que pense cette droite, mais ils ne passeront pas ! Ils le savent sinon il y a longtemps qu'ils auraient tenté de nous renverser.»

Prensa Latina, Quito, 5 décembre 2009

Traduit et publié en français par

La revolución vive 6 décembre 2009

Notes pour la presse

PARIS, LE 05 /12/2009

Peuple haïtien,

Le sabotage du processus démocratique perpétré par les soldats des Etats-Unis, de la France et du Canada dans la nuit du 29 février 2004, a plongé Haïti dans une confusion totale et indescriptible.

Les présidents Georges W. Bush et Jacques Chirac ainsi que le premier ministre Paul Martin, qui furent les auteurs-commanditaires de cet acte barbare aboutissant à l'enlèvement du président Jean Bertrand ARISTIDE, sont entièrement responsable de la crise politico-sociale et économique que traverse Haïti depuis bientôt six longues années.

Or, après les décisions du Conseil électoral, mis en place par le président René Préval, d'exclure à deux reprises du processus électoral le parti Fanmi lavalas qui représente la majorité de la population haïtienne, il est clair que c'est une véritable déclaration de guerre qui est faite à la Nation.

Face à ces provocations, approuvées par les dirigeants des pays sus-mentionnés, nous appelons tous nos concitoyens à une mobilisation générale partout, dans la diaspora et en Haïti, pour donner une réponse concrète à nos ennemis internes et externes afin de défendre l'héritage que nos ancêtres nous ont légué.

Compatriotes de : Port-au-Prince (Cité soleil, La Saline, Tabare, Bel-Air, Martissant, Carrefour, Carrefour-feuille, Solino, Grand-Ravine), Delmas, Pétion-ville, Kenskof, Léogâne, Petit Goâves, Jacmel, Grand Goâves, Miragoâne, Fonds-des-Nègres, La colline, Vieux Bourg d'Aquin, Côte de Fer, Aquin, Saint Louis du Sud, Cavaillon, Cayes, Port Salut, Jérémie, La Gônave, Gonaïves, Cap-Haïtien, (La fossette), Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord, Saint-Louis du Sud, Fort liberté, Petite Rivière de l'Artibonite, Saint-Michel de l'Attalaye, Petite Rivière de Nippe, Anse-à-Veau, Petit Trou de Nippe, Baradère, Saint Marc, Croix des Bouquets, (La Plaine), Arcahaie, Gros Morne, Hinche et tout le reste du Plateau Central etc,

Ne vous laissez pas intimider par M. Préval, le traître! Il est urgent de passer la vitesse supérieure. Non seulement, pour que le Conseil électoral réintègre le parti Fanmi lavalas dans le processus électoral, mais aussi pour que le président J.B. ARISTIDE puisse retourner en Haïti le plus tôt possible. Car, nous ne pouvons pas construire un Etat de droit sans la présence de ce dernier.

Nous voulons aussi attirer l'attention des amis d'Haïti qui croient en la liberté et en la démocratie. Nous leurs disons : après la mise à l'écart du processus électoral du parti Fanmi Lavalas, c'est une dictature sans précédent que veulent nous imposer les grandes puissances, en particulier celles impliquées dans le coup d'état du 29 février 2004 avec la complicité de l'ONU. C'est inacceptable, aidez-nous à les dénoncer. C'est une vraie politique d'exclusion qui s'applique sur le terrain et le peuple n'a aucun droit.

Ceux qui ont investi dans l'événement du 29 février 2004 pour créer cette grande confusion au sein de la société haïtienne aujourd'hui sont des terroristes. Et l'ONU qui devrait être une institution d'arbitrage indépendante, se contente toujours de gérer leurs méfaits. Selon un article publié par l'AHP le 30 novembre écoulé, on a bien vu qu'un certain Michel Forst « expert indépendant des Nations Unies des droits de l'homme en Haïti » a pris ouvertement position en faveur de l'exclusion de Fanmi Lavalas dans les prochaines compétitions électorales et ce, pendant qu'une multitude de voix se lèvent contre cette décison jugée injuste. Etant sous l'influence de gens corrompus, il est temps que cette institution (ONU) disparaisse et cède la place à une nouvelle organisation qui ne sera pas téléguidée par des pays occidentaux. C'est le seul moyen de promouvoir la paix dans le monde.

Nous mettons en garde tous ceux qui s'apprêtent à prendre part aux prochaines compétions électorales sans la participation de la population haïtienne. Il seront aussi coupable de toutes les malversations de M. Préval qui cherche à tout prix à conserver le pouvoir aussi longtemps que possible pour masquer tous les accords secrets passés avec les néo-colons pour liquider les richessses du sous sol de notre pays. Cautionner une telle exaction est un crime de haute trahison que l'histoire ne manquera pas de juger.

Chers concitoyens, si le terroriste M. Georges W. Bush et ses collaborateurs ont pu entraîner notre pays dans le désastre que l'on observe aujourd'hui, sachez que l'ONU y a une bonne part de responsabilité. Par ailleurs, en dépit du changement de politique étrangère prôné par leurs successeurs dans leur campagne présidentielle, on assiste encore à une continuité sans faille. Donc à nous tous, chers compatriotes, de prendre notre destin en main.

Comité de résistance Fanmi Lavalas et de soutien au peuple haïtien en France
M. CETOUTE Josner
YON SÈL NOU FÈB ANSANM
NOU FÒ ANSANM ANSANM
NOU SE LAVALAS

Suite de la page (4)

néocolonisateurs d'Haïti, ont été mises dans sa bouche, ou tout simplement des paroles que les colonisateurs aimeraient entendre.

Du côté haïtien, la moindre petite critique est écartée. Les autorités haïtiennes, marchant sur des œufs pour ne pas les casser, courbent très bas l'échine pour avaler les humiliantes paroles des Dominicains. Elles sont obligées de faire semblant de n'être au courant de rien, pour un minimum d'appui. Même quand de l'autre côté de la frontière on assassine, on tue des Haïtiens, et en les jetant dans des fours à cuire le charbon, alors que aucune plainte, aucun reproche n'émane des gouvernants haïtiens qui se perdent dans un mutisme bon enfant. Malheureusement, Fernàndez a conseillé aux impérialismes de ne pas donner de l'argent au gouvernement. Le mandataire dominicain, malgré les cadeaux en or faits aux Haïtiens, ne pouvait être à cent pour cent favorable.

Le peuple haïtien n'en finira jamais d'être maltraité, humilié, non seulement parce que exclu dans son propre pays, mais aussi parce que recevant en plein visage les paquets d'injures des colons d'ici et d'ailleurs. Michel Forst, le prétendu expert indépendant des Nations-Unies, n'a-t-il pas lui aussi giflé la majorité nationale en prétendant que le Conseil électoral provisoire n'a pas illégalement exclu Fanmi Lavalas, l'Organisation politique majoritaire du pays. Tout comme le 29 février 2004, les soldats étasuniens lancés par George Bush en Haïti, pour kidnapper le président Aristide, l'ont fait parce que *« la constitution haïtienne »* le permet de même que *« les conventions internationales »*. Donc Michel Forst a puisé toute légitimité de déclarer l'exclusion de la majorité dans la constitution et les lois de la République et aussi dans les conventions internationales.

« Les conseillers électoraux ont pris leur décision de manière souveraine, en choisissant sur la base des documents qui ont été fournis, les partis politiques qui étaient admis à concourir. ». Voilà leur égalité. Voilà leur légitimité.

L'hypocrisie de Forst est terrible, quand il parle de *« souveraineté »* du CEP, une institution au service d'une minorité, un instrument télécommandé, machine à exclure la majorité nationale, payée pour le faire. **Quelle audace ?** L'argent donne des zèles et pousse à l'audace. Les gouvernements qui ont résisté à l'ingérence des impérialismes, qui ont lutté pour que les masses aient une certaine dignité ne méritent jamais la survivance. Leur sort est le coup d'Etat, l'exil, le bannissement et l'exclusion. Seuls ceux qui obéissent aveuglement aux forces de domination qui défendent leurs sordides intérêts, méritent le salut.

Nul n'est dupe du drame qui se joue en Haïti. Cette situation doit faire craindre le pire. Si les conquistadores espagnols avaient décimé toute la population autochtone, si les Français après le traité de Ryswick 1697 avaient instauré le colonio-esclavagisme par le biais de la traite négrière, que préparent les impérialismes : français, canadien et étasunien contre la population haïtienne, aujourd'hui mise sous tutelle ?

La mise à mort tout simplement !

L'histoire est grosse de vérités que nous ne pouvons éludées, malgré l'hystérie collective qui s'empare de nous. Malgré notre blancomanie, malgré notre négrophobie, nous devons ouvrir les yeux sur la réalité pour mieux la comprendre, afin de tirer les conséquences nécessaires que le gouvernement haïtien d'aujourd'hui, n'est au service que des riches, des puissants contre les appauvris et les affaiblis. D'oú la nécessité de maintenir le flambeau de la mobilisation et de la lutte nécessaire.

Soti nan paj 5

Pòtoprens yo blije vin fè lese frape pandan plizyè jou. Lè n konsidere ke tan yo bay kandida yo pou enskri, mache prese sa a, se yon fason yo konnen trè byen ke Pati yo pap gentan fè demach pou yo jwenn finansman pou al nan eleksyon. E, konsa Prezidans la ak lajan leta ap rele sou kote tout depite ak Senatè opòtinis vini sou banyè INITE /CONAJEC la. Si se pa koripsyon sa rele, kijan l rele?

Lè n konsidere se menm depite ak senatè sa yo ki te vote yon lwa elektoral nan nuit kou l cho l kuit kote yo mande yon voum lajan pou depite, senatè, prezidans elatriye yon fason pou ekskli moun ki pa gen gwo mwayen e ki pa pral kriye nan Palè nasyonal pou yo ka enskri yo nan INITE/CONAJEC la. Kidonk, tout moun sa yo te deja konnen sa k ta pral fèt la. Lè n konsidere kijan yo mete Fanmi lavalas deyò nan kous la ilegalman e gwoponyètman. Lè n konsidere kijan yo elimine nan magouy lòt Pati tankou Korega ak Inyon nan kous la paske yo pa vle fonn kò yo nan INITE/CONAJEC La. Lè n konsidere eleksyon ki pral fèt yo se yon seleksyon «TOUT POU NOU»! Lè n konsidere afè «TOUT POU NOU» sa a nan ki dezòd li konn lage peyi ya. Nou menm nan Pati Popilè Nasyonal (PPN) nou deside pa patisipe nan maskarad sa a.

Nou ta swete tout Pati Politik ki gen nen nan figi yo pran menm dispozisyon sa a de fason pou demen lè rezilta bòlèt la bay pou yo pa di si m te konnen. Kidonk, se pou kat la rebat kòmsadwa »

Se konsa, aprè eskandal bòlèt, ki te pase nan lotri pou bay pati yo nimewo yo, kote patiLINITE te manke fè dekabès ak boul malachong 01 ak revè l 10, plizyè lòt pati tankou Platfòm Altènativ pou pwogrè ak demokrasi ; Platfòm patriyòt Ayisyen ta wè nesisite pou yo fè bak sou kesyon eleksyon sa a. Nou espere pati sa yo ap kenbe mo yo, yo pa pral pase anba tab pou bay pèp la kout kouto lan do.

Mona Peralte

Pozisyon Aristid sou konjonkti politik la

Soti nan paj 6

Lè yon moun swaf pouvwa, fò ou gen entelijans tou pou kapab balanse ekwasyon pouvwa a. Pouvwa a se sèlman yon don, kote you chèf se yon zo ki nan men w epi ou kenbe l, non, non, non. Pouvwa a se yon sèvis li ye e li mache ak lalwa, li mache ak prensip.

Eleksyon an se wout sa a nou gen nan men nou daprè konstitisyon an, ebyen an n pase ladan l. Savledi majorite a al nan eleksyon, sa ki pase a respekte rezilta a, fè jwèt demokratik la. Bon, si yo fè l konsa lòt kote, pou kisa nou menm ki te tèlman gen pwoblèm ekonomik pou nou pa konplete l tou.. Si w pèmèt mwen Venel, m ap pwofite redi l ankò, tout ayisyen ki renmen Ayiti, tout ayisyen ki gen kòb, tout ayisyen ki pa gen kòb, ayisyen pouvwa, ayisyen ki pa gen gwo pouvwa, nou tout konsène. E eleksyon sa a pral detèmine si pi devan ap pi bon ou pi mal. Si se seleksyon ki fèt l ap vin pi mal, si se eleksyon ki fèt l ap vin bon.

VR: Prezidan Aristide, lè n tande w pale se konmsi egzil la, malgre ou la depi 5kan an egzil, nou pa santi ou manifeste, ou gen yon gou anmè ki nan estomak ou malgre egzil la, e ou rete kòm yon moun ki ta dispoze pou pale avèk moun malgre petèt ou menm w ap soufri an egzil an Afrik Disid.

JBA: Lè w renmen peyi w, ou renmen pèp ayisyen, ou renmen ayisyen, sa ba w yon fòs estrawòdinè. E lè n ap gade ak distans grangou ki gen lakay la, chomaj ki gen lakay la, fristrasyon, imilyasyon ki gen lakay la, mwen oblije pran tout soufrans sa yo pou m konpare yo avèk soufrans pèsonèl mwen pou m rann mwen kont soufrans pèsonèl mwen pa anyen devan mas lavi soufrans ki lakay la. *Et c'est ça l'amour de son pays, l'amour de son peuple.* Si amou an sensè n ap wè l, si li se blòf n ap wè l e lè li sensè li ba w yon fòs kote li kontinye fè youn avèk tout moun ki vle pou san ògèy, sans rankè, nou wè kisa nou ka fè ansanm. Se pa lè m tounen mwen pral di sa, se pandan m deyò m ap fè l e m di l mwen tounen demen maten mwen tounen apre demen, m ap rete menm jan an Sa vle di ak amou kisa nou ka fè ansanm pou n limite pwoblèm peyi sa a.

VR: Gen moun ki relve sa fè deja yon bon bout tan ou fè yon gwo silans, ou pa entèvni nan deba politik k ap fèt an Ayiti. Donk se okazyon pou n mande w kijan ou wè mas peyi a, e answit dezyèm move esperyans w ap fè la a?

JBA: An 2006 lè eleksyon fin fèt, gen moun ki te panse ak fòs mwen, li ta kapab pi bon pou peyi a jwenn bon direksyon elt. Mwen menm mwen fè silans e m kite yo konpare lè m te la ak lè m pa la. Jodi a rezilta a pwouve se pa prezans nou ki te anpeche bagay yo vin pi bon, okontrè yo vin pi mal. Mwen pa di mwen endispansab, men mwen kwè absans mwen, li klè, li pwouve lekontrè pou moun ki te panse prezans mwen t ap pi nui yo ke absans mwen. Ebyen absans la montre ankò yon fwa se pa sa yo te panse a.

Dezyèmman, Afrik Disid resevwa m e jiskaprezan se yomenm ki ban m ni manje ni kote pou m dòmi menmlè mwenmenm mwen bay sèvis nan Inivèsite a e kounye a m ap bay sèvis nan yon lòt Inivèsite tou, men devan sa nou resevwa nan men yo, sa m bay la pa anyen. Nan diyite, nan respè, yo resevwa nou e yo kontinye resevwa nou.

Lakay, menmsi ta genyen yon espès dedesans pou montre rekonesans ak Afrik Disid, se ta deja etap. Sa poko fèt, paske sa Afrik Disid ap fè a se pa pou mwen kòm endividi li ap fè l non, l ap fè li onon listwa. Menm jan Ayiti te ede Venezyela, Kolonbi, Ekwatè pran endepandans yo yon lè, jodi a Afrik Disid ap ede Ayiti travèse yon moman difisil. E Ayiti malerezman atravè otorite l yo non sèlman yo poko bay resipwosite a, men yo pa menm fè kèk jès ki pou yo ta montre Afrik Disid ke yo konprann istwa a. Tou sa toujou fè mwen pa entèvni. Lè ou ka moun, ou respekte tèt ou, ou respekte moun ki ba ou fè ladesant nan. Pandan yo ban m ladesant, mwen respekte l, mwen pa entèvni nan sa k ap pase bò lakay. Sèl eksepsyon, chak ane mwen di Bòn Ane e avèk yon ti mo.

Nan yon mo Venel. Wi mwen fè silans pou m respekte kote ki ban m ladesant lan, mwen fè silans pou m te pwouve mwen pa gen foli pouvwa, mwen bezwen pouvwa, pou m la pou m dirije, pou m enfliyanse, non, non, non. Mwen vle sèvi. Si absans mwen ta montre kisa ki genyen kòm diferans ant prezans e absans, li pwouve l deja. Mwen kwè moman an rive kounye a pou mwen retounen an Ayiti pou m kontinye sèvi peyi m nan edikasyon. Mwen pa enterese kòm reprezantan nasyonal Fanmi Lavalas pou m jwe wòl politik, sa pa enterese m. Pou kounye a mwen deyò, fòk mwen bay yon konkou, mwen bay li pou kenbe linite yon òganizasyon, men kan m tounen mwen swete pral genyen kongrè pou yon lòt moun pran larelèv avèk yon ekip pou òganizasyon politik la fè travay li, mwenmenm pou m fè travay mwen nan edikasyon e pou tout moun ki enterese pote kole nan domèn pa yo paske se pa aspè politik la sèlman ki ka pèmèt yon moun sèvi peyi w. Okontrè, lwendela.

VR: Dezyèm branch kesyon an, mwen te mande w kisa dezyèm move esperyans nan aprann ou?

JBA: Li aprann mwen sa m te konnen deja, mwen te konnen egzil pa gen bon gou. Tout moun ki fè egzil, konnen egzil anmè. Anmenmtan m te konnen koudeta kidnapkin ki te fèt 27 fevriye 2004 la t ap mete peyi a nan plis tchouboum, li pwouve se sa li ye vre. Nou te genyen posiblite pou n te di avan 2004 nou di l, jodi a m redi l ankò. Donk se konfime sa nou te deja konnen savledi koudeta pa ka mennen nou okenn kote. E mwen byen siyale yon lòt fwa ankò ni koudeta elektoral, ni lòt koudeta. An Avril, gen yon koudeta ki sot fèt la, li pa bon pou peyi a, e si pi devan ta gen yon lòt koudeta elektoral ankò, li pap bon pou peyi a. E fòk yon moun gen vizyon pou gade lwen pou w pa refè sa ki te fèt deja.

VR: Prezidan Aristide, gen moun ki envoke souvan bon relasyon ou te toujou genyen avèk prezidan Rene Preval ki yon epòk te premye minis ou e se sou gouvènman pa w nan eleksyon ki te fèt nan fen manda w apre egzil ou prezidan Preval te vin prezidan. Eske ou menm depi ou an egzil la, eske ou gen kontak avèk prezidan Preval oubyen eske ou te gen kontak a yon sèten moman avèk prezidan Preval?

JBA: Non, nou pa gen kontak pandan egzil la(19:55) li lib pou l fè byen pou peyi a. Se sa n te swete, ebyen mwen kreye opòtinite a pou yo ka rann yo kont de sa. Malerezman, reyalite a montre ke pèp la desi, e se yon desepsyon total kapital, tout sa Lespwa te pwomèt tounen dezespwa, se fristrasyon. Mwen pap kritike prezidan Preval pour le plaisir de critiquer, sa ki enpòtan se Ayiti, byen ayisyen e byen Ayiti. Mwen panse si jodi a prezidan Preval ta fè yon ti kanpe pou l fè bilan travay pèp la te ba l fè a, pou l tande sa pèp la di, l ap rann li kont tou si li kontinye jan li prale la a sa ap vin pi mal. Sèl chans li genyen se kanpe , tande sa pèp la di epi an tan responsab tande tout moun e rebat kat la demokratikman, respektyezman pou tout sitwayen patisipe nan redrese peyi a paske jan li ye la a, se pa yon kritik se yon konsta, li pa bon.

VR: Prezidan Aristide, avèk fanmi lavalas nou sot di genyen 16 lòt pati yo ekate nan kous la, genyen pa egzanp Pati Linyon ak Chavannes Jeune, genyen PDCH avèk lòt pati ankò. Kisa oumenm ou swete sou kesyon eleksyon an epi kisa ou kapab di avèk lòt sektè politik yo, sa k ap patisipe oubyen sa jis isit ki pa ka patisipe, kisa ou di sosyete sivil la kote genyen yon bon pati ladan l ki pat mache kole avè w, genyen sektè politik la tou ki te gen yon moman te soulve kont ou, petèt genyen ladan yo ki pa sou menm pozisyon jounenjodi a ki konprann gen erè ki te fèt, erè ki te fèt bò kote gouvènman lavalas, erè ki fèt bò kote opozisyon nan epòk la, kisa ou ta di tout moun sa yo jounen jodi a?

JBA: Se premye pati a ki konsène konsèy elektoral la, eleksyon. Etandone Konsèy Elektoral la li sipoze yon enstitisyon lib pou li pran desizyon san gouvènman an pa ba l dikte, pou pa enfliyanse l, mwen sipoze Konsèy elektoral sa a gen libète nesesè a pou li pran desizyon an, pou li di men ki pati ki reponn ak règleman yo, men ki pati ki pa reponn. Fòk li gen libète pou fè sa. E si li pran yon desizyon konsa, kote li aksepte X, li pa aksepte Y, mwen mal plase pou m ta di li antò paske mwen lwen, mwen pa genyen okenn dosye jiridik devan m, mwen pa genyen tout eleman yo devan m, donk mwen pa ka di pou tèl pati politik li byen fè ou mal fè. Mwen ka reponn pou Pati Lavalas pa egzanp, si se manda a Konsèy Elektoral la bezwen pou Fanmi Lavalas li gen manda a. Si li bezwen si se mwen ki siyen l, mwen redi l ankò wi se mwen ki siyen l, si l vle mwen pote l vini, mwen pale ak gouvènman ayisyen an epi demen maten, oubyen aswè a menm m ap deplase pote l vini. Anpasan, paspò diplomatik mwen fini depi lontan, tan ke mwen pa genyen lesepase gouvènman ayisyen an, mwen pap ka pran avyon pou m pase nan lòt peyi pou mwen rive.

Tou sa pou m di w sa pral depann, kisa Konsèy Elektoral la vle a, eske li vle fè eleksyon ou eske li vle fè seleksyon. Li vle fè eleksyon mwen ankouraje l, e m gen devwa pou ankouraje l paske se sa k ap bon pou peyi a. Si l vle pran presyon pou l fè seleksyon jan sa te fèt deja a, m ap ankouraje l reflechi pou l pa vanse paske sa pap bon pou manm konsèy Elektoral la, ni pitit yo, ni pitit pitit yo, ni pou pitit peyi a, li pap bon pou pèsonn. Kreyon pèp la pa gen gòm, li fè twòp esperyans negatif pou l ta rantre ladan l ankò; e sitou nan 2009 sa nou fenk sot refè.

Pou gouvènman an, mwen pa gen dwa pou m ba l lòd, men se devwa pou m respekte otorite e mwen kapab pataje yon lide avèk yo. Lide mwen kab pataje avèk yo antan yon sitwayen adistans sèke si l sot fè erè a an Avril, kounye a fòk gouvènman an pa ta fè erè a. Menmsi ta genyen desizyon ki te pran pou n al nan eleksyon, mwen panse lè ou gran, sitou lè ou responsab, lè ou entèlijan ou oblije afwonte yon erè. Lè ou fè yon erè li grav. Lè ou pèsiste nan erè a li pi grav. Donk se pou sa mwen panse li poko twota , san ògèy, okontrè se t ap yon siy dentèlijans bò kote otorite konsène yo pou yo chita pou revize sitiyasyon an paske menm si Konsèy Elektoral la lib men gouvènman an gen yon responsablite deta tou. E nan kad responsablite deta li fò l gade pou wè sa ki te pase a pat bon e kisa ki ka fèt kounye a pou pi devan pi bon kote pa gen yon pwojè sou seleksyon ki pou mennen n nan Divalye ankò. Lè ou konpare sa ki te konn fèt lontan avèk sa ki anvi fèt la a, li pa parèt bèl ditou pou avni peyi a. Mwen swete se pa nan sa nou prale.

Kanta pou lòt pati politik, sosyete sivil, mwen pa genyen pou m ba yo enpresyon m ap bay direktiv, kèl ide ! Se sèlman kontantman m pou m ap pataje kesyon an kòm sitwayen avèk lòt sitwayen, pati politik, oubyen sosyete sivil.

Ayiti ekonomikman, nou dèyè kamyonèt la n ap rele Leyogàn, Leyogàn. Si nou pa kapab chanje sitiyasyon ekonomik la an 24trè, men anmwende 24trè nou kapab pran desizyon pou prensip demokratik yo ki ede nou redirije peyi a nan direksyon pozitif la. Direksyon ki la a mwen pa wè li bon non mwen, e lè li pa bon an li pa bon pou pèsonn. Donk redrese l vle di sosyete sivil, pati politik, leta, an n gade pou n wè kijan na rebat kat la paske jan l ye kounye a li pa bon. Mwen pa envante anyen, mwen pa egzajere, mwen senpleman di sa tout moun ki sensè ka di. Se yon sitiyasyon kote nou redi l ankò, pèmèt mwen repete, se pa repete mwen vle repete pou repete non, se tèlman m wè sa m ap di a grav wi, mwen wè konsekans yo grav wi, savledi si jodi a si sa ki rele prensip elektoral la pa gen volonte politik pou respekte l kote nou prale? Nou prale nan katchouboumbe. Donk sosyete sivil, pati politik, leta, nou tout anndan peyi a kou deyò peyi a depi se sitwayen nou ye, nou gen responsablite pou nou di en en, nou fè twòp erè deja, twòp moun mouri, twòp san koule, twòp grangou, twòp chomaj, twòp fristrasyon, twòp imilyasyon, men etranje a rantre, gade depi ki lè li rantre jis jounen jodi a, eske bagay la amelyore, li pa amelyore. Moun entelijan, se kanpe e rechanje bagay la. Menmsi se yon bagay k ap koute w pase ou santi ou gen yon ògèy, men lè yon moun granmoun ou pa ka kanpe nan kesyon ògèy. La a, pa gen kesyon ògèy, okontrè plis yon moun ou santi sa m ap di a se laverite, e moun di deja, e moun wè li, se plis pou nou fè l kanpe pou bagay yo rebat paske pèsonn pa gen enterè nan sa k ap fèt la a.

Asuiv

Deklarasyon nan okazyon 517 lane debakman kolon yo ak 80 lane masak machatè nan Okay

Soti nan paj 6

peyizan, blese 100 lòt anviwon nan machatè nan okay, san konte yon dividal lòt ki vin andikape. Okipasyon meriken nan peyi a nan lane 1915 te rive nan yon moman kote enperyalis la te bezwen layite zèl li pou tabli dominasyon li sou tout kontinan an.

Pandan okipasyon 1915 lan, peyizan yo te fè rezistans san pran souf kont okipasyon an. Peyizan yo te òganize yo anba lobedyans lame kako a ki te gen nan tèt li vanyan gason Benwa Batravil ak Chalmay Peral. Apre plizyè lane rezistans, lame meriken ki te gen sipò klas dominant yo ak yon bon pati nan ti boujwazi a, te masakre peyizan yo pa santèn poutèt yo t ap di non kont okipasyon an. Nan lane 1929, yon dividal peyizan ki te soti nan plizyè komin nan depatman Sid la, te pran lari pou manifeste kont taks militè meriken te mete sou pwodui yo. Se nan moman sa a, militè meriken te masakre pakèt peyizan sa yo nan Machatè Okay.

517 lane apre piyaj ewopeyen yo, 80 lane apre masak militè meriken nan Machatè, peyi a kontinye ap sikonbe anba okipasyon an, ki vin ranfòse aplikasyon plan neyoliberal lan, anba chapo Nasyonzini, k ap mache nan inite, sou drapo nou ak sou peyi nou. Noumenm òganizasyon ki siyen deklarasyon sa a, nou kwè lè a rive pou nou batay tout bon kont dominasyon enperyalis lan sou do mas popilè yo, pou wete peyi a anba fòs okipasyon an, lè a rive pou nou demaske tout fo inite ak fo altènativ k ap deplòtonen plap plap sou do pèp la, kont pèp la. Moman an rive pou nou batay tout bon pou konstui yon lòt Ayitiv nan enterè mas esplwate ak domine yo. Yon Ayiti ki libere anba men koken ak brasè politik. Lè a rive pou nou konstui bonjan Altènativ popilè, revolisyonè pou nou wete peyi a, anba grif boujwa koutye, anba grif enperyalis la ak enstitisyon finansyè entènasyonal k ap souse san pèp la, tankou malfini k ap bwè san poul.

Se pou tout rezon sa yo, Mouvman Inite Pèp Okay, Komite Nasyonal ankèt Entènasyonal sou okipasyon an ak Komite Relèvman Divivye, nou lanse yon apèl jeneral pou mande tout ayisyen ki vle yon Ayiti granmoun, pou yo leve kanpe kont fòs okipasyon an nan peyi a.

VIV YON AYITI GRANMOUN !

Aba tout plan lanmò, aba inite malfini ak pou l ak tout fo altènativ k ap deplòtonnen kont pèp la!

Mouvman Inite Pèp Okay (MIPAK), Komite Nasyonal Suivi ankèt Entènasyonal sou Okipasyon an, Komite Relèvman Divivye (KRD) Pou MIPAK : Maxime JULES ; Komite suivi a : Guy NUMA ; KRD : Patrick JOSEPH

Soti nan paj 6

malè zòt, men fòk nou gen kouraj pou n demaske mansonj. Ki jan nou ka bliye plis pase 300 zan ratibwazay? Kiyès ki ka konpare yon grenn jounen madichon ak plis pase 300 zan lesklavaj, kadejak, vòl, piyaj, kidnapin, jenosid, separasyon manman ak pitit, mari ak madanm, frè ak sè? Nan jounen dèy entènasyonal sa a, nou pa ka kontinye ap mache nan lojik pase se pase. Si pase se te senpleman pase, sipremati blan an ta deja disparèt. Yo ta sispann selebre tout dat madichon ki pote lapenn nan kè limanite. Tout moun sou planèt la ta gen menm dwa pou goute bon gou lavi menm jan ak pitit pitit Kristòf Kolon yo. Tout pitit anndan Abraram yo ap byen mennen, alòs pa Ismayèl yo ap viv nan kras ak lamizè. Se vre nou pa ka korije sa ki te pase, men nou ka anpeche pase repete tèt li sèlman si nou vle konnen sa kite te pase tout bon vre. Se pou sa nou pa ka rete nan amnezi sa ankò.

Zanmi kanmarad, 5 Desanm 1492—5 Desanm 2009, sa fè 517 lane depi n ap karese kwa lanmò sa. Nou blilye li se lòtè kòmansman lesklavaj nan peyi n. Li lè li tan pou n rache kwa lanmò sa e ranplase l pa lavi pou tout moun. Nou pap ka lib tout bon si zam lènmi an se kavalye polka n. An nou chak aprann lapriyè Boukman an pou n ka wete nanm Tayinos, nanm zansèt afriken yo, ak tout nanm pa yo nan chenn tout bon. Nan memwa Tayinos yo, an n fè linyon nan divèsite pou n ka kraze sèpan ak plizyè tèt sa a ki pa janm sispann pèsekite n. Profesè listwa, sispann di timoun yo, Kristòf Kolon te dekouvri Ayiti. Di yo pito Kristòf Kolon te yon gwo asasen ki t ap travay pou Legliz Katolik. Konsa timoun yo va konprann tout bon kiyès k ap benyen nan mansonj ak kiyès k ap di laverite. Si n pa paran sou pase nou, n ap disparèt menm jan ak Tayinos yo. Si gen kèk ti grenn ki rete vivan, sipremasi blan ap mete n nan rezèvasyon tankou l fè pèp premye nasyon yo, epi lè sa Ayiti pral tounen Hawaii. An n reveye anvan twò ta bare n. Pa bliye: se fè ki koupe fè. Linyon fè lafòs!

Maud Jean-Michel (Sanit B.)

Mondial 2010: Les poules sont faites!



Le stade Ellis Park situé à l'est de Johannesburg, construit en 1928, modernisé en 1982, capacité: 70.000 places

Les huit poules de la Coupe du monde 2010 sont désormais connues à l'issue du tirage au sort organisé le 4 décembre dernier au Cap, en Afrique du Sud. Les 32 mondialistes connaissent désormais leurs trois adversaires respectifs pour la première étape de la phase finale de la Coupe du Monde, qui sera lancée le 11 juin prochain au pays des Bafana-Bafana.

Voici la composition de chacune des poules :

Groupe A : Afrique du Sud, Mexique, Uruguay, France
Groupe B : Argentine, Nigeria, Corée du Sud, Grèce
Groupe C : Angleterre, Etats-Unis, Algérie, Slovénie
Groupe D : Allemagne, Australie, Serbie, Ghana
Groupe E : Pays-Bas, Danemark, Japon, Cameroun
Groupe F : Italie, Paraguay, Nouvelle Zélande, Slovaquie
Groupe G : Brésil, Corée du Nord, Côte d'Ivoire, Portugal
Groupe H : Espagne, Suisse, Honduras, Chili

Le match d'ouverture de la compétition le 11 juin 2010 prochain opposera l'Afrique du Sud au Mexique.